

# TABLE

ALPHABÉTIQUE ET ANALYTIQUE

DES

## PROCÈS-VERBAUX DU SÉNAT



SESSION DE 1867



# BUREAU DU SÉNAT

PENDANT LA SESSION DE 1867.

---

## PRÉSIDENT.

S. Ex. le premier président TROPLONG.

## VICE-PRÉSIDENTS.

M. BOUDET, premier vice-président.

S. Ex. le maréchal comte BARAGUEY D'HILLIERS.

S. Ex. le maréchal comte REGNAUD DE SAINT-JEAN-D'ANGÉLY.

M. le premier président DE ROYER.

M. le procureur général DELANGLE.

## GRAND-RÉFÉRENDIAIRE.

M. FERDINAND BARROT.

## SECRETAIN.

M. CHAIX D'EST-ANGE.

## SECRETAIRES ÉLUS.

M. le général MELLINET.

M. TOURANGIN.

## VICE-SECRETAIRES.

M. DE MENTQUE.

M. HUBERT-DELSISLE.

---



## TABLE.

**NAPOLÉON III** (Sa Majesté l'Empereur). — Réponse de Sa Majesté au Président du Sénat à l'occasion de la réception du 1<sup>er</sup> janvier 1867, t. 1, p. 4. — Discours de Sa Majesté à l'ouverture de la session de 1867, t. 1, p. 12.

**NAPOLÉON** (S. A. I. le Prince). — Assiste à la réception du Sénat aux Tuileries, à l'occasion du 1<sup>er</sup> janvier 1867, t. 1, p. 4; — à la séance d'ouverture de la session de 1867, t. 1, p. 12.

### A

*Absinthe.* — Pétitions signalant les funestes effets produits par l'absinthe, et présentant différents moyens d'y remédier. — Rapport par M. le baron Dupin, t. 1, p. 403. — Renvoi au ministre des finances, au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au ministre de l'intérieur.

**Actes de l'état civil de la Famille impériale.** — Envoi, conformément à l'article 15 du statut impérial du 21 juin 1853, de l'acte de naissance d'une Princesse issue du mariage de LL. AA. II. le Prince Napoléon et la Princesse Marie-Clotilde, t. 1, p. 23.

*Actes de l'état civil.*

1. — Pétitions relatives à diverses modifications à introduire dans la confection des actes de l'état civil. — Rapport par M. de Goulhot de Saint-Germain, t. 1 p. 100. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Théron, demandant que les avoués soient tenus de faire transcrire sur les registres de l'état civil un extrait du jugement prononçant la séparation de

corps, et que la mention de ce jugement soit insérée en marge de l'acte de mariage. — Rapport par M. Suin, t. 2, p. 717. — Ordre du jour.

*Administration de l'armée.* — (*Voy.* Intendance militaire).

*Affouage.*

1. — Pétitions demandant des modifications à l'article 105 du Code forestier, en ce qui concerne les modes de partage de l'affouage. — Rapport par M. Suin, t. 1, p. 496. — Ordre du jour. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 2, p. 456. — Ordre du jour.

2. — Pétitions demandant que les étrangers ne soient pas admis à jouir du droit d'affouage dans les communes. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 3, p. 459. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

*Agents-voyers.* — Pétition demandant que cette classe d'agents soient, pour la retraite, considérée comme faisant partie d'un service actif. — (*Voy.* Pensions civiles, n° 1).

*Agriculture.*

1. — Pétition du sieur Chaillet, qui demande une récompense pour avoir découvert divers procédés utiles au développement de l'agriculture. — Rapport par M. Elie de Beaumont, t. 1, p. 321. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Bouchaud, qui demande que la société actuelle d'agriculture de France devienne une classe de l'Institut, et qu'une nouvelle société soit organisée. — Rapport par M. Elie de Beaumont, t. 1, p. 322. — Ordre du jour.

3. — Pétition de membres du comice agricole de Beau lieu (Corrèze), demandant que l'enseignement agricole soit rendu obligatoire dans les communes rurales. — Rapport par M. Dumas, t. 1, p. 410. — Renvoi au ministre de l'instruction publique.

4. — Pétition du sieur Isnard, demandant qu'on encourage la culture des céréales, en forçant le Crédit foncier à prêter aux cultivateurs, sur le visa des maires, les sommes nécessaires à l'achat des engrais. — Rapport par M. Reveil, t. 1, p. 512. — Ordre du jour.

5. — Petitions relatives aux souffrances de l'agriculture et à la législation sur les céréales. — Rapport par M. le baron de Butenval, t. 1, p. 547. — Renvoi au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

6. — Pétition demandant l'emploi pour l'agriculture des matières provenant des égouts. — (Voy. Égouts).

7. — Pétition du sieur Vignaud, réclamant la création d'écoles régionales d'agriculture. — Rapport par M. Hubert-Delisle, t. 2, p. 367. — Renvoi au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

8. — Pétition du sieur Gellineau, demandant la création, dans le département de la Charente, d'une école pour la culture de la vigne. — Rapport par M. Hubert-Delisle, t. 2, p. 374. — Renvoi au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

9. — Pétition du sieur Bouschet, demandant qu'une disposition de loi déclare coupable d'escroquerie ou d'abus de confiance le preneur qui, ayant contracté un bail à cheptel, dispose d'une tête du troupeau, sans le consentement ou contre le gré du bailleur. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 2, p. 673. — Ordre du jour.

10. — Pétition du sieur Bosquet, demandant, dans l'intérêt de l'agriculture, que toutes les difficultés qui s'élèvent à l'occasion des propriétés rurales soient jugées d'urgence. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 3, p. 270. — Ordre du jour.

(Voy. aussi : Code Napoléon, n° 1 ; Hanneçons ; Patentes, n° 4).

**Algérie.** — Loi sur le régime commercial de l'Algérie, t. 4, p. 7. — Rapport par M. Reveil, t. 4, p. 415. — Discussion : MM. le général comte de La Ruë, p. 422 ; Michel Chevalier, p. 441. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 4, p. 452.

*Algérie.*

1. — Pétition du sieur Lagleize, réclamant, pour la quatrième fois, contre des décisions ministérielles qui repoussent une demande d'indemnité pour dépossession d'immeubles en Algérie. — Rapport par M. le général baron Charon, t. 2, p. 177. — Question préalable.

2. — Pétition de dix habitants de Philippeville (Algérie), demandant l'autorisation de fonder un village en Algérie après avoir fait l'acquisition des terrains nécessaires. — Rapport par M. le vice-amiral comte Bouët-Willamez, t. 3, p. 290. — Ordre du jour.

*Aliénés.* — Pétition du docteur Turck, demandant que la législation sur les aliénés soit réformée, et qu'on fonde en France des colonies agricoles sur le modèle de l'établissement de Gheel, en Belgique. — Rapport par M. Suin, t. 4, p. 27, 28. — Discussion : MM. Rouland, t. 4, p. 397, 402 ; le baron Ernest Leroy, p. 399 ; Lefebvre-Durullé, p. 406 ; Suin, rapporteur, p. 407, 411 ; le premier président de Royer, p. 409. — Ajournement à la prochaine session, p. 411.

*Alignements.*

1. — Pétition faisant la critique de la loi de 1807 en matière d'alignements, et demandant que les dépossession de terrains par voie de retranchements soient régies par la loi de 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. — Rapport par M. de Vuillefroy, session de 1866, t. 5, p. 363. — Observations de M. Boudet et du rapporteur, 1867, t. 2, p. 224, 225. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

2. — Pétition du sieur Granjean demandant que tout propriétaire dont l'immeuble serait frappé par la servitude d'alignement, puisse réclamer l'expropriation immédiate de sa propriété. — Rapport par M. de Goulhot de Saint-Germain, t. 2, p. 633. — Ordre du jour.

3. — Pétition des sieurs Thibaud frères demandant : 1° que ce soit toujours le jury, et jamais l'administration, qui soit appelé à statuer sur les demandes en indemnité, à raison des dommages résultant d'alignements ; 2° que des délais soient fixés pour l'exécution des travaux publics. — Rapport par M. de Goulhot de Saint-Germain, t. 2, p. 633. — Renvoi de la première partie au ministre de l'intérieur et au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ; ordre du jour sur la deuxième partie.

*Allaitement des enfants.* — (Voy. Enfants).



**ALLARD** (M. le général), *président de section au Conseil d'État.*

— Présente un projet de sénatus-consulte relatif au mariage des étrangers immigrants dans les colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, t. 3, p. 396.

— Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération : du projet de sénatus-consulte relatif au mariage des immigrants dans les colonies, t. 3, p. 603 ;— des lois de finances pour l'exercice 1868, t. 5, p. 294, 408.

**ALLONVILLE** (M. le général vicomte D'). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 4, p. 3.

**Allumettes.** — Pétition du sieur Marteau, demandant l'interdiction de l'usage des allumettes chimiques ordinaires. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 47. — Discussion : MM. le baron de Butenval, p. 51, 56 ; le vicomte de Barral, p. 54 ; le rapporteur, p. 55. — Renvoi au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

**Annonces.** — Pétition demandant la suppression du timbre pour les annonces intéressant l'industrie. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 467. — Ordre du jour.

#### *Architectes.*

1. — Pétition proposant, dans le but d'éviter les fraudes qui se commettent journellement dans l'industrie du bâtiment : 1<sup>o</sup> la création d'examens de capacité pour les architectes ; 2<sup>o</sup> l'adjonction d'un second architecte ou d'un vérificateur pour le règlement des mémoires. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 1, p. 102. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Morsaline, indiquant divers moyens de compléter et de régulariser le service des architectes publics dans les départements. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 2, p. 256. — Ordre du jour.

**Armes.** — Pétition du sieur Artignes, demandant qu'il soit interdit aux soldats de porter des armes lorsqu'ils ne sont pas de service. — Rapport par M. le général comte de La Ruë, t. 2, p. 194. — Ordre du jour.

*Armoiries des villes.* — Pétition du sieur Abelin, demandant l'introduction de l'emblème de l'aigle impériale dans les armes de toutes les villes de France. — Rapport par M. de Menthe, t. 3, p. 231. — Discussion : MM. le comte de Grossolles-Flamarens, t. 3, p. 232, 234, 235 ; le rapporteur, p. 234, 235. — Ordre du jour.

*Athéisme.*

1. — Pétition du sieur Renauld, demandant des pénalités contre ceux qui font publiquement profession d'athéisme ou qui combattent les doctrines fondamentales de la religion chrétienne. — Rapport par M. le premier président Devienne, t. 3, p. 41. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Pierre Lelong, demandant qu'on publiât dans les journaux les noms de tous les médecins qui font profession d'athéisme. — Rapport par M. le premier président Devienne, t. 3, p. 42. — Ordre du jour.

**Attentat du 6 juin contre l'empereur de Russie.** — Allocution de M. le Président, relative à cet attentat, t. 3, p. 260.

AUDIFFRET (M. le marquis d'). — Est nommé membre : de la commission de comptabilité, t. 1, p. 45 ; — de la commission chargée d'examiner la loi relative aux suppléments de crédits de l'exercice 1866, t. 4, p. 4 ; — de la commission chargée d'examiner la loi sur les suppléments de crédits de l'exercice 1867, t. 4, p. 414. — Fait un rapport sur les lois de finances pour les exercices 1867 et 1868, t. 5, p. 294. — Ses rapports : sur le règlement définitif du budget du Sénat pour l'exercice 1866, t. 3, p. 75 ; — sur le projet de budget intérieur du Sénat pour l'exercice 1868, t. 4, p. 19. — Est entendu : dans le comité secret sur ce projet de budget, t. 4, p. 376, — sur les lois de finances des exercices 1867 et 1868, t. 5, p. 443.

## B

*Baccalauréat.* — Pétition du sieur Molisart, demandant que tout candidat au baccalauréat, déclaré deux fois admissible

- pour l'épreuve écrite, n'ait plus à subir, dans un examen ultérieur, que l'épreuve orale — Rapport par M. Elie de Beaumont, t. 5, p. 264. — Discussion : MM. Le Verrier, p. 265, 274, 280; le rapporteur, p. 267; Lefebvre-Durullé, p. 268; Silvestre de Sacy, p. 270, 278; Rouland, p. 273. — Ordre du jour.
- BACIOCCHI (M. le comte). — M. le Président annonce son décès, t. 1, p. 28.
- BARAGUEY D'HILLIERS (S. Ex. le maréchal comte), *l'un des grands dignitaires du Sénat, vice-président* — Nommé vice-président, pour l'année 1867, par décret du 27 décembre 1866, t. 1, p. 22.
- BARBAROEX (M.). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 46. — M. le Président annonce son décès, t. 4, p. 325.
- BARBIER (M.), *conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération : de la loi relative au régime commercial de l'Algérie, t. 4, p. 415; — des lois de finances pour l'exercice 1868, t. 5, p. 294.
- BAROCHE (S. Ex. M.), *garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes*. — Est chargé, par délégation spéciale, de représenter le Gouvernement devant le Sénat pendant le cours de la session, t. 1, p. 22. — Est entendu : sur le projet de sénatus-consulte modifiant l'article 26 de la Constitution, t. 1, p. 243; — sur des pétitions relatives à l'incompatibilité des fonctions de juge de paix avec le mandat de conseiller général, t. 3, p. 185, 193; — sur une pétition relative aux bibliothèques populaires de Saint-Etienne, t. 3, p. 550; — sur la loi relative à la contrainte par corps, t. 4, p. 688.
- BARRAL (M. le vicomte DE) — Est nommé membre : de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 1, p. 370; t. 3, p. 4; t. 4, p. 6; t. 5, p. 130, 290; — de la commission chargée d'examiner la loi ayant pour objet de modifier le tarif perçu par la compagnie des thermes de Plombières, t. 3, p. 500. — Est entendu : sur une pétition réclamant pour les conducteurs des ponts et chaussées, la

- faculté de concourir pour l'admission à l'École polytechnique, t. 1, p. 324, 526, 529; — sur une pétition réclamant l'interdiction de l'usage des allumettes chimiques ordinaires, t. 2, p. 34; — sur une pétition réclamant l'interdiction des combats de taureaux, t. 2, p. 191, 193; — sur des pétitions présentant divers moyens d'empêcher les inhumations précipitées, t. 2, p. 447, 450; — sur des pétitions relatives à l'interprétation de l'article 13 de la loi de 1832, sur le recrutement, en ce qui concerne l'exemption accordée au frère ayant un frère sous les drapeaux, t. 3, p. 647, 648.
- BARROT (M. ADOLPHE).** — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 20 mars, t. 1, p. 366. — Est nommé vice-président du 2<sup>e</sup> bureau, 4<sup>e</sup> organisation, t. 3, p. 2. — Est nommé membre de la 3<sup>e</sup> commission des pétitions, t. 2, p. 353.
- BARROT (M. FERDINAND),** *l'un des grands dignitaires du Sénat, grand-référendaire.* — Nommé grand référendaire du Sénat, par décret du 22 janvier 1867, t. 1, p. 22. — Est nommé : vice-président du 2<sup>e</sup> bureau, 3<sup>e</sup> organisation, t. 2, p. 352; — vice-président du 5<sup>e</sup> bureau, 5<sup>e</sup> organisation, t. 3, p. 3. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner la loi relative à la contrainte par corps, t. 2, p. 354; — d'une commission chargée d'examiner une loi relative à un échange d'immeubles, t. 3, p. 4; — de la commission chargée d'examiner la loi ayant pour objet de porter de 4 247 000 fr. à 5 207 000 fr. le maximum de la part contributive de l'État dans la dépense annuelle de la police municipale de Paris, t. 4, p. 4; — de la 6<sup>e</sup> commission des pétitions, t. 4, p. 630. — Est entendu, dans le comité secret, sur le projet de budget des dépenses du Sénat pour l'exercice 1868, t. 4, p. 379, 395.
- BATAILLE (M.),** *conseiller d'État.* — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération : de lois relatives à des échanges d'immeubles, t. 2, p. 22; t. 3, p. 614; — de lois d'intérêt local, t. 4, p. 225.
- BAYLE-MOUILLARD (M.),** *conseiller d'État.* — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération : de la loi relative à la naturalisation, t. 3, p. 321; — de la loi relative à la contrainte par corps, t. 4, p. 232, 537, 651.

- BAZAINE** (S. Ex. le maréchal). — Prête serment et est admis, t. 2, p. 700. — Est nommé membre d'une commission chargée d'examiner une loi d'intérêt local, t. 3, p. 160.
- BÉARN** (M. le comte DE). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 3, p. 86. — Est nommé : vice-secrétaire du 3<sup>e</sup> bureau, 2<sup>e</sup> organisation, t. 1, p. 367; — vice-secrétaire du 4<sup>e</sup> bureau, 3<sup>e</sup> organisation, t. 2, p. 332. — Est nommé membre de la 1<sup>re</sup> commission des pétitions, t. 1, p. 43. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 341; t. 2, p. 204, 431.
- BÉNIC** (M.). — Nommé sénateur par décret du 20 janvier 1867. — Prête serment à la séance d'ouverture, t. 1, p. 19. — Est admis, t. 1, p. 26. — Est nommé : secrétaire du 3<sup>e</sup> bureau, 1<sup>re</sup> organisation, t. 1, p. 44; — secrétaire du 3<sup>e</sup> bureau, 2<sup>e</sup> organisation, t. 1, p. 367. — Est nommé membre de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte modifiant l'article 26 de la Constitution, t. 1, p. 46.
- BELBEUF** (M. le premier président marquis DE). — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner la loi approuvant les articles 2, 3, 4, 5, 7, 8, 9 et 10 d'une convention passée entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et les compagnies des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée et du Victor-Emmanuel, t. 4, p. 5; — de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte relatif à des échanges d'immeubles entre la Liste civile et divers particuliers, t. 4, p. 414.
- BERTHIER** (M. DU), *conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération : de la loi accordant une récompense nationale à M. de Lamartine, t. 2, p. 423; — de lois relatives à des échanges d'immeubles, t. 3, p. 89, 203, 614.
- BESSON** (M.), *conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération de lois d'intérêt local, t. 2, p. 24; t. 3, p. 11, 329; t. 4, p. 133; t. 5, p. 234.
- Bêtes fauves*. — Pétition du sieur Roy, maire de Saulieu (Côte-d'Or), et de onze maires du canton de Saulieu, de-

mandant que l'autorité municipale soit seule juge de l'opportunité des battues à opérer dans les forêts pour la destruction des bêtes fauves. — Rapport par M. le comte de Nieuwerkerke, t. 3, p. 154. — Dépôt au bureau des renseignements.

*Bibliothèques populaires de Saint-Étienne.* — Pétitions de cent deux habitants de Saint-Étienne (Loire), se plaignant du choix que l'on a fait de certains ouvrages pour former deux bibliothèques populaires, fondées à Saint-Étienne sous le patronage de l'autorité municipale. — Rapport par M. Suin, t. 3, p. 420. — Discussion : MM. Sainte-Beuve, p. 508; le baron Dupin, p. 521; S. Ex. M. Barroche, *ministre de la justice et des cultes*, p. 530; le comte de Segur-d'Aguesseau, p. 537. — Renvoi au ministre de l'instruction publique.

*Bienfaisance.* — Pétition du sieur David, demandant que le droit des pauvres ne soit pas prélevé sur les fêtes données par les associations de bienfaisance et sur les expositions publiques organisées dans le but de secourir des infortunes. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 73. — Ordre du jour.

*Biens communaux.* — Pétition d'habitants de la commune de Neuvy-les-Deux-Clochers, réclamant contre la mise en location d'un bien communal, qui servait de pâturage à leurs animaux. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 2, p. 166. — Ordre du jour.

*Bièvre (Rivière la).* — Pétition signalant la corruption des eaux de la Bièvre entre Antony et Bourg-la-Reine. — (*Voy. Salubrité*).

*Bijouterie et orfèvrerie.* — Pétition ayant pour objet l'abaissement du droit de contrôle sur les ouvrages d'or vendus en France. — (*Voy. Contrôle*).

BLONDEL (M.). — Est nommé membre : de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 701; t. 3, p. 87; — de la commission chargée d'examiner la loi relative au régime commercial de l'Algérie, t. 4, p. 248.

**BOINVILLIERS (M.).** — Est nommé secrétaire du 1<sup>er</sup> bureau, 3<sup>e</sup> organisation, t. 2, p. 352. — Est nommé membre : de la 1<sup>re</sup> commission des pétitions ; t. 1, p. 45 ; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à la contrainte par corps, t. 2, p. 353 ; — de la commission chargée d'examiner la loi relative aux sociétés, t. 3, p. 500 ; — de la commission chargée d'examiner la loi ayant pour objet de porter de 4 247 000 fr. à 5 207 000 fr. le maximum de la part contributive de l'État dans la dépense annuelle de la police municipale de Paris, t. 4, p. 4. — Est entendu dans la discussion : sur le projet de sénatus-consulte modifiant l'article 26 de la Constitution, t. 1, p. 233 ; — sur la loi relative à la contrainte par corps ; t. 4, p. 651 ; — sur une pétition relative à la perception des droits sur les combustibles et matières premières à l'octroi de Paris, t. 5, p. 388, 390, 399.

*Boissons.*

1. — Pétition du sieur Gautheret, demandant la suppression des droits de régie, d'exercice et de circulation sur les boissons. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 469. — Ordre du jour.

2. — Pétitions demandant diverses modifications à la législation qui régit les droits sur les boissons. — Rapport par M. le baron de Butenval, t. 3, p. 44. — Ordre du jour. — Rapport par M. le marquis de La Grange, t. 5, p. 261. — Ordre du jour.

**BOISSY (M. le marquis DE).** — M. le Président annonce son décès, t. 1, p. 28.

**BOITTELLE (M.).** — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 3, p. 296.

**BONAPARTE (S. A. le Prince LOUIS-LUCIEN).** — Assiste : à la réception du Sénat aux Tuileries, à l'occasion du 1<sup>er</sup> janvier 1867, t. 1, p. 4 ; — à la séance d'ouverture de la session de 1867, t. 1, p. 12.

**BONJEAN (M. le président).** — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 23 mars, t. 1, p. 444. — Est nommé vice-secrétaire du 4<sup>e</sup> bureau, 5<sup>e</sup> organisation, t. 3, p. 375. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner

la loi relative à la contrainte par corps, t. 2, p. 354; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à la révision des procès criminels et correctionnels, t. 3, p. 3; — de la commission chargée d'examiner la loi sur les conseils municipaux, t. 3, p. 198; — de la 5<sup>e</sup> commission des pétitions, t. 3, p. 375. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 107, 422, 434. — Fait un rapport sur la loi relative aux conseils municipaux, t. 4, p. 453. — Est entendu: comme rapporteur, sur une pétition réclamant contre la nomination du recteur de l'académie de Douai, t. 1, p. 433; — sur une pétition relative à l'instruction, à fin d'acceptation des dons et legs faits aux communautés religieuses, t. 3, p. 472, 490; — dans un incident sur le renvoi à la commission chargée d'examiner la loi relative aux crédits supplémentaires de 1867, du budget ordinaire de 1868, t. 5, p. 214, 225; — dans un incident sur la fixation du jour de la discussion des lois de finances, t. 5, p. 345.

**BONNECHOSE** (S. Ém. le cardinal comte DE). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 2, p. 169. — Est nommé président du 2<sup>e</sup> bureau, 2<sup>e</sup> organisation, t. 1, p. 367. — Est entendu sur la loi relative à l'enseignement primaire, t. 1, p. 683.

**BOSREDON** (M. DE), *conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération: de la loi ayant pour objet de porter de 4 247 000 fr. à 5 207 000 fr. la part contributive de l'État dans la dépense annuelle de la police municipale de Paris, t. 4, p. 219; — de la loi relative aux suppléments de crédits de l'exercice 1866, t. 4, p. 348; — de la loi relative aux conseils municipaux, t. 5, p. 22; — de la loi relative à un prélèvement par la ville de Toulouse sur le montant d'un emprunt antérieur, t. 5, p. 291; — des lois de finances pour l'exercice 1868, t. 5, p. 294.

**BOUDET** (M.), *l'un des grands dignitaires du Sénat, premier vice-président*. — Nommé premier vice-président pour l'année 1867, par décret du 27 décembre 1866, t. 1, p. 22. — Est nommé: vice-président du 1<sup>er</sup> bureau, 4<sup>e</sup> organisation, t. 3, p. 2; — vice-président du 4<sup>e</sup> bureau, 5<sup>e</sup> organisation, t. 3, p. 375. — Est nommé membre: de



commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 1, p. 561; t. 3, p. 4; t. 4, p. 219; t. 5, p. 290; — de la commission chargée d'examiner la loi accordant une récompense nationale à M. de Lamartine, t. 2, p. 354; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à la répression des fraudes dans la vente des engrais, t. 2, p. 620; — de la commission chargée d'examiner la loi sur les conseils municipaux, t. 3, p. 198; — de la 5<sup>e</sup> commission des pétitions, t. 3, p. 375; — de la commission chargée d'examiner la loi relative aux sociétés, t. 3, p. 500. — Fait des rapports de pétitions, t. 2, p. 32 (cimetières de Paris); t. 5, p. 260. — Fait des rapports sur des lois d'intérêt local, t. 3, p. 92, 262. — Fait des observations relatives aux conclusions proposées par la commission sur une pétition concernant les opérations de bourse, t. 1, p. 284, 285. — Est entendu : comme rapporteur, sur des pétitions relatives au déplacement des cimetières de Paris, t. 2, p. 109, 120; — sur des pétitions relatives à la servitude d'alignement, t. 2, p. 224.

**BOUËT-WILLAUMEZ** (M. le vice-amiral comte). — Est nommé membre : de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 1, p. 369; t. 3, p. 160; t. 4, p. 219, 415; — de la 3<sup>e</sup> commission des pétitions, t. 2, p. 353. — Fait des rapports de pétitions, t. 2, p. 716; t. 3, p. 290; t. 4, p. 209. — Fait des rapports sur des lois d'intérêt local, t. 4, p. 368, 530. — Est entendu : sur une pétition réclamant l'établissement de ports de refuge sur le littoral, et notamment à l'embouchure du Rhône, t. 1, p. 323, 332; — sur une pétition relative aux maîtres de professions de la marine, t. 2, p. 598; — sur les lois de finances pour les exercices 1867 et 1868, t. 5, p. 445.

**BOULAY DE LA MEURTHE** (M. le comte). — Est nommé secrétaire du 1<sup>er</sup> bureau, 4<sup>e</sup> organisation, t. 3, p. 2. — Est nommé membre : de la commission de comptabilité, t. 1, p. 45; — de la commission chargée d'examiner la loi sur l'enseignement primaire, t. 1, p. 368; — de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 354; t. 4, p. 651; t. 5, p. 53; — d'une commission chargée d'examiner une loi relative à un échange d'immeubles, t. 3, p. 4; — de la commission chargée d'examiner la loi

ayant pour objet de modifier le tarif perçu par la compagnie des thermes de Plombières, t. 3, p. 500; — de la commission chargée d'examiner la loi ayant pour objet de porter de 4 247 000 fr. à 5 207 000 fr. le maximum de la part contributive de l'État dans la dépense annuelle de la police municipale de Paris, t. 4, p. 4; — de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte relatif à des échanges d'immeubles entre la Liste civile et divers particuliers, t. 4, p. 414. — Fait des rapports : sur une loi relative à un échange d'immeubles, t. 3, p. 90; — sur la loi ayant pour objet de modifier le tarif des thermes de Plombières, t. 3, p. 614; — sur la loi relative à la police municipale de Paris, t. 4, p. 219; — sur trois lois d'intérêt local, t. 5, p. 20. — Est entendu : sur une pétition relative aux servitudes constituées au profit des communes sur certains étangs du département de la Meuse, t. 1, p. 287; — sur une pétition relative à une demande d'indemnité pour une compagnie du gaz établie à Marseille, t. 1, p. 415, 416; — sur une pétition présentant divers moyens d'arriver au prompt achèvement des chemins vicinaux, t. 2, p. 541, 545, 548; — sur une pétition relative à l'instruction, à fin d'acceptation des legs ou dons faits aux communautés religieuses, t. 3, p. 480, 493; — sur des pétitions relatives à l'interprétation de l'article 13 de la loi de 1832, sur le recrutement, en ce qui concerne l'exemption du frère ayant un frère sous les drapeaux, t. 3, p. 667; — dans le comité secret, sur le projet de budget des dépenses du Sénat pour l'exercice 1868, t. 4, p. 387.

*Bourbons (Famille des).* — Pétition du sieur Degouve-Denuncques, demandant la libre rentrée en France des princes de cette famille. — Rapport par M. le baron de Chapuys-Montlaville, t. 2, p. 247. — Ordre du jour.

**BOUREUILLE (M. DE), conseiller d'État.** — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération de la loi relative à la garantie des inventions susceptibles d'être brevettées et des dessins de fabrique qui seront admis à l'Exposition universelle, t. 2, p. 19; — de la loi ayant pour objet de modifier le tarif perçu par la compagnie des thermes de Plombières, t. 3, p. 610; — de la loi relative

à la répression des fraudes dans la vente des engrais, t. 5, p. 73.

*Bourse.*

1. — Pétition du sieur Destrem, relative à la suppression des jeux de bourse et à la réorganisation sur de nouvelles bases du marché financier. — Rapport par M. Lefebvre-Durullé, t. 1, p. 282. — Observations de MM. Boudet et le rapporteur, t. 1, p. 284, 285. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Servin, demandant la suppression de l'usage établi à la Bourse de Paris de faire, par mois, deux liquidations des marchés à terme. — Rapport par M. Hubert-Delisle, t. 2, p. 499. — Ordre du jour.

*Braconnage.*

1. — Pétition du sieur Dubois-Fresney, réclamant des mesures sévères pour la répression du braconnage. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 3, p. 276. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

2. — Pétition du sieur Vital-Allaigre, proposant de prélever sur le prix de chaque port d'armes une somme dont le produit serait affecté à des primes d'encouragement pour la répression du braconnage. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 3, p. 282. — Renvoi au ministre de l'intérieur. — (*Voy. aussi Chasse*).

**BRENIER** (M. le baron). — Est nommé : secrétaire du 1<sup>er</sup> bureau, 5<sup>e</sup> organisation, t. 3, p. 374 ; — secrétaire du 5<sup>e</sup> bureau, 6<sup>e</sup> organisation, t. 4, p. 630. — Est nommé membre : de la 3<sup>e</sup> commission des pétitions, t. 2, p. 353 ; — de la commission chargée d'examiner la loi accordant une récompense nationale à M. de Lamartine, t. 2, p. 354 ; — de la 6<sup>e</sup> commission des pétitions, t. 4, p. 630. — Fait des rapports de pétitions, t. 3, p. 125, 218, 253 ; t. 5, p. 237. — Demande que le vote au scrutin soit appliqué à la question de savoir si une loi sera renvoyée à une seconde délibération du Corps législatif, t. 2, p. 2. — Est entendu : comme rapporteur, sur une pétition relative à la constatation des naissances, t. 3, p. 142 ; — comme rapporteur, sur une pétition relative à l'allaitement des enfants par la mère, t. 3, p. 227, 229, 231. — Réclame contre la mise

à l'ordre du jour du rapport sur le budget, *le Moniteur* n'ayant pas fait mention de la proposition du Président tendant à l'y placer, t. 5, p. 284 à 288.

*Brevets d'invention.*

1. — Pétition du sieur Labure, demandant que toute invention destinée à sauver les personnes en danger de mort ne puisse être l'objet d'une demande de brevet. — Rapport par M. Reveil, t. 1, p. 305. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Mathieu, se disant auteur d'une combinaison financière propre à remédier à l'état de malaise de l'agriculture, et demandant, avant de la faire connaître, qu'on accorde aux projets financiers le droit de se faire breveter. — Rapport par M. Reveil, t. 1, p. 307. — Ordre du jour.

3. — Pétition du sieur Bresson contre l'interprétation restrictive donnée, depuis 1860, à l'article 12 de la loi du 5 juillet 1844, sur les brevets d'invention. — Rapport par M. Lefebvre-Durullé, t. 3, p. 444. — Ordre du jour.

4. — Pétitions demandant diverses modifications à la législation sur les brevets d'invention. — Rapport par M. Lefebvre-Durullé, t. 3, p. 444, 450. — Discussion : MM. Michel Chevalier, t. 3, p. 560, 569 ; le rapporteur, p. 562, 574 ; Le Roy de Saint-Arnaud, p. 562 ; Gaudin, *commissaire du Gouvernement*, p. 565, 572. — Ordre du jour.

**Budget général de l'État.**

1. — Loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1863, t. 1, p. 447. — Rapport par M. le procureur général comte de Casabianca, t. 2, p. 358. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 2, p. 366.

2. — Loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes ordinaires de l'exercice 1868, t. 5, p. 142. — Incident sur le renvoi de cette loi à la commission chargée d'examiner la loi relative aux suppléments de crédits de l'exercice 1867. (*Voy. Procès-verbaux*, n° 6). — Loi portant fixation du budget des recettes et des dépenses extraordinaires de l'exercice 1868, t. 5, p. 231. — Rapport par M. le marquis d'Audiffret, t. 5, p. 294. — Incident

sur la fixation du jour de la discussion : MM. le président Bonjean, t. 5, p. 345 ; le baron Dupin, p. 351 ; le Président, p. 353. — Discussion : MM. le duc de Persigny, p. 408 ; le baron Dupin, p. 431 ; le marquis d'Audiffret, *rapporteur*, p. 443 ; le vice-amiral comte Bouët-Willauvez, p. 445 ; Herbet, *commissaire du Gouvernement*, p. 450 ; Rouland, *ibid.* — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, p. 451.

#### Budget intérieur du Sénat.

1. — Dépôt, par M. le marquis d'Audiffret, du rapport de la commission de comptabilité sur le règlement du budget des dépenses du Sénat pour l'exercice 1866, t. 3, p. 75. — Formation en comité secret pour la délibération sur ce rapport, t. 3, p. 93. — Adoption de l'arrêté de la commission, t. 3, p. 94.

2. — Dépôt, par M. le marquis d'Audiffret, du rapport de la commission de comptabilité sur le projet de budget intérieur du Sénat pour l'exercice 1868, t. 4, p. 19. — Discussion en comité secret : MM. Le Verrier, t. 4, p. 373, 377, 386, 390 ; le rapporteur, p. 376 ; Ferdinand Barrot, *grand-référendaire*, p. 379, 395 ; Chaix d'Est-Ange, p. 385 ; le comte Boulay de la Meurthe, p. 387 ; le premier président de Royer, p. 390 ; Rouland, p. 392 ; le Président, p. 392, 394, 395, 396 ; le général baron Charon, p. 393 ; le général Vinoy, p. 395. — Adoption de l'arrêté de la commission, p. 396.

**Bureau du Sénat.** — Formation du bureau provisoire, t. 1, p. 22. — Décrets portant nomination des président et vice-présidents pour l'année 1867, t. 1, p. 22. — Décret portant nomination du grand-référendaire, *ibid.* — Décret portant nomination du secrétaire, t. 1, p. 26. — Élection des secrétaires et vice-secrétaires pour l'année 1867, t. 1, p. 27.

**Bureaux de placement.** — Pétition de quatorze habitants de Paris, sollicitant la suppression des bureaux de placement, auxquels on substituerait des agences annexées aux bureaux des préfectures et mises sous la direction des préfets. — Rapport par M. Revcil, t. 3, p. 24. — Ordre du jour.

*Bureaux de tabac.*

1. — Pétitions de diverses personnes sollicitant des bureaux de tabac. — Rapports par M. Reveil, t. 1, p. 300, 307; t. 2, p. 187.

2. — Pétition de la dame Fantin demandant que la gérance des bureaux de tabac soit donnée aux instituteurs. — Rapport par M. Reveil, t. 1, p. 310. — Ordre du jour.

**Bureaux du Sénat.** — Leur formation par la voie du tirage au sort, le 13 février, t. 1, p. 23. — 1<sup>re</sup> organisation des bureaux, t. 1, p. 44. — 1<sup>er</sup> renouvellement des bureaux, t. 1, p. 282. — 2<sup>e</sup> organisation, t. 1, p. 367. — 2<sup>e</sup> renouvellement, t. 2, p. 266. — 3<sup>e</sup> organisation, t. 2, p. 352. — 3<sup>e</sup> renouvellement, t. 2, p. 700. — 4<sup>e</sup> organisation, t. 3, p. 2. — 4<sup>e</sup> renouvellement, t. 3, p. 296. — 5<sup>e</sup> organisation, t. 3, p. 374. — 5<sup>e</sup> renouvellement, t. 4, p. 524. — 6<sup>e</sup> organisation, t. 4, p. 649.

**BUSSEURRE** (M. le baron DE), *conseiller d'État.* — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération d'une loi d'intérêt local, t. 3, p. 616.

**BUTENVAL** (M. le baron DE). — Est nommé membre : de la 1<sup>re</sup> commission des pétitions, t. 1, p. 43; — de la commission chargée d'examiner deux lois sur les douanes, t. 1, p. 369; — de la commission chargée d'examiner la loi sur les suppléments de crédits de l'exercice 1867, t. 4, p. 414. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 347; t. 2, p. 688; t. 3, p. 38, 269. — Est entendu : sur une pétition demandant l'interdiction de l'usage des allumettes ordinaires, t. 2, p. 51, 56; — sur les deux lois de douanes, t. 2, p. 299, 340, 345.

## C

*Cabarets.* — Pétition réclamant l'exécution rigoureuse des règlements sur la police des cabarets. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 2, p. 679. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

**Cadastre.** — Pétition du sieur Braine, proposant la création de nouvelles taxes dont le produit serait spécialement affecté à la révision du cadastre. — Rapport par M. le procureur général comte de Casabianca, t. 4, p. 174. — Ordre du jour.

**Caisse d'amortissement et des dépôts et consignations.** — Dépôt, par M. le comte Boulay de la Meurthe, sénateur, membre de la commission de surveillance de la Caisse d'amortissement et de la Caisse des dépôts et consignations, du rapport de cette commission sur la situation des Caisses au 31 décembre 1866, t. 3, p. 311.

**CAMOU (M. le général).** — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 2 juillet, t. 4, p. 3. — Est nommé membre de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 3, p. 4; t. 4, p. 219.

**Canal Cavour.** — Pétition de porteurs d'actions et obligations de la compagnie d'irrigation du canal Cavour, demandant que le Gouvernement intervienne auprès du gouvernement italien pour appuyer leurs réclamations. — Rapport par M. le vicomte de La Guéronnière, t. 5, p. 483. — Ajournement à la prochaine session.

**Canalisation de la Moselle.** — Loi autorisant l'acceptation de l'offre faite par le département de la Moselle d'avancer à l'État une somme de 11 500 000 fr., destinée à l'exécution des travaux de canalisation de la Moselle, entre Frouard et Thionville, t. 5, p. 229. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 5, p. 291. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 5, p. 293.

**Canaux.** — Pétition de la chambre syndicale de la marine du Nord, demandant : 1° la suppression des droits de navigation; 2° la liberté de l'industrie des transports par eau; 3° la promulgation d'une loi sur la police de la navigation intérieure; 4° le prompt achèvement des voies de navigation. — Rapport par M. Élie de Beaumont, t. 5, p. 177. — Discussion : MM. Hubert-Delisle, p. 186, 207; le rapporteur, p. 199; Gaudin, *commissaire du Gouvernement*, p. 202, 208. — Ordre du jour.

- CANROBERT (S. Ex. le maréchal). — Proteste contre une interruption de M. Sainte-Beuve, à l'occasion d'une allusion à M. Renan, faite par M. le comte de Ségur-d'Aguesseau dans son discours sur la loi relative à l'enseignement primaire, t. 1, p. 724.
- CARRELET (M. le général comte). — Est nommé président du 3<sup>e</sup> bureau, 2<sup>e</sup> organisation, t. 1, p. 367.
- CASABIANCA (M. le procureur général comte DE). — Est désigné, par le sort, pour faire partie d'une commission chargée de vérifier la constitutionnalité de décrets nommant de nouveaux sénateurs, t. 1, p. 24. — Fait un rapport au nom de cette commission, t. 1, p. 26. — Est nommé membre : de la 2<sup>e</sup> commission des pétitions, t. 1, p. 368; — de la commission chargée d'examiner la loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1863, t. 1, p. 560; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à la contrainte par corps, t. 2, p. 354; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à la révision des procès criminels et correctionnels, t. 3, p. 4; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à la naturalisation, t. 3, p. 198. — Fait des rapports de pétitions, t. 3, p. 109; t. 4, p. 165. — Fait des rapports : sur la loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1863, t. 2, p. 358; — sur la loi relative à la naturalisation, t. 3, p. 322; — sur la loi relative à la révision des procès criminels et correctionnels, t. 3, p. 408.
- CECILLE (M. le vice-amiral comte). — Est nommé : vice-président du 5<sup>e</sup> bureau, 2<sup>e</sup> organisation, t. 1, p. 368; — président du 3<sup>e</sup> bureau, 3<sup>e</sup> organisation, t. 2, p. 352. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner les lois sur les douanes, t. 1, p. 369; — d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 3, p. 261.
- CHAIX D'EST-ANGE (M.), *l'un des grands dignitaires du Sénat, secrétaire*. — Nommé sénateur par décret du 22 janvier 1867. — Prête serment à la séance d'ouverture, t. 1, p. 19. — Est admis, t. 1, p. 26. — Nommé secrétaire du Sénat, par décret du 22 janvier 1867, t. 1, p. 26. —



S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 20 mars, t. 1, p. 366. — Est nommé vice-président du 1<sup>er</sup> bureau, 6<sup>e</sup> organisation, t. 4, p. 649. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner la loi relative à la révision des procès criminels et correctionnels, t. 3, p. 4 ; — de la 5<sup>e</sup> commission des pétitions, t. 3, p. 375. — Est entendu : sur une pétition demandant que la contenance de chaque fût pour la vente au poids ou à la mesure soit inscrite sur le fût lui-même, t. 2, p. 667 ; — dans le comité secret, sur le projet de budget des dépenses du Sénat pour l'exercice 1868, t. 4, p. 385 ; — dans un incident relatif à la mise à l'ordre du jour du rapport sur le budget, sans que le *Moniteur* ait annoncé que le Président en avait fait la proposition en séance, t. 5, p. 287 ; — dans un incident sur l'ajournement d'une discussion concernant une pétition relative à la perception des droits sur les combustibles et matières premières à l'octroi de Paris, t. 5, p. 355, 358, 389. — Présente le compte rendu annuel du service des pétitions, t. 5, p. 506.

CHAMBLAIN (M.), *conseiller d'État*. — Est désigné, comme commissaire du Gouvernement, pour prendre part à la discussion des pétitions pendant la session de 1867, t. 1, p. 23. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement : à la présentation du projet de sénatus-consulte relatif au mariage des étrangers immigrants dans les colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, t. 3, p. 296 ; — à la délibération : de la loi relative au régime commercial de l'Algérie, t. 4, p. 415 ; — de la loi relative aux conseils municipaux, t. 5, p. 22. — Est entendu sur une pétition réclamant l'interdiction des combats de taureaux, t. 2, p. 192.

CHANTÉRAC (M. le comte DE), *conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération : de lois d'intérêt local, t. 2, p. 24 ; t. 3, p. 502 ; t. 5, p. 234 ; — de la loi relative aux conseils municipaux, t. 5, p. 22.

CHAPUYS-MONTLAVILLE (M. le baron DE). — Est nommé vice-secrétaire du 5<sup>e</sup> bureau, 2<sup>e</sup> organisation, t. 1, p. 368. — Est nommé membre : de la 1<sup>re</sup> commission des pétitions,

t. 1, p. 45; — de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 1, p. 361; t. 3, p. 227. — Fait des rapports de pétitions, t. 2, p. 242. — Fait des rapports sur des lois d'intérêt local, t. 2, p. 24; t. 5, p. 234. — Fait hommage au Sénat d'une *Étude sur l'abbaye royale de Tournus*, publiée par son fils dans le courant de 1866, du compte rendu qu'il a adressé à ses électeurs quinze jours à peine avant sa mort, et d'une notice que M. Guillaibert, sous-préfet d'Ambert, a consacrée à sa mémoire, t. 1, p. 47. — Proteste contre une interruption de M. Sainte-Beuve, à l'occasion d'une allusion à M. Renan faite par M. le comte de Ségur-d'Aguesseau dans son discours sur l'enseignement primaire, t. 1, p. 723.

CEARON (Al. le général baron). — Est nommé vice-secrétaire du 3<sup>e</sup> bureau, 4<sup>e</sup> organisation, t. 3, p. 2. — Est nommé : membre d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 423; — d'une commission chargée d'examiner des lois relatives à des échanges d'immeubles, t. 3, p. 301; — de la commission chargée d'examiner la loi relative aux suppléments de crédits de l'exercice 1867, t. 4, p. 414. — Fait un rapport de pétition, t. 2, p. 177. — Fait un rapport sur deux lois relatives à des échanges d'immeubles, t. 3, p. 314. — Est entendu : dans le comité secret, sur le projet de budget des dépenses du Sénat pour l'exercice 1868, t. 4, p. 393; — sur une pétition relative à l'amélioration de la situation des conducteurs des ponts-et-chaussées, t. 3, p. 162.

### Chasse.

1. — Pétitions ayant pour objet de demander des modifications à la loi de 1844, sur la police de la chasse. — Rapport par M. de Goullhot de Saint-Germain, t. 1, p. 79, 91. — Observations de S. Ém. le cardinal Donnet, p. 92. — Renvoi au ministre de l'intérieur, au ministre de la justice et des cultes et au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

2. — Pétition du sieur Ardouin, demandant qu'un permis de chasse soit délivré gratuitement à tout soldat libéré avec un certificat de bonne conduite. — Rapport par

M. le général marquis de Laplace, t. 1, p. 345. — Ordre du jour.

3. — Pétition demandant que la chasse aux grèves, à l'aide de certains engins, soit autorisée dans le Jura. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 2, p. 249. — Ordre du jour.

4. — Pétitions demandant diverses modifications à la loi sur la chasse. — Rapport par M. le comte de Nieuwerkerke, t. 3, p. 149. — Observations de MM. Le Roy de Saint-Arnaud et le rapporteur, t. 3, p. 150, 151. — Ordre du jour sur une pétition demandant que tout propriétaire ait le droit de chasser en tout temps, et sans permis, sur ses propriétés; renvoi des autres pétitions au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, au ministre des finances et au ministre de l'intérieur.

5. — Pétition d'habitants du Lot et de l'Aveyron, demandant que tous les propriétaires soient contraints de détruire les nids de pies. — Rapport par M. le comte de Nieuwerkerke, t. 3, p. 153. — Ordre du jour.

6. — Pétition du sieur Lacombe, demandant que la chasse aux oiseaux aquatiques faite à l'aide de nacelles soit permise en temps de neige. — Rapport par M. le comte de Nieuwerkerke, t. 3, p. 154. — Ordre du jour.

7. — Pétition du sieur Roy, maire de Saulieu (Côte-d'Or), et de onze maires du canton de Saulieu, demandant que l'autorité municipale soit seule juge de l'opportunité des battues à opérer dans les forêts pour la destruction des bêtes fauves. — Rapport par M. le comte de Nieuwerkerke, t. 3, p. 154. — Dépôt au bureau des renseignements.

8. — Pétition du sieur Derbesse, demandant que tout détenteur d'un permis de chasse puisse chasser sur toutes les propriétés de l'État ou des communes. — Rapport par M. de Mentque, t. 3, p. 250. — Ordre du jour.

CHASSELOUP-LAUBAT (M. le marquis de). — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 11 mars, t. 1, p. 117. — Est nommé : vice-président du 4<sup>e</sup> bureau, 1<sup>re</sup> organisation, t. 1, p. 44; — vice-président du 1<sup>er</sup> bureau, 5<sup>e</sup> organi-

sation, t. 3, p. 374. — Est nommé membre : de la 2<sup>e</sup> commission des pétitions, t. 1, p. 368; — de la commission chargée d'examiner la loi relative aux suppléments de crédits de l'exercice 1867, t. 4, p. 414. — Fait des rapports de pétitions, t. 3, p. 59; t. 4, p. 160; t. 5, p. 245. — Est entendu, comme rapporteur, sur une pétition relative à la perception des droits sur les combustibles et matières premières à l'octroi de Paris, t. 5, p. 387, 391, 393.

**CHASSIRON (M. le baron DE).** — Est nommé président du 2<sup>e</sup> bureau, 6<sup>e</sup> organisation, t. 4, p. 649. — Est nommé membre : de commissions chargées d'examiner des lois relatives à des échanges d'immeubles, t. 1, p. 369; t. 3, p. 501; t. 4, p. 5; — d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 701. — Fait un rapport sur une loi relative à un échange d'immeubles, t. 4, p. 223.

**Chemins de fer.** — Loi approuvant les articles 2, 3, 4, 5, 7, 8, 9 et 10 d'une convention provisoire passée entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et les compagnies des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée et du Victor-Emmanuel, t. 3, p. 584. — Rapport par M. Élie de Beaumont, t. 4, p. 358. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 4, p. 366.

#### *Chemins de fer.*

1. — Pétition ayant pour objet : 1<sup>o</sup> d'obliger les compagnies à faire placer un frein à chaque wagon; 2<sup>o</sup> de demander l'essai d'un frein automatique de l'invention du pétitionnaire. — Rapport par M. de Goulhot de Saint-Germain, t. 1, p. 97. — Ordre du jour.

2. — Pétitions d'habitants de Gournay, sollicitant le prompt achèvement de la ligne de Paris à Dieppe, par Gournay. — Rapport par M. le général vicomte de La Hitte, t. 1, p. 296. — Observations de M. Gaudin, *commissaire du Gouvernement, ibid.* — Renvoi au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

3. — Pétition du sieur Carrère, demandant que le prix

de transport sur les chemins de fer soit réduit de moitié. — Rapport par M. Reveil, t. 1, p. 520. — Ordre du jour.

4. — Pétition du sieur Agry, demandant que le gouvernement intervienne dans la liquidation du chemin de fer de Lyon à Sathonay. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 64. — Discussion : MM. Gaudin, *commissaire du Gouvernement*, p. 62, 73 ; le rapporteur, p. 69. — Ordre du jour.

5. — Pétitions du conseil général des Hautes-Alpes et des conseils municipaux de Briançon, Embrun et Gap, contre le retard apporté à l'exécution du chemin de fer d'Avignon à Gap, et demandant que la compagnie soit mise en demeure d'achever les travaux dans les délais qui lui ont été impartis. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 2, p. 378. — Discussion : MM. Larabit, p. 384 ; le comte Boulay de la Meurthe, *ibid* ; Le Verrier (Paris à Granville), p. 385, 398 ; Gaudin, *commissaire du Gouvernement*, p. 390, 402, 406 ; le rapporteur, p. 404. — Renvoi au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

6. — Pétition du sieur Talamon, demandant que la compagnie de l'Est soit mise en demeure d'exécuter un embranchement reliant Chalmaison aux Ormes, et de réédifier la station de Chalmaison. — Rapport par M. le marquis de Chasseloup-Laubat, t. 3, p. 59. — Renvoi au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

#### *Chemins vicinaux et ruraux.*

1. — Pétition de cent huit habitants d'Alignan-du-Vent (Hérault), demandant qu'il soit pourvu à l'entretien des chemins vicinaux par la création de centimes additionnels et non plus par la prestation en nature. — Rapport par M. de Mentque, t. 1, p. 352. — Ordre du jour.

2. — Pétition de cent habitants de Saint-Germain-d'Auros (Gironde), demandant qu'une loi prescrive un nouveau classement des chemins publics et déclare tous les chemins communaux imprescriptibles. — Rapport par M. de Mentque, t. 1, p. 474. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

3. — Pétition du sieur Blondel contre la mise en culture de terrains sur lesquels étaient tracés des chemins utiles à la circulation des habitants de la commune de Belleville-en-Caux. — Rapport par M. Reveil, t. 1, p. 519. — Ordre du jour.

4. — Pétition demandant que les fossés qui bordent les chemins soient coupés de distance en distance par des terre-pleins ou des ponts, afin de faciliter l'accès dans les propriétés. — Rapport par M. Lacaze, t. 1, p. 532. — Ordre du jour.

5. — Pétition demandant la révision de la loi du 21 mai 1836, dans le sens de la centralisation des agents attachés au service de la vicinalité. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 2, p. 238. — Ordre du jour.

6. — Pétition demandant l'achèvement des chemins vicinaux. — Rapport par M. Hubert-Delisle, t. 2, p. 367, 371. — Ordre du jour.

7. — Pétition du sieur David, proposant divers moyens d'arriver au prompt achèvement des chemins vicinaux ordinaires. — Rapport par M. de Goulbot de Saint-Germain, t. 2, p. 530. — Discussion : MM. le comte Boulay de la Meurthe, p. 541, 545, 548; le rapporteur, p. 544; le procureur général Delangle, p. 546. — Ordre du jour.

**CHEVALIER (M. MICHEL).** — Est nommé membre de la commission chargée d'examiner deux lois sur les douanes, t. 1, p. 369; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à la garantie des inventions susceptibles d'être brevetées, et des dessins de fabrique qui seront admis à l'Exposition universelle, t. 2, p. 18; — de la 6<sup>e</sup> commission des pétitions, t. 4, p. 650. — Fait des rapports sur la loi relative à la garantie des inventions et des ins admis à l'Exposition, t. 2, p. 19; — sur les deux lois de douanes, t. 2, p. 289. — Est entendu : sur une pétition réclamant l'établissement de ports de refuge sur le littoral, et notamment à l'embouchure du Rhône, t. 1, p. 327; — sur une pétition relative à l'étalon monétaire, et demandant que le gramme d'or soit pris pour l'unité, t. 1, p. 341, 343; — sur une pétition demandant que la contenance des fûts, au poids ou à la mesure, soit indiquée sur le fût lui-

- même, t. 2, p. 646, 656, 663, 666; — sur des pétitions demandant diverses modifications à la loi sur les brevets d'invention, t. 3, p. 560, 569; — sur la loi relative au régime commercial de l'Algérie, t. 4, p. 444; — sur la loi relative aux sociétés, t. 5, p. 23; — sur une pétition réclamant le droit, pour les communes, de prononcer l'enseignement obligatoire chacune en ce qui la concerne, t. 5, p. 50; — dans un incident relatif à l'ajournement de la discussion sur une pétition concernant la perception des droits sur les combustibles et matières premières à l'octroi de Paris, t. 5, p. 354 à 360; — dans la discussion sur cette pétition, t. 5, p. 363.
- Chevaux.* — Pétition du sieur Richard (du Cantal) demandant la création d'un enseignement d'histoire naturelle appliqué au perfectionnement de la race chevaline. — Rapport par M. Drouyn de Lhuys, t. 3, p. 441. — Observations de M. Gaudin, *commissaire du Gouvernement*, p. 123. — Renvoi au ministre de la maison de l'Empereur et des beaux-arts.
- CHEVREAU (M. HENRI).* — Est appelé au bureau pour siéger en qualité de secrétaire provisoire, à la séance du 15 février, t. 1, p. 22. — Est nommé secrétaire du 5<sup>e</sup> bureau, 1<sup>re</sup> organisation, t. 1, p. 43. — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 2, p. 352.
- Chiens.* — Pétition de la société pour la répression du braconnage, à Metz, réclamant l'élévation de l'impôt sur les chiens, et l'application rigoureuse des mesures de police relatives aux chiens errants et non muselés. — Rapport par M. le baron de Ladouceville, t. 3, p. 274. — Renvoi au ministre de l'intérieur. — Deuxième partie d'une pétition du sieur Dubois-Fresney, ayant le même objet. — Même rapporteur, t. 3, p. 276. — Mêmes conclusions.
- Choléra.* — Pétition de M. le marquis de Lincel demandant que des mesures sanitaires préventives soient prises pour combattre l'invasion du choléra en France. — Rapport par M. Reveil, t. 2, p. 187. — Ordre du jour.
- Cigares.* — Pétition de débitants de tabac demandant que la vente de certaines qualités de cigares, qu'on ne trouve qu'au bureau de l'administration, soit autorisée dans tous les dé-

bits. — Rapport par M. le marquis de La Grange, t. 5, p. 163. — Ordre du jour.

*Cimetières de Paris.*

1. — Pétition du docteur Comet, qui se plaint du préjudice que lui causerait la fermeture du cimetière de Belleville-Paris, dans lequel il est propriétaire d'un terrain qui lui a été concédé à perpétuité. — Rapport par M. de Goulhot de Saint-Germain, t. 1, p. 417. — Ordre du jour.

2. — Pétitions relatives au déplacement des cimetières de Paris. — Rapport par M. le premier vice-président Boudet, t. 2, p. 32. — Discussion : MM. Rouland, p. 88, 123; le baron Haussmann, p. 93; le rapporteur, p. 109, 120; de Mentque, p. 115, 131; Suin, p. 117; Dumas, p. 125. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

3. — Pétition d'habitants de la vallée de Montmorency, protestant contre l'établissement du cimetière de la ville de Paris à Méry-sur-Oise. — Rapport par M. le baron Bre-nier, t. 5, p. 237. — Ordre du jour.

**Circonscriptions territoriales (Changements de).**

1. — Loi relative à l'érection en commune distincte, sous le nom du Hohwald, de territoires distraits des communes de Breitenbach, d'Erlenbach et de Barr (Bas-Rhin), t. 1, p. 274. — Loi relative à la distraction de la section de Besanceuil de la commune de Saint-Ythaire (Saône-et-Loire), et à sa réunion à la commune de Bonnay (même département), t. 1, p. 275. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 1, p. 372. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 1, p. 375.

2. — Loi relative à une nouvelle délimitation des communes de Saint-Montant et de Bourg-Saint-Andéol (Ardèche) et de Donzère (Drôme), t. 1, p. 467. — Loi relative à la réunion à la commune de Cravencères (Gers) de la section de Sarcélé, distraite de la commune de Sainte-Christie (même département), t. 1, p. 468. — Loi tendant à distraire le hameau d'Arzon de la commune de Saint-Pierre-du-Champ (Haute-Loire) pour le réunir à celle de Chomelix (même département), t. 1, p. 469; — Loi tendant à



distraire la section du Gué-de-Servon de la commune de Noyal-sur-Vilaine (Ille-et-Vilaine) pour la réunir à la commune de Servon (même département), t. 1, p. 470. — Loi ayant pour objet de réunir la commune d'Alleaume (Manche) à la commune de Valognes (même département), t. 1, p. 470. — Loi relative à l'érection en commune distincte de la section des Adrets, distraite de la commune de Montauroux (Var), t. 1, p. 471. — Rapport par M. le baron de Chapuys-Montilaville, t. 2, p. 24. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 2, p. 31.

3. — Loi ayant pour objet de réunir à la commune de Séby (Basses-Pyrénées) une portion de territoire distraite de la commune de Lonçon (même département), t. 2, p. 275. — Rapport par M. Lefebvre-Duraffé, t. 2, p. 427. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 2, p. 434.

4. — Loi tendant à réunir à la commune de Saint-Martin-en-Gimoi (Gers) le hameau d'En-Mathalin, distrait de la commune de Polastron (même département), t. 2, p. 477. — Rapport par M. Tourangin, t. 2, p. 708. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 2, p. 715.

5. — Loi ayant pour objet d'ériger en commune distincte la section du Chalard, distraite de la commune de Ladignac (Haute-Vienne), t. 2, p. 478. — Rapport par M. Tourangin, t. 3, p. 173. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 3, p. 178.

6. — Loi ayant pour objet d'ériger en commune distincte la section de la Chapelle-Neuve, distraite de la commune de Plumelin (Morbihan); t. 2, p. 623. — Rapport par M. Corta, t. 3, p. 41. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 3, p. 42.

7. — Loi ayant pour objet de réunir à la commune de Bossancourt (Aube) une portion de territoire distraite de la commune de Trannes (même département), t. 2, p. 705. — Rapport par M. le premier vice-président Boudet, t. 3, p. 92. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 3, p. 93.

8. — Loi tendant à réunir à la commune de Hendaye

(Basses-Pyrénées) deux sections de territoire distraites de la commune d'Urrugne (même département), t. 3, p. 5. — Loi ayant pour objet d'ériger en commune distincte la section de Bacouel, distraite de la commune de Chépoix (Oise), t. 3, p. 6. — Rapport par M. de Mentque, t. 3, p. 178. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 3, p. 181.

9. — Loi tendant à distraire les sections de Serre et de la Védrenne de la commune de Peyrat-le-Château (Haute-Vienne), pour les réunir à la commune d'Augne (même département), t. 3, p. 202. — Rapport par M. Reveil, t. 3, p. 330. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 3, p. 334.

10. — Loi tendant à ériger en commune distincte la section de Saint-Joseph, distraite de la commune de Saint-Martin-la-Plaine (Loire), t. 3, p. 308. — Loi tendant à modifier la limite des communes de la Valette et de Toulon (Var), t. 3, p. 309. — Rapport par M. de Mentque, t. 3, p. 502. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 3, p. 507.

11. — Loi tendant à ériger en commune distincte, sous le nom de Saint-Barthelemy, une fraction de territoire distraite de la commune de Baud (Morbihan), t. 3, p. 596. — Loi tendant à réunir à la commune de Saint-André (Haute-Savoie) une portion de territoire distraite de la commune de Fillinges (même département), t. 3, p. 597. — Loi ayant pour objet d'ériger en commune distincte la section de Malleval, distraite de la commune de Cognin-Malleval (Isère), t. 3, p. 600. — Loi tendant à réunir le hameau du Chêne-Couplet, commune de Locquignol (Nord), à la commune d'Englesfontaine (même département), t. 3, p. 601. — Rapport par M. de Mentque, t. 4, p. 225. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 4, p. 232.

12. — Loi tendant à diviser en deux arrondissements le troisième arrondissement de la ville de Lyon (Rhône) et à donner aux septième et huitième cantons de justice de paix les mêmes circonscriptions qu'aux sixième et troisième arrondissements administratifs, t. 4, p. 12. — Loi tendant

à créer, sous le nom de les Lilas, une nouvelle commune formée de territoires distraits des communes de Romainville, de Pantin et de Bagnolet (Seine), t. 4, p. 12. — Loi ayant pour objet d'étendre les limites de la commune de Cognac (Charente), et de modifier le nom de la commune de Saint-Martin-Château-Bernard (même département), t. 4, p. 13. — Loi ayant pour objet d'ériger en commune distincte la section de Pont-Évêque, distraite des communes de Septème et d'Estrablin (Isère), t. 4, p. 14. — Rapport par M. le vice-amiral comte Bouët-Willamez, t. 4, p. 368. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 4, p. 372.

13. — Loi tendant à changer les limites des départements de la Loire-Inférieure et de Maine-et-Loire sur le territoire des communes d'Anetz, de Varades et de Marillais, t. 4, p. 347. — Rapport par M. le vice-amiral comte Bouët-Willamez, t. 4, p. 330. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 4, p. 332.

14. — Loi portant division en deux cantons du canton actuel de justice de paix de la ville de Roubaix (Nord), t. 5, p. 2. — Loi ayant pour objet d'ériger en commune distincte les sections du Sault et de Brenaz, distraites des communes de Villebois et de Saint-Sorlin (Ain), t. 5, p. 15. — Loi tendant à ériger en commune distincte la section de Malissard, distraite de la commune de Chabeuil (Drôme), t. 5, p. 16. — Loi ayant pour objet d'ériger en commune distincte, sous le nom du Pont-de-Cheruy, plusieurs sections de territoire distraites des communes de Chavanoz, Charvieu et Tignieu-Jameyzieu (Isère), t. 5, p. 17. — Loi tendant à réunir à la commune de Saint-Arnoult (Loir-et-Cher) les hameaux des Huttes et des Tuileries, distraits de la commune de Prunay (même département), t. 5, p. 18. — Rapport par M. Reveil, t. 5, p. 61. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 5, p. 73.

15. — Loi tendant à distraire le hameau du Petit-Bion de la commune de Maubec pour le réunir à la commune de Bourgoing (Isère), t. 5, p. 59. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 5, p. 133. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 5, p. 137.

*Circonscriptions territoriales (Changements de).*

1. — Pétition du sieur Salmon, demandant que la section de la Grande-Varenne soit distraite de la commune de Restigné, et réunie à celle d'Ingrandes (Indre-et-Loire). — Rapport par M. Reveil, t. 1, p. 511. — Ordre du jour.

2. — Pétition de dix habitants de Saint-Pierre-du-Mont (Landes), protestant contre l'annexion de leur commune à la ville de Mont-de-Marsan. — Rapport par M. Lacaze, t. 1, p. 529. — Ordre du jour.

*Circonstances atténuantes.*

1. — Pétitions : 1<sup>o</sup> du sieur Duprez, demandant la modification des attributions du jury en ce qui concerne les circonstances atténuantes; 2<sup>o</sup> du sieur Chambonneau, demandant que le bénéfice des circonstances atténuantes ne puisse être appliqué aux individus reconnus coupables des crimes de parricide, d'infanticide ou d'assassinat prémédité. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 58, 59. — Ordre du jour.

2. — Pétition des sieurs Cantin, demandant que le jury soit obligé de motiver la déclaration des circonstances atténuantes, et que la Cour soit appelée à statuer sur leur admission. — Rapport par M. Suin, t. 2, p. 729. — Ordre du jour.

CLARY (M. le comte FRANÇOIS). — Est nommé : secrétaire du 2<sup>e</sup> bureau, 1<sup>re</sup> organisation, t. 1, p. 44; — vice-secrétaire du 3<sup>e</sup> bureau, 6<sup>e</sup> organisation, t. 4, p. 650. — Est nommé membre de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 552; t. 3, p. 86; t. 4, p. 219, 651.

*Clergé.*

1. — Pétition de l'abbé Théolière, demandant : 1<sup>o</sup> qu'un membre du clergé puisse être poursuivi par ses inférieurs devant les tribunaux, sans qu'il soit besoin d'obtenir l'autorisation du Conseil d'État; 2<sup>o</sup> que le décret du 23 juillet 1864, qui prononce le rejet du recours comme d'abus formé par lui contre le cardinal-archevêque de Lyon, soit déclaré inconstitutionnel; 3<sup>o</sup> que le Sénat l'autorise à poursuivre l'archevêque de Lyon, qui refuse de l'employer. — Rapport par M. le président Bonjean, t. 1, p. 434. —

Ordre du jour sur la première partie ; question préalable sur les deuxième et troisième.

2. — Pétition du sieur Désiré Durand, demandant la suppression du casuel des curés de campagne et son remplacement par un traitement fixe. — Rapport par M. Silvestre de Sacy, t. 3, p. 340. — Ordre du jour.

3. — Pétition du sieur Boivil, demandant que le desservant d'une commune devenue chef-lieu de canton soit doté du titre de curé de canton. — Rapport par M. le premier vice-président Boudet, t. 5, p. 260. — Ordre du jour.

*Code de commerce.* — Pétition de la chambre des notaires de Tours, demandant qu'on abroge l'article 67 du Code de commerce relatif au dépôt au greffe du tribunal, des contrats de mariage des commerçants. — Rapport par M. le premier président Devienne, t. 5, p. 39. — Ordre du jour.

*Code de procédure civile.* — Pétition du sieur Marcand, demandant, pour la troisième fois, que l'article 131 du Code de procédure civile, relatif à la compensation des dépens, soit modifié. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 3, p. 369. — Question préalable.

*Code forestier.* — Pétitions d'habitants de Besain (Jura), proposant diverses modifications à l'article 103 du Code forestier, relatif à l'affouage. — Rapport par M. Suin, t. 1, p. 496. — Ordre du jour. = D'habitants de Cuves (Haute-Saône) — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 2, p. 156. — Ordre du jour. — (Voy. Affouage).

*Code Napoléon.*

1. — Pétitions du sieur Bosquet, réclamant la modification du Code Napoléon en ce sens, que tous les animaux, ustensiles aratoires, engrais, etc., destinés à l'exploitation du fonds seraient déclarés immeubles par destination et insaisissables par les créanciers. — Rapport par M. le président Bonjean, t. 1, p. 110. — Ordre du jour. = Rapport par M. Suin, t. 3, p. 147. — Ordre du jour.

2. — Pétition réclamant diverses modifications au Code Napoléon en ce qui concerne l'inscription des hypothèques des femmes mariées, des mineurs et des interdits. — Rapport par M. Suin, t. 1, p. 490. — Ordre du jour.

3. — Pétition du sieur Corion, demandant que l'article 1134 du Code Napoléon régitte les mandats ayant pour objet le recouvrement des créances litigieuses. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 200. — Ordre du jour.

4. — Pétition du sieur Joly, demandant quelques modifications au Code Napoléon, en ce qui concerne la tutelle des mineurs, etc. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 470. — Ordre du jour.

5. — Pétition du sieur Lorient, demandant la simplification des formalités à accomplir pour la purge des hypothèques légales. — Rapport par M. le premier président Devienne, t. 2, p. 514. — Renvoi au ministre de la justice et des cultes.

6. — Pétition du sieur Lefèvre, demandant qu'on étende aux propriétés rurales les dispositions de l'article 664 du Code Napoléon, accordant à tout propriétaire joignant un mur la faculté de le rendre mitoyen en tout ou en partie. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 2, p. 676. — Renvoi au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

7. — Pétition de la chambre des notaires de Tours, sollicitant la suppression du droit de transcription perçu en vertu de l'article 939 du Code Napoléon, sur les donations à titre de partage faits par les ascendants à leurs descendants. — Rapport par M. le premier président Devienne, t. 3, p. 39. — Ordre du jour.

(Voyez aussi : Salaires, n° 2 ; Successions).

*Code rural.* — Pétition du sieur Brocheton, demandant que le projet de Code rural soit soumis promptement au Corps législatif. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 2, p. 678. — Renvoi au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

**Colonies.** — Projet de sénatus-consulte relatif au mariage des étrangers immigrants dans les colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion. — Lecture, par M. le général Allard, *président de section au Conseil d'État*, de l'exposé des motifs et du texte du projet, t. 3, p. 296. — Rapport par M. Dariste, t. 3, p. 603. — Adoption

successive des articles, t. 4, p. 18. — Adoption de l'ensemble du projet, t. 4, p. 19.

#### *Colportage.*

1. — Pétition du docteur Bayard, contre une décision de la commission de colportage, qui a refusé l'estampille à un de ses ouvrages sur la vaccine. — Rapport par M. Reveil, t. 4, p. 518. — Ordre du jour.

2. — Pétition dénonçant comme inconstitutionnelles les lois sur la presse, le colportage, etc. — (*Voy.* Presse, n° 1).

*Combats de taureaux.* — Pétition du sieur Doussault, réclamant l'interdiction des combats de taureaux. — Rapport par M. le général comte de La Ruë, t. 2, p. 190. — Discussion : MM. le vicomte de Barral, p. 191, 193; Chamblain, *commissaire du Gouvernement*, p. 192. — Ordre du jour.

#### **Comité secret.**

1. — Formation du Sénat en comité secret, pour la délibération sur le règlement définitif de son budget intérieur pour l'exercice 1865, t. 3, p. 93.

2. — Formation du Sénat en comité secret pour la délibération sur le projet de budget des dépenses du Sénat pour l'exercice 1868, t. 4, p. 372. — (*Voy.* Budget du Sénat, n° 2).

*Commissaires de police.* — Pétition du sieur Laporte, réclamant la création d'une caisse spéciale de retraite pour les commissaires de police. — Rapport par M. le baron de Chapuys-Montlaville, t. 2, p. 243. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

#### **Commissions.**

*Commissions nommées pendant la session de 1867.*

Première commission des pétitions, t. 1, p. 45.

Deuxième commission des pétitions, t. 1, p. 368.

Troisième commission des pétitions, t. 2, p. 353.

Quatrième commission des pétitions, t. 3, p. 3.

Cinquième commission des pétitions, t. 3, p. 375.

Sixième commission des pétitions, t. 4, p. 650.

1. — Commission de comptabilité, t. 1, p. 45.
2. — Commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte modifiant l'article 26 de la Constitution, t. 1, p. 46.
3. — Commission chargée d'examiner la loi sur l'enseignement primaire, t. 1, p. 368.
4. — Commission chargée d'examiner deux lois sur les douanes, t. 1, p. 369.
5. — Commission chargée d'examiner une loi relative à un échange de terrains entre l'État et la ville de Saverne (Bas-Rhin), t. 1, p. 369.
6. — Commission chargée d'examiner trois lois relatives : 1° à un changement d'affectation, par la ville de Toulon, sur partie d'un emprunt précédemment autorisé ; 2° à des délimitations de communes dans les départements du Bas-Rhin (Hohwald) et de Saône-et-Loire (Bezanceuil), t. 1, p. 369.
7. — Commission chargée d'examiner la loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1863, t. 1, p. 560.
8. — Commission chargée d'examiner une loi relative à un échange de terrains entre l'État et les hospices civils de Provins (Seine-et-Marne), t. 1, p. 560.
9. — Commission chargée d'examiner neuf lois relatives à un emprunt, à des impositions extraordinaires et à des délimitations de communes, t. 1, p. 561.
10. — Commission chargée d'examiner la loi relative à la garantie des inventions susceptibles d'être brevetées, et des dessins de fabrique qui seront admis à l'Exposition universelle, t. 2, p. 18.
11. — Commission chargée d'examiner la loi accordant une récompense nationale à M. de Lamartine, t. 2, p. 354.
12. — Commission chargée d'examiner cinq lois relatives à des emprunts, à des impositions et à une nouvelle délimitation de communes, t. 2, p. 354.
13. — Commission chargée d'examiner une loi relative à un échange entre l'État et le département de l'Isère, t. 2, p. 422.



14. — Commission chargée d'examiner deux lois relatives : 1° à une nouvelle affectation de fonds, par le département de l'Aveyron, sur le produit d'une imposition antérieure; 2° à un prélèvement, par la ville de Trouville (Calvados), sur les fonds d'un emprunt précédemment autorisé, et à une imposition extraordinaire, t. 2, p. 422.

15. — Commission chargée d'examiner quatre lois relatives à un emprunt et à des impositions, par les villes d'Angoulême (Charente) et de Limoges (Haute-Vienne), à une nouvelle délimitation de communes dans le département du Gers, et à la création d'une nouvelle commune dans le département de la Haute-Vienne, t. 2, p. 531.

16. — Commission chargée d'examiner la loi relative à la répression des fraudes dans la vente des engrais, t. 2, p. 620.

17. — Commission chargée d'examiner une loi autorisant un échange de terrains entre l'État et le sieur Parmentier (Meurthe), t. 2, p. 700.

18. — Commission chargée d'examiner trois lois relatives : 1° à un emprunt par la ville d'Angers (Maine-et-Loire); 2° à un emprunt et à une imposition par la ville d'Étampes (Seine-et-Oise); 3° à l'érection d'une nouvelle commune (la Chapelle-Neuve) dans le département du Morbihan, t. 2, p. 704.

19. — Commission chargée d'examiner la loi relative à la révision des procès criminels et correctionnels, t. 3, p. 3.

20. — Commission chargée d'examiner une loi relative à un échange entre l'État et le sieur Godeau-Perceveau (Indre-et-Loire), t. 3, p. 4.

21. — Commission chargée d'examiner deux lois relatives : 1° à un paiement à longs termes par la ville de Meaux (Seine-et-Marne), pour une distribution d'eau; 2° à une nouvelle délimitation de communes dans le département de l'Aube, t. 3, p. 4.

22. — Commission chargée d'examiner quatre lois relatives : 1° à une nouvelle délimitation des communes de Hendaye et d'Urrugne (Basses-Pyrénées); 2° à la création d'une nouvelle commune (Bacouel), dans le département

de l'Oise; 3° à une nouvelle affectation de fonds par le département de la Haute-Garonne; 4° à la modification, par la ville de Nice, du taux d'intérêt d'un emprunt déjà approuvé, t. 3, p. 86.

23. — Commission chargée d'examiner une loi tendant à autoriser le département de la Corse à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, t. 3, p. 160.

24. — Commission chargée d'examiner une loi ayant pour objet d'autoriser un échange de terrains entre l'État et le sieur Pasquier et la dame Boilevin (Charente), t. 3, p. 160.

25. — Commission chargée d'examiner la loi relative à la naturalisation, t. 3, p. 198.

26. — Commission chargée d'examiner la loi relative aux conseils municipaux, t. 3, p. 198.

27. — Commission chargée d'examiner quatre lois relatives : 1° à un emprunt par la ville de Cahors (Lot); 2° à un emprunt et à une imposition par la ville de Chauny (Aisne); 3° à l'établissement de surtaxes à l'octroi de la commune de Privas (Ardèche); 4° à une délimitation de communes dans le département de la Haute-Vienne (Peyrat-le-Château et Augne), t. 3, p. 261.

28. — Commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte relatif au mariage des étrangers immigrants, dans les colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, t. 3, p. 376.

29. — Commission chargée d'examiner six lois relatives : 1° à des emprunts et à des impositions par les villes d'Arles (Bouches-du-Rhône), de Châlons (Marne), du Havre (Seine-Inférieure) et de Pontoise (Seine-et-Oise); 2° à l'érection d'une nouvelle commune (Saint-Joseph), dans le département de la Loire; 3° à la modification de la limite des communes de la Valette et de Toulon (Var), t. 3, p. 376.

30. — Commission chargée d'examiner la loi relative aux sociétés, t. 3, p. 500.

31. — Commission chargée d'examiner la loi ayant pour

objet de modifier le tarif perçu par la compagnie des thermes de Plombières, t. 3, p. 500.

32. — Commission chargée d'examiner deux lois relatives à des échanges de terrains entre l'État et les sieurs Aubry (Vosges) et Sury (Nord), t. 3, p. 501.

33. — Commission chargée d'examiner la loi ayant pour objet d'autoriser le département du Haut-Rhin à imputer, sur le produit d'une imposition précédemment approuvée, le montant d'une subvention pour la construction d'un chemin de fer, t. 3, p. 501.

34. — Commission chargée d'examiner la loi relative aux suppléments de crédits de l'exercice 1866, t. 4, p. 4.

35. — Commission chargée d'examiner la loi ayant pour objet de porter de 4 247 000 fr. à 5 207 000 fr., le maximum de la part contributive de l'État dans la dépense annuelle de la police municipale de Paris, t. 4, p. 4.

36. — Commission chargée d'examiner la loi approuvant les articles 2, 3, 4, 5, 7, 8, 9 et 10 d'une convention passée entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et les compagnies des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée et du Victor-Emmanuel, t. 4, p. 4.

37. — Commission chargée d'examiner une loi ayant pour objet d'approuver un échange de terrains entre l'État et les époux Simon-Grandidier (Meuse), t. 4, p. 5.

38. — Commission chargée d'examiner quatorze lois relatives : 1° à des emprunts et à des impositions par les départements de la Drôme et des Landes et par les villes de Nancy, Canhes et Riou ; 2° à des prorogations et à l'établissement de surtaxes aux octrois de Châteaulin, de Crozon et de Plouzévédé (Finistère), de Cluses et de Rumilly (Haute-Savoie) ; 3° à l'érection de nouvelles communes dans les départements du Morbihan (Saint-Barthélemy) et de l'Isère (Maileval) ; 4° à des changements de circonscriptions territoriales dans les départements de la Haute-Savoie (Fillinges et Saint-André), et du Nord (Englèfontaine et Locquignol), t. 4, p. 5.

39. — Commission chargée d'examiner la loi relative au régime commercial de l'Algérie, t. 4, p. 218.

40. — Commission chargée d'examiner la loi relative à un échange de terrains entre l'État et les sieur et dame Mahou (Aisne), t. 4, p. 218.

41. — Commission chargée d'examiner six lois relatives : 1° à l'établissement de surtaxes aux octrois d'Audierne et de Roscoff (Finistère), 2° à l'érection de nouvelles communes dans les départements de la Seine (les Lilas) et de l'Isère (Pont-Évêque); 3° à des changements de circonscriptions territoriales dans les départements de la Charente (Cognac) et du Rhône (Lyon), t. 4, p. 218.

42. — Commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte relatif à des échanges d'immeubles entre la Liste civile et divers particuliers, t. 4, p. 413.

43. — Commission chargée d'examiner la loi relative aux suppléments de crédits de l'exercice 1867, t. 4, p. 414.

44. — Commission chargée d'examiner trois lois relatives : 1° à un emprunt et à une imposition extraordinaire par le département de la Loire-Inférieure; 2° à l'autorisation, pour la ville d'Angoulême (Charente), d'effectuer un prélèvement sur un emprunt précédemment approuvé; 3° à un changement des limites des départements de la Loire-Inférieure et de Maine-et-Loire, sur le territoire des communes d'Anetz, de Varades et de Marillais, t. 4, p. 414.

45. — Commission chargée d'examiner seize lois relatives : 1° à la division en deux cantons du canton actuel de justice de paix de Roubaix (Nord); 2° à des emprunts et à des impositions extraordinaires par les départements de l'Eure, de la Haute-Vienne, de l'Hérault, du Pas-de-Calais, de la Sarthe, et par les villes d'Alais (Gard), de Béziers (Hérault), de Grasse (Alpes-Maritimes), de Toulouse (Haute-Garonne) et de Vienne (Isère); 3° à des changements de circonscriptions territoriales dans les départements de l'Ain (Sault et Brenaz), de la Drôme (Malissard et Chabeuil), et de Loir-et-Cher (Huttes et Tuileries); 4° à l'érection d'une

nouvelle commune dans le département de l'Isère (Pont-de-Chérucy), t. 5, p. 53.

46. — Commission chargée d'examiner cinq lois relatives : 1° à des emprunts et à des impositions par les villes d'Aix (Bouches-du-Rhône), de Cannes (Alpes-Maritimes), de Rueil (Seine-et-Oise), de Troyes (Aube) ; 2° à un changement de circonscriptions territoriales dans le département de l'Isère (Petit-Bion, Maubec et Bourgoin), t. 5, p. 130.

47. — Commission chargée d'examiner onze lois relatives : 1° à des emprunts et à des impositions extraordinaires par le département de l'Ain et par les villes de Colmar (Haut-Rhin), Louviers (Eure), Lyon (Rhône), Neuilly (Seine), Orléans (Loiret), le Puy (Haute-Loire), Saint-Omer (Pas-de-Calais), Saint-Servan (Ille-et-Vilaine), et Villefranche (Rhône) ; 2° à l'établissement de surtaxes à l'octroi de Saint-Servan (Ille-et-Vilaine), t. 5, p. 227.

48. — Commission chargée d'examiner deux lois relatives : 1° à l'acceptation de l'offre faite par le département de la Moselle d'avancer à l'État une somme de 11 500 000 fr., destinée à l'exécution des travaux de canalisation de la Moselle entre Frouard et Thionville ; 2° à un prélèvement, par la ville de Toulouse (Haute-Garonne), sur le montant d'un emprunt antérieurement approuvé, t. 5, p. 290.

*Communes.* — Pétition du sieur Astier demandant que les communes soient autorisées : 1° à contracter des emprunts remboursables en trente ans ; 2° à voter des centimes extraordinaires consacrés exclusivement au payement des cantonniers chargés d'entretenir les chemins vicinaux. — Rapport par M. de Goulhot de Saint-Germain, t. 3, p. 72. — Ordre du jour.

*Conducteurs des ponts et chaussées.*

1. — Pétition du sieur Dormont, demandant qu'après vingt ans de service, les conducteurs des ponts et chaussées puissent concourir pour être admis à l'École polytechnique et en sortir aspirants ingénieurs. — Rapport par M. le général vicomte de La Hitte, t. 1, p. 523. — Discussion : MM. le vicomte de Barral, p. 524, 526, 529 ; le rapporteur, p. 525 ; Gaudin, *commissaire du Gouvernement*, p. 527. — Ordre du jour.

2. — Pétition de quatre conducteurs, présentant un projet propre à améliorer le traitement des conducteurs et à faciliter leur admissibilité aux fonctions d'ingénieur. — Rapport par M. le duc de Padoue, t. 5, p. 161. — Observations de M. le général baron Charon, p. 162. — Ordre du jour.

*Congrégations religieuses.*

1. — Pétition demandant que les sœurs et les autres membres des ordres religieux enseignants soient obligés d'obtenir un brevet de capacité. — (Voy. Enseignement primaire, n° 2).

2. — Pétition relative à l'instruction pour l'acceptation des dons et legs faits aux congrégations. — (Voy. Legs).

*Conseillers généraux et d'arrondissement.*

1. — Pétition demandant que les fonctions de juge de paix soient déclarées incompatibles avec le mandat de conseiller général ou de conseiller d'arrondissement. — (Voy. Juges de paix, n° 3).

2. Pétition du sieur Borje, demandant que le mandat des conseillers généraux et d'arrondissement, n'ait, comme celui des députés, qu'une durée de six ans. — Rapport par M. Silvestre de Sacy, t. 3, p. 335. — Ordre du jour.

*Conseils de fabrique.* — Pétition du sieur Dubouys, contre l'inexécution du décret de 1809 qui règle l'organisation et les attributions des conseils de fabrique, et proposant divers moyens de remédier aux abus qui se produisent. — Rapport par M. Dariste, t. 3, p. 346. — Ordre du jour.

*Conseils de prud'hommes.* — Pétition demandant que les membres ouvriers de ces conseils soient, comme les membres patrons, astreints à siéger gratuitement. — Rapport par M. Lefebvre-Duruflé, t. 3, p. 56. — Ordre du jour.

**Conseils municipaux** (Loi sur les), t. 3, p. 162. — Rapport par M. le président Bonjean, t. 4, p. 453. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 5, p. 23.

**Constitution.** — Projet de sénatus-consulte modificatif de l'article 26 de la Constitution. — Lecture par M. Rouher,

*ministre d'État et des finances*, de l'exposé des motifs et du texte du projet, t. 1, p. 35. — Rapport par S. Ex. M. le premier président Troplong, t. 1, p. 48. — Nouvelle rédaction du projet de sénatus-consulte, t. 1, p. 77. — Discussion : MM. le duc de Persigny, t. 1, p. 118; le baron Dupin, p. 144; Rouland, p. 169; Hubert-Delisle, p. 190; le vicomte de La Guéronnière, p. 209; Boinvilliers, p. 233; Baroche, *ministre de la justice et des cultes*, p. 243. — Adoption successive des paragraphes, p. 259. — Scrutin sur l'ensemble, *ibid.* — Liste des votants, p. 260. — Adoption, p. 261.

*Constitution* (Pétitions réclamant des modifications à la). — M. le Président annonce que, conformément à l'article 31 du décret du 5 février 1867, diverses pétitions relatives à des modifications à la Constitution ont été soumises aux bureaux qui, à l'unanimité, ont décidé qu'il n'y avait pas lieu de les examiner, t. 2, p. 262.

*Contrainte par corps* (Loi relative à la), t. 2, p. 267. — Observations de M. le baron Dupin, concernant le nombre des sénateurs devant composer la commission chargée d'examiner cette loi, t. 2, p. 279. — Rapport par M. le premier président de Royer, t. 4, p. 232. — Discussion : MM. le procureur général Delangle, t. 4, p. 537; Lacaze, p. 587; Boinvilliers, p. 651; S. Ex. M. Baroche, *ministre de la justice et des cultes*, p. 688; MM. Le Roy de Saint-Arnaud, p. 737; Rouland, p. 767, 800; le premier président de Royer, *rapporteur*, p. 798, 801; S. Ex. M. Rouher, *ministre d'État et des finances*, p. 835. — Rejet du renvoi à une nouvelle délibération du Corps législatif par 53 voix contre 46, p. 852. — Le Sénat, par 64 voix contre 4, déclare ne pas s'opposer à la promulgation, p. 854. — Listes des votants, p. 852 et 853.

#### *Contributions directes.*

1. — Pétition du sieur Silhères, demandant la réduction du contingent de l'arrondissement de Lectoure, en matière de contributions directes. — Rapport par M. Reveil, t. 1, p. 302. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Morlière, demandant : 1° que les quittances des percepteurs des contributions directes

soient clairement formulées et les signatures lisiblement écrites; 2° que tout avertissement soit envoyé par la poste. — Rapport par M. Reveil, t. 2, p. 180. — Ordre du jour.

3. — Pétition du sieur Zeller, indiquant des modifications à introduire dans l'assiette de l'impôt foncier. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 471. — Ordre du jour.

*Contributions indirectes.* — Pétition du sieur Nivert, demandant la réforme des lois sur les contributions indirectes. — Rapport par M. le marquis de La Grange, t. 3, p. 261. — Ordre du jour.

*Contrôle des objets en or.* — Pétition du sieur Boulanger, demandant qu'on abaisse le taux du droit de contrôle sur les ouvrages d'or vendus en France. — Rapport par M. Élie de Beaumont, t. 1, p. 314. — Observations de M. L'Hôpital, *commissaire du Gouvernement*, p. 315. — Renvoi au ministre des finances et au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

CORNUDET (M.), *président de section au Conseil d'État*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération des lois de finances de l'exercice 1868, t. 5, p. 294, 408.

*Corps législatif.* — Pétition du sieur Auguste Odier, demandant que le siège du Corps législatif soit transféré à Fontainebleau. — Rapport par M. de Mentque, t. 3, p. 670. — Ordre du jour.

CORTA (M). — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 26 mars, t. 1, p. 560. — Est nommé : vice-secrétaire du 2<sup>e</sup> bureau, 1<sup>re</sup> organisation, t. 1, p. 44; — secrétaire du 2<sup>e</sup> bureau, 4<sup>e</sup> organisation, t. 3, p. 2; — vice-secrétaire du 3<sup>e</sup> bureau, 5<sup>e</sup> organisation, t. 3, p. 375; — secrétaire du 4<sup>e</sup> bureau, 6<sup>e</sup> organisation, t. 6, p. 630. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner deux lois sur les douanes, t. 1, p. 369; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à la contrainte par corps, t. 2, p. 354; — de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 704; t. 3, p. 4, 376, 504; t. 4,



p. 414; t. 5, p. 130; — de la commission chargée d'examiner la loi relative aux suppléments de crédits de l'exercice 1866, t. 4, p. 4; — de la 6<sup>e</sup> commission des pétitions, t. 4, p. 650. — Fait des rapports : sur des lois d'intérêt local, t. 3, p. 11; — sur la loi relative aux suppléments de crédits de l'exercice 1866, t. 4, p. 348.

**COUSIN DE MONTAUBAN, COMTE DE PALIKAO** (M. le général). — Est entendu sur une pétition relative aux maîtres de professions de la marine, t. 2, p. 612.

### Crédits.

1. — Loi sur les suppléments de crédits de l'exercice 1866, t. 3, p. 581. — Rapport par M. Corta, t. 4, p. 348. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 4, p. 357.

2. — Loi sur les suppléments de crédits de l'exercice 1867, t. 4, p. 339. — Loi sur les nouveaux crédits extraordinaires de l'exercice 1867, t. 4, p. 524. — Rapport par M. le marquis d'Audiffret, t. 5, p. 294. — Discussion (*Voy.* Budget, n<sup>o</sup> 2). — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 5, p. 451.

## D

**DARISTE** (M.). — Est nommé secrétaire du 5<sup>e</sup> bureau, 5<sup>e</sup> organisation, t. 3, p. 375. — Est nommé membre : d'une commission chargée d'examiner une loi relative à un échange d'immeubles, t. 1, p. 561; — de la 4<sup>e</sup> commission des pétitions, t. 3, p. 3; — d'une commission chargée d'examiner une loi d'intérêt local, t. 3, p. 160; — de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte relatif au mariage des étrangers immigrants dans les colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, t. 3, p. 376. — Fait des rapports de pétitions, t. 3, p. 346. — Fait un rapport sur le projet de sénatus-consulte relatif au mariage des étrangers immigrants dans les colonies, t. 3, p. 603.

**Décès de Sénateurs** survenus depuis la dernière session.

— (Voy. BAGIOCCHI [le comte], BARBAROUX, BOISSY [le marquis DE], FAVRE [FERDINAND], GOUSSET [S. EDM. le cardinal], INGRES, LA ROCHEJAQUELEIN [le marquis DE], TROUVENEL, TURGOT [le marquis] et VILLEMAIN).

**Déchéances.** — Pétition réclamant contre des déchéances prononcées pour des créances provenant de fournitures faites en Algérie. — Rapport par M. le président Bonjean, t. 1, p. 107. — Ordre du jour.

**Décrets de l'Empereur.**

1. — Décret portant convocation du Sénat et du Corps législatif pour le 14 février 1867, t. 1, p. 22.

2. — Décrets portant nomination des président et vice-présidents du Sénat pour l'exercice 1867, t. 1, p. 22.

3. — Décret portant nomination du grand-référendaire du Sénat, t. 1, p. 22.

4. — Décrets chargeant, par délégation spéciale, MM. Baroche, ministre de la justice et des cultes, et de Forcade La Roquette, ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, de représenter le Gouvernement devant le Sénat, pendant le cours de la session, t. 1, p. 22.

5. — Décret portant désignation des commissaires du Gouvernement chargés de prendre part à la discussion des pétitions pendant la session de 1867, t. 1, p. 23.

6. — Décrets portant nomination de nouveaux sénateurs, t. 1, p. 24; t. 4, p. 324.

7. — Décret portant nomination du secrétaire du Sénat, t. 1, p. 26.

8. — Décret portant modification des articles 10, 11, et 14 du décret du 7 février 1867, t. 1, p. 144.

9. — Décret déléguant M. le marquis de Moustier, ministre des affaires étrangères, pour faire une communication relative à la question du grand duché du Luxembourg, t. 2, p. 170.

10. — Décret portant que le projet de sénatus-consulte relatif à des échanges d'immeubles entre la Liste civile et

divers particuliers sera envoyé au Sénat, et nommant les commissaires du Gouvernement chargés d'en soutenir la discussion, t. 4, p. 326.

41. — Décret de clôture de la session, t. 3, p. 310.

**DELANGLE** (M. le procureur général), *l'un des grands dignitaires du Sénat, vice-président*. — Nommé vice-président, pour l'année 1867, par décret du 27 décembre 1866, t. 1, p. 22. — Est nommé président du 1<sup>er</sup> bureau, 1<sup>re</sup> organisation, t. 1, p. 44; — vice-président du 1<sup>er</sup> bureau, 2<sup>e</sup> organisation, t. 1, p. 367; — président du 5<sup>e</sup> bureau, 3<sup>e</sup> organisation, t. 2, p. 355; — président du 1<sup>er</sup> bureau, 4<sup>e</sup> organisation, t. 3, p. 2; — président du 3<sup>e</sup> bureau, 5<sup>e</sup> organisation, t. 3, p. 374; — président du 4<sup>e</sup> bureau, 6<sup>e</sup> organisation, t. 4, p. 650. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte modifiant l'article 26 de la Constitution, t. 1, p. 46; — de la 2<sup>e</sup> commission des pétitions, t. 1, p. 368; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à la révision des procès criminels et correctionnels, t. 3, p. 3; — de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte relatif au mariage des étrangers immigrants dans les colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, t. 3, p. 376. — Fait des rapports de pétitions, t. 2, p. 638. — Est entendu : sur une pétition présentant divers moyens d'arriver au prompt achèvement des chemins vicinaux, t. 2, p. 546; — sur le projet de loi relatif à la contrainte par corps, t. 4, p. 537.

*Desservants*. — Pétition du sieur de Pujols, demandant l'inaliénabilité en faveur des desservants. — Rapport par M. Amédée Thayer, t. 2, p. 436. — Ordre du jour.

**DEVIENNE** (M. le premier président). — Est nommé vice-président du 4<sup>e</sup> bureau, 4<sup>e</sup> organisation, t. 3, p. 2. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte modifiant l'article 26 de la Constitution, t. 1, p. 46; — de la 2<sup>e</sup> commission des pétitions, t. 1, p. 368; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à la contrainte par corps, t. 2, p. 354. — Fait des rapports de pétitions, t. 2, p. 174, 314, 732; t. 3, p. 39.

*Diffamation.* — Pétition du sieur Marcand, demandant de nouveau l'abrogation de la loi du 17 mai 1819 sur la diffamation. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 3, p. 369. — Question préalable.

*Dimanche.* — Pétitions du sieur Malen et de quatre-vingt-treize habitants de Vallerangues (Gard), demandant l'abrogation de la loi du 18 novembre 1814, relative à la célébration des fêtes et dimanches. — Rapport par M. Reveil, t. 1, p. 303. — Ordre du jour.

**Discours** prononcé par l'Empereur à l'ouverture de la session de 1867, t. 1, p. 12.

*Distillateurs.* — Pétition de négociants en spiritueux, se plaignant du droit laissé au propriétaire de distiller sa récolte sans déclaration et sans surveillance. — Rapport par M. le baron de Butenval, t. 2, p. 692. — Ordre du jour.

**DONNET** (S. Êm. le cardinal). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 637. — Est nommé président du 2<sup>e</sup> bureau, 1<sup>re</sup> organisation, t. 1, p. 44. — Est nommé membre de la commission chargée d'examiner la loi sur l'enseignement primaire, t. 1, p. 368. — Est entendu : sur des pétitions réclamant la modification de la loi sur la police de la chasse, t. 1, p. 92; — sur une pétition réclamant l'établissement de ports de refuge sur le littoral, et notamment à l'embouchure du Rhône, t. 1, p. 333; — sur une pétition signalant comme contraire à la moralité publique l'existence d'un trop grand nombre de foires et de marchés, t. 1, p. 337, 361; — sur une pétition relative à la surveillance à exercer sur les bureaux de nourrices, t. 1, p. 390, 392.

**Douanes** (Deux lois sur les), t. 1, p. 276, 277. — Rapport par M. Michel Chevalier, t. 2, p. 289. — Discussion : M. le baron de Butenval, p. 299, 340, 345; S. Ex. M. de Forcade La Roquette, *ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics*, p. 330, 340. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation des deux lois, p. 349.

*Douanes (Tarifs des).* — Pétition de MM. Mirio, réclamant contre le tarif des droits de douane établis sur les différentes

espèces de tubes en fer, et demandant que cette matière soit frappée d'une taxe uniforme. — Rapport par M. le baron de Butenval, t. 2, p. 688. — Renvoi au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

**DROUYN DE LHUYS (M.).** — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 3 mai, t. 2, p. 422. — Est nommé vice-président du 4<sup>e</sup> bureau, 2<sup>e</sup> organisation, t. 1, p. 367. — Est nommé membre de la 2<sup>e</sup> commission des pétitions, t. 1, p. 368. — Fait des rapports de pétitions, t. 2, p. 672; t. 3, p. 69, 111 (Chevaux).

**DUBOIS (M. le comte), conseiller d'État.** — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération de la loi approuvant les articles 2, 3, 4, 5, 7, 8, 9 et 10 d'une convention passée entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et les compagnies des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée et du Victor-Emmanuel, t. 4, p. 358.

**Duel.** — Pétition du sieur Dormoy, proposant une loi pour la réglementation du duel. — Rapport par M. le comte de Béarn, t. 1, p. 344. — Ordre du jour.

**DOMAS (M.).** — Est nommé : vice-président du 5<sup>e</sup> bureau, 4<sup>e</sup> organisation, t. 1, p. 45; — vice-président du 1<sup>er</sup> bureau, 3<sup>e</sup> organisation, t. 2, p. 352. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte modifiant l'article 26 de la Constitution, t. 1, p. 46; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à la répression des fraudes dans la vente des engrais, t. 2, p. 620. — Fait un rapport sur cette loi, t. 5, p. 73. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 410. — Est entendu : comme rapporteur, sur une pétition réclamant une indemnité pour une compagnie du gaz établie à Marseille, t. 1, p. 416; — sur une pétition réclamant contre la nomination du recteur de l'académie de Douai, t. 1, p. 432; — sur des pétitions relatives au déplacement des cimetières de Paris, t. 2, p. 125; — sur une pétition signalant les inconvénients qui résultent du déversement des égouts dans les fleuves et rivières, t. 2, p. 228; — sur une pétition réclamant contre la vente de graines de vers à soie, opérée directement par l'État ou par des sociétés agricoles, t. 2,

p. 287; — sur une pétition sollicitant l'intervention du Gouvernement en faveur des pays ruinés par la maladie des vers à soie, t. 2, p. 493.

DUPIN (M. le baron). — Est nommé : vice-président du 1<sup>er</sup> bureau, 1<sup>re</sup> organisation, t. 1, p. 44; — président du 1<sup>er</sup> bureau, 2<sup>e</sup> organisation, t. 1, p. 367; — président du 2<sup>e</sup> bureau, 4<sup>e</sup> organisation, t. 3, p. 2; — vice-président du 3<sup>e</sup> bureau, 3<sup>e</sup> organisation, t. 3, p. 374. — Fait un rapport de pétitions, t. 1, p. 403 (absinthe). — Est entendu : sur le projet de sénatus-consulte modifiant l'article 26 de la Constitution, t. 1, p. 144; — sur le projet de loi relatif à l'enseignement primaire, t. 1, p. 697; — sur une pétition relative aux pensions de retraite pour les ecclésiastiques, t. 2, p. 131. — Demande que la commission chargée d'examiner la loi relative à la contrainte par corps, soit composée de dix membres, t. 2, p. 279. — Est entendu : sur des pétitions présentant divers moyens de prévenir les inhumations précipitées, t. 2, p. 448. — Réclame contre l'ordre suivi dans les communications du Gouvernement relatives à la question du grand-duché du Luxembourg, qui ont été lues au Corps législatif avant de l'être au Sénat, t. 2, p. 474. — Est entendu : sur une pétition demandant que la contenance des fûts soit au poids, soit à la mesure, soit indiquée sur le fût lui-même, t. 2, p. 654, 662. — Exprime le vœu qu'un grand crime ne soit pas accompli par les Mexicains entre les mains desquels l'empereur Maximilien se trouve prisonnier, t. 3, p. 294. — Est entendu dans la discussion sur une pétition relative aux bibliothèques populaires de Saint-Étienne, t. 3, p. 321; — dans un incident sur le renvoi à la commission chargée d'examiner la loi relative aux crédits supplémentaires de l'exercice 1867, du budget ordinaire de 1868, t. 3, p. 223; — dans un incident sur la fixation du jour de la discussion des lois de finances, t. 3, p. 351; — sur les lois de finances pour les exercices 1867 et 1868, t. 3, p. 431.

DURUY (S. Ex. M.), *ministre de l'instruction publique*, — Est chargé, par délégation spéciale, de représenter le Gouvernement devant le Sénat pour la discussion de la loi sur l'instruction primaire, t. 1, p. 273. — Est entendu sur cette loi, t. 1, p. 678.

**DUVERGIER (M.), président de section au Conseil d'État.** — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération : de la loi sur l'enseignement primaire, t. 1, p. 561, 639; — de la loi sur les sociétés, t. 3, p. 23; — des lois de finances pour les exercices 1867 et 1868, t. 3, p. 408.

## E

**Eau de mer.** — Pétition demandant qu'on fasse pénétrer l'eau de mer dans l'intérieur de la France pour servir d'engrais. — Rapport par M. le vice-amiral comte Bouët-Willaumez, t. 2, p. 716. — Ordre du jour.

**Échange d'immeubles du domaine de la Couronne.** — Projet de sénatus-consulte ayant pour objet d'autoriser des échanges entre la Liste civile et divers particuliers. — Dépôt par M. Lestiboudois, *conseiller d'État*, de l'exposé des motifs et du projet de sénatus-consulte, t. 4, p. 327. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 4, p. 333. — Adoption, t. 4, p. 536.

**Échanges d'immeubles du domaine de l'État.**

1. Loi concernant un échange de parcelles de terrains entre l'État et la ville de Saverne (Bas-Rhin), t. 1, p. 273. — Rapport par M. le général vicomte de La Hitte, t. 1, p. 370. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 1, p. 371.

2. — Loi autorisant un échange de terrains entre l'État et les hospices de Provins (Seine-et-Marne), t. 1, p. 464. — Rapport par M. de Mentque, t. 2, p. 22. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 2, p. 23.

3. — Loi relative à un échange entre l'État et le département de l'Isère, t. 2, p. 355. — Rapport par M. le général Vinoy, t. 2, p. 479. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 2, p. 480.

4. — Loi autorisant un échange de terrains entre l'État et le sieur Parmentier, t. 2, p. 623. — Rapport par M. de

Goulhot de Saint-Germain, t. 3, p. 8. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 3, p. 10.

5. — Loi autorisant un échange de terrains entre l'État et le sieur Godeau-Percereau, t. 2, p. 706. — Rapport par M. le comte Boulay de la Meurthe, t. 3, p. 90. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 3, p. 94.

6. — Loi ayant pour objet d'autoriser un échange d'immeubles entre l'État et le sieur Pasquier et la dame Boilevin, t. 3, p. 88. — Rapport par M. Quentin Bauchart, t. 3, p. 203. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 3, p. 204.

7. — Loi autorisant un échange de terrains entre l'État et le sieur Aubry (Vosges), t. 3, p. 402. — Loi autorisant un échange de terrains entre l'État et le sieur Sury (Nord), t. 3, p. 402. — Rapport par M. le général baron Charon, t. 3, p. 614. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 3, p. 616.

8. — Loi ayant pour objet d'approuver un échange entre l'État et les sieur et dame Simon-Grandidier (Meuse), t. 3, p. 602. — Rapport par M. le baron de Chassiron, t. 4, p. 223. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 4, p. 224.

9. — Loi relative à un échange de terrains entre l'État et les sieur et dame Mahou, t. 4, p. 16. — Rapport par M. de Vuillefroy, t. 4, p. 366. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 4, p. 368.

*Éclairage.* — Pétition du sieur Alibert, demandant la prohibition de l'éclairage par le gaz et les huiles minérales. — Rapport par M. Élie de Beaumont, t. 1, p. 312. — Ordre du jour.

*Église (Construction d').* — Pétition du maire de Montcheux (Moselle), réclamant, au nom de tous les habitants, contre la mise à la charge de sa commune des frais de reconstruction de l'église de Foville. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 2, p. 375. — Ordre du jour.

*Égouts.*

1. — Pétition du sieur Fraisse, signalant les inconvé-



nients qui résultent du déversement des égouts des villes dans les rivières, et demandant qu'une loi règle les mesures à prendre pour empêcher cet abus en utilisant en faveur de l'agriculture des matières qui peuvent devenir un engrais précieux. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 2, p. 226. — Discussion, MM. Gaudin, *commissaire du Gouvernement*, p. 227, 237; Dumas, p. 228. — Renvoi au ministre de l'intérieur et au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

2. — Pétition d'habitants de communes situées en aval de Paris, réclamant contre le déversement dans la Seine des égouts de la capitale. — Rapport par M. le baron de Battenval, t. 2, p. 690. — Renvoi au ministre de l'intérieur et au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

ÉLIE DE BEAUMONT (M.). — Est nommé vice-président du 2<sup>e</sup> bureau, 6<sup>e</sup> organisation, t. 4, p. 649. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner la loi relative à la répression des fraudes dans la vente des engrais, t. 2, p. 620; — de la 4<sup>e</sup> commission des pétitions, t. 3, p. 3; — de la commission chargée d'examiner la loi approuvant les articles 2, 3, 4, 5, 7, 8, 9 et 10 d'une convention passée entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et les compagnies des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée et du Victor-Emmanuel, t. 4, p. 5. — Fait un rapport sur cette loi, t. 4, p. 358. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 344, 321; t. 3, p. 177, 263. — Est entendu, comme rapporteur : sur une pétition relative à la navigation sur les canaux, t. 5, p. 199; — sur une pétition relative aux examens du baccalauréat, t. 5, p. 267.

#### Emprunts et impositions extraordinaires.

A. — Liste, par ordre alphabétique, des départements, au nombre de vingt, autorisés, pendant la session de 1867, à contracter des emprunts, à s'imposer extraordinairement ou à faire emploi de fonds précédemment votés.

Ain, t. 5, p. 131.

Alpes-Maritimes, t. 2, p. 276; t. 4, p. 529.

Ardèche, t. 1, p. 466.

- Aveyron, t. 2, p. 356.  
 Corse, t. 3, p. 87.  
 Drôme, t. 3, p. 598.  
 Eure, t. 5, p. 3.  
 Finistère, t. 1, p. 463.  
 Haute-Garonne, t. 3, p. 6.  
 Haute-Savoie, t. 2, p. 276.  
 Haute-Vienne, t. 5, p. 8.  
 Haut-Rhin, t. 3, p. 407.  
 Hérault, t. 5, p. 5.  
 Landes, t. 3, p. 591.  
 Loire-Inférieure, t. 4, p. 345.  
 Mayenne, t. 2, p. 274.  
 Moselle, t. 5, p. 229.  
 Pas-de-Calais, t. 5, p. 6.  
 Sarthe, t. 5, p. 7.  
 Savoie, t. 2, p. 276, 278.

*B. — Liste, par ordre alphabétique, des villes, au nombre de trente-sept, autorisées, pendant la session de 1867, à contracter des emprunts, à s'imposer extraordinairement ou à faire emploi de fonds précédemment votés.*

- Aix (Bouches-du-Rhône), t. 5, p. 54.  
 Alais (Gard), t. 5, p. 9.  
 Angers (Maine-et-Loire), t. 2, p. 620.  
 Angoulême (Charente), t. 2, p. 475; t. 4, p. 346.  
 Annecy (Haute-Savoie), t. 1, p. 467.  
 Arles (Bouches-du-Rhône), t. 3, p. 304.  
 Béthune (Pas-de-Calais), t. 4, p. 528.  
 Béziers (Hérault), t. 5, p. 10.  
 Cahors (Lot), t. 3, p. 199.  
 Cannes (Alpes-Maritimes), t. 3, p. 593; t. 5, p. 55.  
 Châlons (Marne), t. 3, p. 305.  
 Chartres (Eure-et-Loir), t. 4, p. 527.  
 Chauny (Aisne), t. 3, p. 200.  
 Colmar (Haut-Rhin), t. 5, p. 136.  
 Étampes (Seine-et-Oise), t. 2, p. 621.  
 Grasse (Alpes-Maritimes), t. 5, p. 12.  
 Havre [Le] (Seine-Inférieure), t. 3, p. 306.  
 Limoges (Haute-Vienne), t. 2, p. 476.  
 Louviers (Eure), t. 5, p. 137.

- Lyon (Rhône), t. 5, p. 132.  
 Meaux (Seine-et-Marne), t. 2, p. 705.  
 Nancy (Meurthe), t. 3, p. 592.  
 Neuilly (Seine), t. 7, p. 438.  
 Nice (Alpes-Maritimes), t. 3, p. 7.  
 Orléans (Loiret), t. 5, p. 133.  
 Pontoise (Seine-et-Oise), t. 3, p. 307.  
 Puy [Le] (Haute-Loire), t. 5, p. 139.  
 Riom (Puy-de-Dôme), t. 3, p. 594.  
 Rueil (Seine-et-Oise), t. 5, p. 56.  
 Saint-Omer (Pas-de-Calais), t. 5, p. 134.  
 Saint-Servan (Ille-et-Vilaine), t. 5, p. 140.  
 Toulouse (Haute-Garonne), t. 5, p. 13, 228.  
 Toulon (Var), t. 1, p. 274.  
 Trouville (Calvados), t. 2, p. 356.  
 Troyes (Aube), t. 5, p. 58.  
 Vienne (Isère), t. 5, p. 14.  
 Villefranche (Rhône), t. 5, p. 135.

1. — Loi tendant à autoriser la ville de Toulon (Var) à effectuer un changement d'affectation sur partie d'un emprunt précédemment autorisé, t. 1, p. 274. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 1, p. 372. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 1, p. 375.

2. — Loi autorisant le département du Finistère à contracter un emprunt, t. 1, p. 465. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département de l'Ardèche à s'imposer extraordinairement, t. 1, p. 466. — Loi tendant à autoriser la ville d'Annecy (Haute-Savoie) à s'imposer extraordinairement, t. 1, p. 467. — Rapport par M. le baron de Chappuis-Montlaville, t. 2, p. 24. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 2, p. 31.

3. — Loi tendant à autoriser les départements des Alpes-Maritimes, de la Savoie et de la Haute-Savoie à s'imposer extraordinairement, t. 2, p. 276. — Loi autorisant le département de Loir-et-Cher à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, t. 2, p. 277. — Loi tendant à autoriser le département de la Mayenne à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, t. 2, p. 274. — Loi relative à un prélèvement, par le département de

la Savoie, sur le montant d'un emprunt précédemment autorisé, t. 2, p. 278. — Rapport par M. Lefebvre-Durullé, t. 2, p. 427. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 2, p. 434.

4. — Loi tendant à autoriser le département de l'Aveyron à modifier l'affectation du produit d'une imposition antérieure, t. 2, p. 336. — Loi tendant à autoriser la ville de Trouville (Calvados) à modifier l'affectation d'un emprunt précédemment autorisé et à s'imposer extraordinairement, *ibid.* — Rapport par M. le général marquis de Laplace, t. 2, p. 430. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 2, p. 434.

5. — Loi tendant à autoriser la ville d'Angoulême à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, t. 2, p. 475. — Loi tendant à autoriser la ville de Limoges à s'imposer extraordinairement, t. 2, p. 476. — Rapport par M. Tourangin, t. 2, p. 708. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 2, p. 715.

6. — Loi tendant à autoriser la ville d'Angers (Maine-et-Loire) à contracter un emprunt, t. 2, p. 620. — Loi tendant à autoriser la ville d'Etampes (Seine-et-Oise) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, t. 2, p. 621. — Rapport par M. Corta, t. 3, p. 11. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 3, p. 12.

7. — Loi tendant à autoriser la ville de Meaux (Seine-et-Marne) à contracter l'engagement d'un paiement à longs termes pour une distribution d'eau, t. 2, p. 705. — Rapport par M. le premier vice-président Boudet, t. 3, p. 262. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 3, p. 268.

8. — Loi tendant à autoriser le département de la Haute-Garonne à modifier l'affectation du produit d'une imposition précédemment approuvée, t. 3, p. 6. — Loi autorisant la ville de Nice (Alpes-Maritimes) à modifier le taux d'intérêt d'un emprunt précédemment approuvé, t. 3, p. 7. — Rapport par M. de Mentque, t. 3, p. 178. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 3, p. 181.

9. — Loi tendant à autoriser le département de la Corse

à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, t. 3, p. 87. — Rapport par M. le général marquis de Laplace, t. 3, p. 205. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 3, p. 207.

10. — Loi tendant à autoriser la ville de Cahors (Lot) à contracter un emprunt, t. 3, p. 199. — Loi tendant à autoriser la ville de Chauny (Aisne), à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, t. 3, p. 200. — Rapport par M. Reveil, t. 3, p. 330. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 3, p. 334.

11. — Loi tendant à autoriser la ville d'Arles (Bouches-du-Rhône) à s'imposer extraordinairement, t. 3, p. 304. — Loi ayant pour objet d'autoriser la ville de Châlons (Marne), à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, t. 3, p. 305. — Loi tendant à autoriser la ville du Havre (Seine-Inférieure) à contracter un emprunt, t. 3, p. 306. — Loi autorisant la ville de Pontoise (Seine-et-Oise) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, t. 3, p. 307. — Rapport par M. de Mentque, t. 3, p. 502. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 3, p. 507.

12. — Loi tendant à autoriser le département du Haut-Rhin à imputer, sur le produit d'une imposition précédemment approuvée, le montant d'une subvention pour la construction d'un chemin de fer, t. 3, p. 407. — Rapport par M. le général marquis de Laplace, t. 3, p. 616. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 3, p. 618.

13. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département des Landes à s'imposer extraordinairement, t. 3, p. 591. — Loi tendant à autoriser la ville de Nancy (Meurthe), à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, t. 3, p. 592. — Loi ayant pour objet d'autoriser la ville de Cannes (Alpes-Maritimes) à contracter un emprunt, t. 3, p. 593. — Loi ayant pour objet d'autoriser la ville de Riom (Puy-de-Dôme) à contracter un emprunt, t. 3, p. 594. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département de la Drôme à s'imposer extraordinairement, t. 3, p. 598. — Rapport par M. de Mentque, t. 4, p. 225. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 4, p. 232.

14. — Loi tendant à autoriser le département de la Loire-Inférieure à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, t. 4, p. 345. — Loi ayant pour objet d'autoriser la ville d'Angoulême (Charente) à effectuer un prélèvement sur un emprunt précédemment approuvé, t. 4, p. 346. — Rapport par M. le vice-amiral comte Bouët-Willauvez, t. 4, p. 530. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 4, p. 532.

15. — Loi tendant à autoriser la ville de Chartres (Eure-et-Loir), à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, t. 4, p. 527. — Loi tendant à autoriser la ville de Béthune (Pas-de-Calais) à contracter un emprunt, t. 4, p. 528. — Loi tendant à autoriser le département des Alpes-Maritimes à s'imposer extraordinairement, t. 4, p. 529. — Rapport par M. le comte Boulay de la Meurthe, t. 5, p. 20. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 5, p. 22.

16. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département de l'Eure à contracter un emprunt, à s'imposer extraordinairement et à affecter à de nouveaux travaux le produit d'impositions précédemment approuvées, t. 5, p. 3. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département de l'Hérault à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, t. 5, p. 5. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département du Pas-de-Calais à effectuer un prélèvement sur le produit d'une imposition précédemment autorisée, t. 5, p. 6. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département du Pas-de-Calais à s'imposer extraordinairement, *ibid.* — Loi ayant pour objet d'autoriser le département de la Sarthe à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, t. 5, p. 7. — Loi tendant à autoriser le département de la Haute-Vienne à effectuer un prélèvement sur des ressources extraordinaires créées par une loi antérieure, t. 5, p. 8. — Loi tendant à autoriser la ville d'Alais (Gard) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, t. 5, p. 9. — Loi ayant pour objet d'autoriser la ville de Béziers (Hérault), à contracter deux emprunts et à s'imposer extraordinairement, t. 5, p. 10. — Loi tendant à autoriser la ville de Grasse (Alpes-Maritimes) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordi-

nairement, t. 5, p. 12. — Loi tendant à autoriser la ville de Toulouse (Haute-Garonne), à contracter un emprunt, t. 5, p. 13. — Loi ayant pour objet d'autoriser la ville de Vienne (Isère) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, t. 5, p. 14. — Rapport par M. Reveil, t. 5, p. 61. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 5, p. 73.

17. — Loi tendant à autoriser la ville d'Aix (Bouches-du-Rhône) à contracter un ou plusieurs emprunts successifs, t. 5, p. 54. — Loi tendant à autoriser la ville de Cannes (Alpes-Maritimes), à contracter des emprunts, t. 5, p. 55. — Loi ayant pour objet d'autoriser la ville de Rueil (Seine-et-Oise), à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, t. 5, p. 56. — Loi ayant pour objet d'autoriser la ville de Troyes (Aube) à contracter un emprunt, t. 5, p. 58. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 5, p. 155. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 5, p. 157.

18. — Loi tendant à autoriser le département de l'Ain à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, t. 5, p. 131. — Loi ayant pour objet d'autoriser la ville de Lyon (Rhône) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, t. 5, p. 132. — Loi tendant à autoriser la ville d'Orléans (Loiret) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, t. 5, p. 133. — Loi tendant à autoriser la ville de Saint-Omer (Pas-de-Calais) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, t. 5, p. 134. — Loi ayant pour objet d'autoriser la ville de Villefranche (Rhône) à contracter un emprunt, t. 5, p. 135. — Loi tendant à autoriser la ville de Colmar (Haut-Rhin) à contracter un emprunt, t. 5, p. 136. — Loi tendant à autoriser la ville de Louviers (Eure) à contracter un emprunt, t. 5, p. 137. — Loi ayant pour objet d'autoriser la ville de Neuilly (Seine) à contracter un emprunt, t. 5, p. 138. — Loi ayant pour objet d'autoriser la ville du Puy (Haute-Loire) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, t. 5, p. 139. — Loi ayant pour objet d'autoriser la ville de Saint-Servan (Ille-et-Vilaine) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, t. 5, p. 140. — Rapport par M. le baron de Chapuys-

Montlaville, t. 5, p. 234. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 5, p. 236.

49. — Loi tendant à autoriser la ville de Toulouse (Haute-Garonne) à effectuer un prélèvement sur le montant d'un emprunt antérieurement approuvé, t. 5, p. 228. — Loi autorisant l'acceptation de l'offre faite par le département de la Moselle d'avancer à l'État une somme de 44 500 000 fr. destinée à l'exécution des travaux de canalisation de la Moselle, entre Frouard et Thionville, t. 5, p. 229. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 5, p. 291. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 5, p. 293.

*Enfants.* — Pétition du docteur Barrier, demandant que des mesures soient prises pour protéger la santé des enfants en nourrice, et pour empêcher les mauvais traitements infligés aux enfants soit par les parents, soit par ceux qui en ont la garde. — Pétition du docteur Chassinat, demandant : 1<sup>o</sup> qu'on oblige les mères à allaiter elles-mêmes leurs enfants, à moins de cas de force majeure dûment constatés ; 2<sup>o</sup> qu'on assure par des secours à domicile l'allaitement par la mère dans les familles pauvres. — Rapport par M. le baron Brenier, t. 3, p. 218. — Discussion : MM. Tourangin, p. 226, 227, 232 ; le rapporteur, p. 227, 229, 231 ; le comte de Grossolles-Flamarens, p. 228 ; de Vuillefroy, p. 229, 230 ; le Président, p. 230, 232. — Question préalable sur la 1<sup>re</sup> partie de la pétition du docteur Chassinat ; ordre du jour sur la seconde ; renvoi au ministre de l'intérieur de la pétition du docteur Barrier.

*Enfants assistés.* — Pétition du sieur Quentin, demandant le rétablissement des tours et l'envoi des enfants assistés en Algérie. — Rapport par M. le baron de Butenval, t. 3, p. 269. — Ordre du jour.

*Engrais.* — Loi relative à la répression des fraudes dans la vente des engrais, t. 2, p. 552. — Rapport par M. Dumas, t. 5, p. 73. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 5, p. 89.

*Enregistrement.* — Pétition réclamant la réforme des lois sur l'enregistrement dans l'intérêt de la propriété foncière et



du Trésor. — Rapport par M. le président Boujean, t. 1, p. 412. — Dépôt au bureau des renseignements.

*Enseignement.*

1. — Pétition du sieur Cristinacce, ayant pour objet de faire admettre dans l'enseignement des lycées, un ouvrage de philosophie religieuse dont il donne le titre. — Rapport par M. Reveil, t. 1, p. 522. — Ordre du jour.

2. — Pétition réclamant la création d'un enseignement d'histoire naturelle appliquée au perfectionnement de la race chevaline. — (*Voy. Chevaux.*)

**Enseignement primaire** (Loi sur l'), t. 1, p. 265. — Rapport par M. Larabit, t. 1, p. 561. — Discussion : MM. le baron de Vincent, t. 1, p. 640 ; Rouland, p. 651 ; S. Ex. M. Duruy, *ministre de l'instruction publique*, p. 678 ; S. Ém. le cardinal de Bonnechose, p. 683 ; M. le baron Dupin, p. 697 ; S. Ex. M. de Forcade La Roquette, *ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics*, p. 704 ; M. le comte de Ségur-d'Aguesseau, p. 708. — Incident. MM. Sainte-Beuve, le baron de Chapuy-Montlaville, de Maupas, le Président et le maréchal Canrobert, p. 722 à 726. — Reprise de la discussion : M. le comte de Ségur-d'Aguesseau, p. 726. — Vote. — Le Sénat décide : 1° que la loi ne sera pas renvoyée à une seconde délibération du Corps législatif, p. 729 ; 2° qu'il ne s'oppose pas à la promulgation de la loi, p. 731. — Liste des votants, p. 730.

*Enseignement primaire.*

1. — Pétition du sieur Brunet, recommandant une méthode d'enseignement primaire. — Rapport par M. Reveil, t. 2, p. 182. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Mathieu, demandant la gratuité de l'instruction primaire. — Rapport par M. Reveil, t. 2, p. 183. — Ordre du jour.

3. — Pétition du sieur Chambonneau, demandant : 1° que les écoles mixtes soient supprimées ; 2° que l'établissement des institutrices libres soit facilité ; 3° que les sœurs et les autres membres des ordres religieux soient obligés d'obtenir un brevet de capacité ; 4° que tout individu ayant reçu de l'une des facultés de l'Empire le diplôme de licencié

puisse ouvrir librement une école. — Rapport par M. le comte de Béarn, t. 2, p. 204. — Observations de M. Le Verrier et du rapporteur sur la 4<sup>e</sup> partie, p. 213 et 214. — Ordre du jour.

4. — Pétition du sieur Hassel, demandant que les enfants puissent être admis à jouir du bénéfice de l'enseignement gratuit dans les écoles des communes limitrophes de celle où leurs parents ont élu domicile. — Rapport par M. le comte de Béarn, t. 2, p. 214. — Ordre du jour.

5. — Pétition du sieur Léger, demandant qu'une commission, composée d'instituteurs, soit nommée afin de tracer le programme et le plan des livres écrits pour l'enseignement des enfants. — Rapport par M. Silvestre de Sacy, t. 3, p. 237. — Ordre du jour.

6. — Pétition du sieur Dollfus, demandant que les communes soient autorisées à déclarer l'enseignement obligatoire, chacune à l'égard des familles qui la composent. — Rapport par M. de Mentque, t. 5, p. 42. — Discussion : MM. Michel Chevalier, p. 90 ; le rapporteur, p. 109 ; Rouland, p. 113. — Ordre du jour.

ESPEUILLES (M. le marquis d'). — Écrit que c'est par suite d'une erreur que son nom figure dans la liste des sénateurs qui ont voté contre la promulgation de la loi relative à la contrainte par corps, t. 5, p. 52.

#### *État civil.*

1. — Pétitions signalant diverses améliorations à introduire dans la tenue des registres de l'état civil. — Rapport par M. Amédée Thayer, t. 2, p. 439. — Ordre du jour.

2. — Pétition demandant l'établissement d'un casier de l'état civil. — Rapport par M. le premier président Devienne, t. 2, p. 732. — Ordre du jour.

#### **Excuses.**

*Liste de MM. les sénateurs qui se sont excusés de ne pouvoir assister aux séances.*

Pour le service de l'Empereur :

MM.

ALLONVILLE (le général vicomte d'), t. 4, p. 3.

CHEVREAU (HENRI), t. 2, p. 352.

- GOYON (le général comte DE), t. 1, p. 264.  
 HAUSSMANN (le baron), t. 1, p. 264.  
 LADMIRAULT (le général DE), t. 1, p. 264 ; t. 2, p. 352.

Pour causes justifiées :

MM.

- BARBAROUX, t. 1, p. 46.  
 BARROT (ADOLPHE), t. 1, p. 366.  
 BÉARN (le comte DE), t. 3, p. 85.  
 BOITTELE, t. 3, p. 296.  
 BONJEAN (le président), t. 1, p. 444.  
 BONNECHOSE (le cardinal comte DE), t. 2, p. 169.  
 CAMOU (le général), t. 4, p. 3.  
 CHAIX D'EST-ANGE, t. 1, p. 366.  
 CHASSELOUF-LAUBAT (le marquis DE), t. 1, p. 117.  
 CORTA, t. 1, p. 560.  
 DONNET (le cardinal), t. 1, p. 637.  
 DROUYN DE LHUYS, t. 2, p. 422.  
 FAVRE (FERDINAND), t. 1, p. 46.  
 FLAHAULT (le général comte DE), t. 1, p. 46.  
 FOREY (le maréchal), t. 3, p. 295.  
 GENEAU (le général), t. 1, p. 46.  
 GRIVEL (le vice-amiral baron), t. 2, p. 173.  
 HUBERT-DELSISLE, t. 2, p. 18.  
 HUSSON (le général), t. 1, p. 46.  
 LA BÉDOYÈRE (le comte DE), t. 5, p. 227.  
 LARABIT, t. 5, p. 227.  
 LYAUTEY (le général), t. 1, p. 117 ; t. 2, p. 699.  
 MARTIMPREY (le général vicomte DE), t. 1, p. 46.  
 MATHIEU (le cardinal), t. 1, p. 366.  
 MONTRÉAL (le général DE), t. 3, p. 296.  
 QUENTIN BAUCHART, t. 5, p. 2.  
 REGNAUD DE SAINT-JEAN-D'ANGÉLY (le maréchal comte),  
 t. 1, p. 366.  
 ROYER (le premier président DE), t. 1, p. 264, 637.  
 SULEAU (le vicomte DE), t. 1, p. 46.  
 TASCHER LA PAGERIE (le duc DE), t. 1, p. 264 ; t. 3,  
 p. 296.

**Exposition universelle de 1867.** — Loi relative à la garantie des inventions susceptibles d'être brevetées et des dessins de fabrique qui seront admis à l'Exposition univer-

selle, t. 1, p. 638. — Rapport par M. Michel Chevalier, t. 2, p. 19. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, p. 21.

*Exposition universelle de 1867.*

1. — Pétition du sieur Largefeuille, réclamant l'intervention du Sénat pour faire prononcer l'admission à l'Exposition de son système de câbles sous-marins et de télégraphie souterraine. — Rapport par M. le comte de Nieuwerkerke, t. 3, p. 152. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Méjanel de La Roque, réclamant contre l'abus qu'aurait commis la commission impériale en cédant à un libraire le droit exclusif de publier le catalogue de l'Exposition. — Rapport par M. Silvestre de Sacy, t. 3, p. 401. — Ordre du jour.

## F

*Facteurs ruraux.* — Pétition de facteurs de l'arrondissement de Cognac, demandant une augmentation de traitement. — Rapport par M. le premier président Devienne, t. 2, p. 529. — Ordre du jour. — Pétition du sieur Désiré Durand ayant le même objet. — Rapport par M. le duc de Padoue, t. 3, p. 159. — Ordre du jour.

FARÉ (M.), *conseiller d'État.* — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération des lois de finances pour l'exercice 1868, t. 5, p. 408.

FAVRE (M. FERDINAND). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 46. — M. le Président annonce son décès, t. 4, p. 648.

*Filiation légitime.* — Pétitions du sieur de La Cerda de La Rosa réclamant l'intervention du Gouvernement français pour faire reconnaître par le Gouvernement espagnol sa filiation légitime, et obtenir la restitution de son patrimoine. — Rapport par M. Reveil, t. 2, p. 188. — Ordre du jour. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 3, p. 352. — Ordre du jour.

FLABAULT (M. le général comte DE). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 46.

FLANDIN (M.), *conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération de lois d'intérêt local, t. 3, p. 172, 178.

*Foires et marchés*. — Pétition du maire, du conseil municipal et des notables habitants d'Aixe (Haute-Vienne), signalant comme contraire à la moralité publique l'accroissement du nombre des foires et marchés. — Rapport par M. de Mentque, t. 1, p. 354. — Discussion : S. Ém. le cardinal Donnet, p. 357, 361 ; le rapporteur, p. 360, 362. — Ordre du jour.

FORCADE LA ROQUETTE (S. Ex. M. DE), *ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics*. — Est chargé, par délégation spéciale, de représenter le Gouvernement devant le Sénat pendant la session de 1867, t. 1, p. 22. — Est entendu : sur le projet de loi relatif à l'enseignement primaire, t. 1, p. 704 ; — sur les deux lois de douanes, t. 2, p. 330, 340.

#### *Forêts.*

1. — Pétition de la société centrale d'agriculture de Nancy, sollicitant l'intervention du Sénat pour empêcher l'aliénation des forêts domaniales. — Rapport par M. de Mentque, t. 1, p. 481. — Ordre du jour.

2. — Pétition de dix habitants de la commune d'Éguilles (Bouches-du-Rhône), qui se plaignent de la destruction de leurs bois communaux, et demandent la conservation des forêts qui existent encore. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 2, p. 158. — Discussion : MM. Le Verrier, p. 160, 164 ; le rapporteur, p. 162, 165 ; Chaix d'Est-Ange, *sénateur-secrétaire*, p. 164. — Ordre du jour.

FOREY (S. Ex. le maréchal). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 3, p. 295. — Écrit pour exprimer le regret de n'avoir pu assister à la séance où M. le Président a flétri l'assassinat de l'empereur Maximilien et s'associe à sa protestation, t. 4, p. 322.

FRANQUEVILLE (M. DE), *conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération de

la loi relative aux suppléments de crédits de l'exercice 1866, t. 4, p. 348; — de la loi approuvant les articles 2, 3, 4, 5, 7, 8, 9 et 10 d'une convention passée entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et les compagnies des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée et du Victor-Emmanuel, t. 4, p. 358; — de la loi autorisant l'État à accepter un prêt du département de la Moselle pour travaux de canalisation, t. 5, p. 291; — des lois de finances pour l'exercice 1868, t. 5, p. 294, 408.

*Frein.* — Pétition d'un mécanicien, auteur d'un système pour prévenir les accidents de chemin de fer, qui demande que les compagnies soient mises dans l'obligation de faire placer un frein à chaque wagon. — (Voy. Chemins de fer, n° 1).

*Fûts.* — Pétition du sieur Thévenot, demandant que la vente des liquides ait lieu au poids, et que la contenance de chaque fût soit indiquée sur le fût lui-même. — Rapport par M. Hubert-Delisle, t. 2, p. 643. — Discussion : MM. Michel Chevalier, p. 646, 656, 663; le rapporteur, p. 650; le baron Dupin, p. 654, 662; de Villefroy, p. 658; le baron de Ladoucette, p. 661; Lefebvre-Durullé, p. 663; Chaix d'Est-Ange, p. 667. — Ordre du jour.

## G

*Gardes d'artillerie et du génie.* — Pétition du sieur de La Rue, comte de Mareilles, demandant que les gardes d'artillerie et du génie soient, à l'avenir, appelés officiers adjoints, avec assimilation aux grades de sous-lieutenant, lieutenant et capitaine, selon leurs différentes classes. — Rapport par M. Hubert-Delisle, t. 3, p. 209. — Observations : MM. le général marquis de Laplace, p. 216; le général vicomte de La Hitte, p. 217. — Ordre du jour.

*GARDIN (M.), conseiller d'État.* — Est désigné, comme commissaire du Gouvernement, pour prendre part à la discussion des pétitions pendant la session de 1867, t. 1, p. 23. — Est entendu : sur une pétition relative aux servitudes

- constituées au profit des communes sur certains étangs du département de la Meuse, t. 1, p. 286; — sur une pétition sollicitant le prompt achèvement du chemin de fer de Paris à Dieppe, t. 1, p. 297; — sur une pétition réclamant pour les conducteurs des ponts et chaussées la faculté de concourir pour l'admission à l'École polytechnique, t. 1, p. 527. — sur une pétition demandant l'intervention du Gouvernement dans le rachat du chemin de fer de Lyon à Sathonay, t. 2, p. 62, 73; — sur une pétition signalant les inconvénients qui résultent du deversement des égouts dans les fleuves et rivières, t. 2, p. 221, 237; — sur une pétition réclamant contre le retard apporté à l'exécution du chemin de fer d'Avignon à Gap, et incidemment de celui de Paris à Granville, t. 2, p. 390, 402, 406; — sur une pétition relative à la création d'un enseignement d'histoire naturelle appliquée au perfectionnement de la race chevaline, t. 3, p. 123; — sur des pétitions réclamant diverses modifications à la loi sur les brevets d'invention, t. 3, p. 565, 572; — sur une pétition relative à la destruction des hautes-futaies, t. 4, p. 207; — sur une pétition relative à la navigation des canaux, t. 5, p. 202, 208. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération de la loi ayant pour objet de modifier le tarif perçu par la compagnie des thermes de Plombières, t. 3, p. 610.
- JAUTIER (M.)**, *conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération du projet de sénatus-consulte relatif à des échanges de terrains entre la Liste civile et divers particuliers, t. 4, p. 533.
- GENEAU (M. le général)**. — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 46.
- GENTEUR (M.)**, *conseiller d'État*. — Est désigné, comme commissaire du Gouvernement, pour prendre part à la discussion des pétitions pendant la session de 1867, t. 1, p. 23. — Assiste, en la même qualité, à la délibération : de lois d'intérêt local, t. 1, p. 372; t. 2, p. 24; t. 3, p. 178; t. 4, p. 358; t. 5, p. 60, 155, 234; — de la loi sur l'enseignement primaire, t. 1, p. 473, 561, 640; — de la loi ayant pour objet de porter de 247 000 fr. à 5207 000 fr. le maximum de la part contributive de l'État dans la dépense annuelle de la police municipale de Paris, t. 4, p. 219;

— de la loi relative aux conseils municipaux, t. 5, p. 22.  
 — Est entendu : sur une pétition relative à la surveillance à exercer sur les bureaux de nourrices, t. 1, p. 601, 634 ;  
 — sur une pétition relative aux pensions de retraite pour les ecclésiastiques, t. 2, p. 136 ; — sur des pétitions présentant divers moyens de prévenir les inhumations précipitées, t. 2, p. 449 ; — sur une pétition relative à l'instruction à fin d'acceptation des dons et legs faits aux communautés religieuses, t. 3, p. 467 ; — sur une pétition relative aux brocanteurs vendant à la rotonde du Temple, t. 3, p. 627, 632.

GERMINY (M. le comte DE). — Est nommé membre de la commission chargée d'examiner la loi ayant pour objet de modifier le tarif perçu par la compagnie des thermes de Plombières, t. 3, p. 500.

GOBELLE (M.). — Est nommé membre : de la 2<sup>e</sup> commission des pétitions, t. 1, p. 368 ; — de la commission chargée d'examiner la loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1863, t. 1, p. 560 ; — de la 4<sup>e</sup> commission des pétitions, t. 3, p. 3 ; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à la naturalisation, t. 3, p. 198.

GOULHOT DE SAINT-GERMAIN (M. DE). — Est nommé : vice-secrétaire du 4<sup>e</sup> bureau, 4<sup>e</sup> organisation, t. 3, p. 3 ; — vice-secrétaire du 2<sup>e</sup> bureau, 3<sup>e</sup> organisation, t. 3, p. 374. — Est nommé membre : de la commission de comptabilité, t. 1, p. 45 ; — de la 2<sup>e</sup> commission des pétitions, t. 1, p. 368 ; — de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 422 ; t. 3, p. 87 ; — d'une commission chargée d'examiner une loi relative à un échange d'immeubles, t. 2, p. 701 ; — de la commission chargée d'examiner la loi sur les conseils municipaux, t. 3, p. 199. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 79 (chasse), 97, 417 ; t. 2, p. 530 (chemins vicinaux), 633 ; t. 3, p. 72. — Fait un rapport sur une loi relative à un échange d'immeubles, t. 3, p. 8. — Est entendu : comme rapporteur, sur une pétition présentant divers moyens d'arriver au prompt achèvement des chemins vicinaux, t. 2, p. 544.

GOUIL (M.), *conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération : de lois rela-



- tives à des échanges d'immeubles, t. 4, p. 223, 366 ; — de lois d'intérêt local, t. 4, p. 28, 368 ; t. 5, p. 234.
- GOUSSARD (M.), *conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération : d'une loi relative à un échange d'immeubles, t. 4, p. 223 ; — de lois d'intérêt local, t. 4, p. 368 ; t. 5, p. 234.
- GOUSSET (S. Ém. le cardinal). — M. le Président annonce son décès, t. 1, p. 32.
- GOYON (M. le général comte DE). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 264.
- GRANGE (M. le marquis DE LA). — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner la loi accordant une récompense nationale à M. de Lamartine, t. 2, p. 354 ; — de la 4<sup>e</sup> commission des pétitions, t. 3, p. 3. — Fait des rapports de pétitions, t. 5, p. 46, 165, 261.
- GRACOURT (M. le marquis DE). — Est nommé : vice-secrétaire du 3<sup>e</sup> bureau, 1<sup>re</sup> organisation, t. 1, p. 44 ; — secrétaire du 3<sup>e</sup> bureau, 3<sup>e</sup> organisation, t. 2, p. 352. — Est nommé membre : d'une commission chargée d'examiner une loi relative à un échange d'immeubles, t. 2, p. 422 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte relatif à des échanges d'immeubles entre la Liste civile et divers particuliers, t. 4, p. 414.
- GRIVEL (M. le vice-amiral baron). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 2, p. 173.
- GROSOLLES-FLAMARENS (M. le comte DE). — Est nommé : vice-secrétaire du 4<sup>e</sup> bureau, 1<sup>re</sup> organisation, t. 1, p. 44 ; — vice-secrétaire du 2<sup>e</sup> bureau, 2<sup>e</sup> organisation, t. 1, p. 367 ; — secrétaire du 3<sup>e</sup> bureau, 4<sup>e</sup> organisation, t. 3, p. 2 ; — secrétaire du 3<sup>e</sup> bureau, 5<sup>e</sup> organisation, t. 3, p. 375 ; — secrétaire du 2<sup>e</sup> bureau, 6<sup>e</sup> organisation, t. 4, p. 649. — Est nommé membre : de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 1, p. 561 ; t. 2, p. 354, 552 ; — de commissions chargées d'examiner des lois relatives à des échanges d'immeubles, t. 2, p. 701 ; t. 3, p. 501. — Est entendu : sur une pétition relative à l'allaitement obligatoire des enfants par la mère, t. 3,

p. 228; — sur une pétition relative aux armoiries des villes de France, t. 3, p. 252, 254, 255. — Réclame contre une erreur du compte rendu analytique de ces dernières observations, t. 3, p. 259.

**GUDIN** (M. le général comte). — Est désigné, par le sort, pour faire partie d'une commission chargée de vérifier la constitutionnalité de décrets nommant de nouveaux sénateurs, t. 1, p. 24. — Fait un rapport au nom de cette commission, t. 1, p. 25. — Est nommé membre : d'une commission chargée d'examiner une loi relative à un échange d'immeubles, t. 1, p. 369; — de la 4<sup>e</sup> commission des pétitions, t. 3, p. 3; — d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 3, p. 376. — Fait des rapports de pétitions, t. 3, p. 637. — Est entendu, comme rapporteur, sur des pétitions relatives à l'interprétation de l'article 13 de la loi de 1832 sur le recrutement, en ce qui concerne l'exemption accordée au frère ayant un frère sous les drapeaux, t. 3, p. 648.

## H

### *Hannetons.*

1. — Pétition du sieur Prud'homme, présentant un moyen d'arriver à la destruction des hannetons. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 2, p. 240. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Denis, demandant qu'une loi soit édictée pour assurer la destruction des hannetons. — Rapport par M. Larabit, t. 4, p. 205. — Observations de M. Gaudin, *commissaire du Gouvernement*, p. 207. — Renvoi au ministre de l'intérieur et au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

**HAUSSMANN** (M. le baron). — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 15 mars, t. 1, p. 264. — Est nommé membre : de la 1<sup>re</sup> commission des pétitions, t. 1, p. 45; — de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte modifiant l'article 26 de la Constitution, t. 1, p. 46. — Fait des rapports de pétitions, t. 3, p. 120. —

Est entendu sur des pétitions relatives au déplacement des cimetières de Paris, t. 2, p. 93.

**HERBET (M.)**, *conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération des lois de finances pour l'exercice 1868, t. 5, p. 408. — Est entendu sur ces lois, t. 5, p. 450.

**HEURTIER (M.)**, *conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération : de la loi relative à la garantie des inventions susceptibles d'être brevetées et des dessins de fabrique qui seront admis à l'Exposition universelle, t. 2, p. 19; — de lois d'intérêt local, t. 5, p. 234.

#### Hommages au Sénat.

1. — Par M. le baron de Chapnys-Montlaville, d'une *Étude sur l'abbaye royale de Tournus*, publiée par son fils dans le courant de 1866, du compte-rendu qu'il a adressé à ses électeurs quinze jours à peine avant sa mort, et d'une notice que M. Guillabert, sous-préfet d'Ambert, a consacrée à sa mémoire, t. 1, p. 47.

2. — Par M. Amédée Thierry, de son ouvrage : *La Société chrétienne à Rome, et l'Émigration romaine en Terre-Sainte*, t. 1, p. 473.

3. — Par M. Steenackers, de son ouvrage : *Histoire des ordres de chevalerie et des distinctions honorifiques en France*, t. 2, p. 280.

**HUBERT-DELSLE (M.)**, *l'un des vice-secrétaires*. — Est élu vice-secrétaire pour la session de 1867, t. 1, p. 27. — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 2 avril, t. 2, p. 18. — Est nommé membre : de la 1<sup>re</sup> commission des pétitions, t. 1, p. 45; — de la commission chargée d'examiner la loi relative aux sociétés, t. 3, p. 500. — Fait un rapport sur cette loi, t. 4, p. 621. — Fait des rapports de pétitions, t. 2, p. 280, 307, 483 (matres de la marine), 499, 643, 638; t. 3, p. 207; t. 4, p. 153. — Est entendu : sur le projet de sénatus-consulte modifiant l'article 26 de la Constitution, t. 1, p. 190; — sur une pétition réclamant la fermeture de la maison de jeu de Mo-

naco, t. 2, p. 410, 418; — comme rapporteur, sur une pétition sollicitant l'intervention du Gouvernement en faveur des pays ruinés par la maladie des vers à soie, t. 2, p. 498; — comme rapporteur, sur des pétitions relatives aux maîtres de professions de la marine, t. 2, p. 554, 555, 574; — comme rapporteur, sur une pétition demandant que la contenance des fûts, pour la vente au poids ou à la mesure, soit indiquée sur le fût lui-même, t. 2, p. 650; — sur une pétition relative à la navigation sur les canaux, t. 5, p. 186, 207; — dans un incident sur le renvoi à la commission chargée d'examiner la loi relative aux suppléments de crédits de l'exercice 1867, du budget ordinaire de 1868, t. 5, p. 222.

*Huiles minérales.* — Pétition du sieur Alibert, demandant la prohibition de l'éclairage par le gaz et les huiles minérales. — Rapport par M. Élie de Beaumont, t. 1, p. 312. — Ordre du jour.

*Huissiers.*

1. — Pétition du sieur Lorchat, signalant des irrégularités commises par les huissiers dans la signification de leurs actes, et proposant, pour y remédier, l'augmentation du nombre des charges d'huissier. — Rapport par M. Suin, t. 1, p. 500. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Dubuc, demandant qu'il soit permis aux huissiers d'assister comme conseil et de représenter les parties en qualité de procureurs fondés dans les causes portées devant la justice de paix. — Rapport par M. Suin, t. 2, p. 723. — Ordre du jour.

*Husson (M. le général).* — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 46.

*Hypothèques.* — Pétition relative à l'inscription des hypothèques des femmes mariées, des mineurs, etc. — (Voy. Code Napoléon, nos 2 et 3.)

I

*Impératrice (S. M. I.)* — Pétitions demandant : les deux premières que la dignité de grand'croix de la Légion d'honneur soit

conférée à l'Impératrice ; une autre, que la fête de l'Impératrice soit déclarée fête nationale ; une quatrième, qu'il soit élevé dans chaque ville un monument en son honneur, pour la récompenser de son dévouement dans les épidémies. — Rapport par M. Lefebvre-Duroullé, t. 2, p. 23. — Ordre du jour.

*Impôt mobilier.* — Pétitions réclamant contre l'inégalité de la répartition de l'impôt mobilier, qui serait plus fort à Marseille qu'à Paris. — Rapport par M. le procureur général comte de Casabianca, t. 4, p. 182. — Ordre du jour.

*Impôts.*

1. — Pétition du sieur Boulanger-Patte, réclamant la création d'un nouvel impôt destiné à assurer un petit bien-être aux anciens soldats ou à leur famille. — Rapport par M. le général vicomte de La Hitte, t. 1, p. 299. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Boullanger, ayant pour objet la création d'un impôt sur les oiseaux en cage. — Rapport par M. Reveil, t. 1, p. 321. — Ordre du jour.

3. — Pétition du sieur Gosset, demandant l'abolition de tous les impôts indirects. — Rapport par M. le marquis de La Grange, t. 5, p. 46. — Ordre du jour.

*Incompatibilité.* — Pétitions demandant qu'il y ait incompatibilité : 1° entre les fonctions de notaire et celles de suppléant de juge de paix ; 2° entre les fonctions de juge de paix et le mandat de conseiller général. — (Voy. Juges de paix, nos 1 et 3).

*Inconstitutionnalité.*

1. — Pétition signalant comme inconstitutionnelles les lois sur la presse, le droit de réunion, le colportage, etc. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 196. — Question préalable.

2. — Pétition de M. le baron Coppens, dénonçant comme inconstitutionnel un décret du 3 mars 1866, ordonnant, au profit de son épouse, séparée de corps, le prélèvement annuel d'une somme de 1500 fr. sur une rente immobilière résultant d'un majorat constitué en faveur du sieur Coppens père. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 629. — Question préalable.

3. — Pétition du prince Radziwill, sujet autrichien, dénonçant comme inconstitutionnel un arrêté ministériel lui enjoignant de quitter le territoire français. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 3, p. 289. — Question préalable.

*Indemnités.*

1. — Pétition du sieur André, demandant que la compagnie du gaz, la *Provençale*, soit indemnisée des pertes que lui aurait fait subir l'administration municipale de Marseille. — Rapport par M. Dumas, t. 1, p. 412. — Observations de MM. le comte Boulay de la Meurthe et le rapporteur, p. 415, 416. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Sirotteau, demandant une indemnité à payer par la ville de Saint-Étienne, responsable de la faillite de la compagnie immobilière de cette ville. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 82. — Ordre du jour.

3. — Pétition du sieur Prieu, qui se plaint d'avoir été illicitement dépouillé de tous ses biens par les autorités d'I-taquï, et qui sollicite une intervention diplomatique auprès du gouvernement brésilien pour obtenir une indemnité. — Rapport par M. le comte de Béarn, t. 2, p. 451. — Ordre du jour.

4. — Pétition du sieur Héraudet, demandant une indemnité en faveur des membres de la légion de Juillet. — Rapport par M. Reveil, t. 3, p. 13. — Ordre du jour.

5. — Pétition du sieur Richard, réclamant contre un décret rendu en Conseil d'État, qui a empêché l'exécution d'un traité conclu par lui avec la compagnie du chemin de fer de Lyon, pour le transport des voyageurs à la gare de Fontainebleau, et demandant une indemnité. — Rapport par M. le marquis de Chasseloup-Laubat, t. 4, p. 160. — Ordre du jour.

6. — Pétition du sieur Debain, réclamant une indemnité pour le préjudice qui lui serait causé par la loi du 16 mai 1866, sur les instruments de musique mécaniques. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 5, p. 121. — Ordre du jour.

7. — Pétition du sieur Achille Olivari, réclamant une in-

démnité à raison d'une fourniture de blés faite par son père à l'armée d'Italie, sous le Directoire, et dont le prix n'aurait jamais été payé. — Rapport par M. le baron Haussmann, t. 3, p. 125. — Ordre du jour.

*Industrie.* — Pétition du sieur David, demandant la création dans les cités industrielles de musées d'art industriel. — Rapport par M. Élie de Beaumont, t. 1, p. 311. — Ordre du jour.

*INGRES (M.).* — M. le Président annonce son décès, t. 1, p. 34.

*Inhumations.*

1. — Pétitions présentant divers moyens de prévenir les inhumations précipitées. — Rapport par M. Amédée Thayer, t. 2, p. 445. — Discussion : MM. le vicomte de de Barral, p. 447, 450; le baron Dupin, p. 448; Genteur, *commissaire du Gouvernement*, p. 449. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Bellot, demandant que l'autorisation du maire ne soit pas nécessaire pour procéder aux inhumations dans les propriétés privées. — Rapport par M. de Mentque, t. 3, p. 245. — Ordre du jour.

3. — Pétition du sieur Durbach, demandant qu'on fasse subir à chaque personne, avant de l'inhumer, une opération de nature à déterminer certainement la mort. — Rapport par M. le duc de Padoue, t. 5, p. 158. — Ordre du jour.

*Inondations.* — Pétition indiquant le reboisement des montagnes comme moyen de prévenir les inondations. — (*Voy. Reboisement*).

*Inscriptions.* — Pétition d'habitants de Fontainebleau (Seine-et-Marne), demandant, dans un but de concorde universelle, la suppression de toute inscription placée sur la voie publique, et pouvant rappeler aux étrangers leurs défaites. — Rapport par M. Réveil, t. 2, p. 179. — Ordre du jour.

*Instituteurs.*

1. — Pétition du sieur Callon, demandant qu'il soit dé-

livré gratuitement à tous les instituteurs un journal paraissant deux fois par semaine, et contenant tous les actes officiels relatifs à l'instruction primaire. — Rapport par M. Reveil, t. 1, p. 304. — Ordre du jour.

2. — Pétitions réclamant diverses mesures de nature à améliorer la situation des instituteurs. — Rapport par M. de Mentque, t. 1, p. 347. — Ordre du jour. = Rapport par M. Reveil, t. 1, p. 510. — Ordre du jour.

3. — Pétitions demandant l'admission à la retraite pour les instituteurs après trente ans de service, sans condition d'âge. — Rapports par M. le procureur général comte de Casabianca, t. 3, p. 109; t. 4, p. 184. — Ordre du jour.

4. — Pétition de cinq habitants de Trégourez (Finistère), prétendant que l'administration n'envoie dans leur commune que des instituteurs indignes, par leur incapacité et leur immoralité, d'exercer leurs fonctions. — Rapport par M. Silvestre de Sacy, t. 3, p. 344. — Ordre du jour.

*Instruction primaire.* — (Voy. Enseignement primaire).

*Instruments de musique mécaniques.* — Pétition du sieur Debain, réclamant une indemnité pour le préjudice que lui cause la loi sur les instruments de musique mécaniques. — (Voy. Indemnités, n<sup>o</sup> 6).

*Intendance militaire.* — Pétition du sieur Caron, demandant des modifications au système d'organisation de l'administration de l'armée et de l'intendance. — Rapport par M. le général comte de La Ruë, t. 2, p. 509. — Ordre du jour.

*Intérêt de l'argent.* — Pétition du sieur Breton, réclamant l'abrogation de la loi de 1807, sur le taux de l'intérêt, en faveur de l'agriculture et du commerce. — Rapport par M. le procureur général comte de Casabianca, t. 4, p. 176. — Ordre du jour.

*Invalides civils.* — Pétition du sieur Quillet, demandant la création d'un hôtel des invalides civils pour les deux sexes. — Rapport par M. de Mentque, t. 3, p. 669. — Ordre du jour.

*Inventions.* — Loi relative à la garantie des inventions susceptibles d'être brevetées, et des dessins de fabrique qui



seront admis à l'Exposition universelle. — (*Voy.* Exposition).

*Irrigation.* — Pétition relative au canal d'irrigation, dit Canal Cavour. — (*Voy.* Canal Cavour).

## J

JOLIBOIS (M.), *conseiller d'État.* — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération de lois d'intérêt local, t. 2, p. 24, 427; t. 3, p. 92; t. 5, p. 291.

### *Juges de paix.*

1. — Pétition du sieur Boucher, demandant que l'incompatibilité soit déclarée entre les fonctions de notaire et celles de suppléant du juge de paix. — Rapport par M. Suin, t. 1, p. 504. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Mathieu, demandant la création de comités de conciliation assistant les juges de paix. — Rapport par M. Reveil, t. 2, p. 183. — Ordre du jour.

3. — Pétition demandant que les fonctions de juge de paix soient déclarées incompatibles avec le mandat de conseiller général ou de conseiller d'arrondissement. — Rapport par M. de Vuillefroy, t. 3, p. 181. — Discussion : S. Ex. M. Baroche, *ministre de la justice et des cultes*, p. 183, 193; MM. le rapporteur, p. 189; Rouland, p. 194. — Renvoi au ministre de la justice et au ministre de l'intérieur.

### *Jurés.*

1. — Pétition du sieur Gariel, relative à la répartition par canton du nombre des jurés, et proposant de leur allouer une indemnité journalière pendant le temps des sessions. — Rapport par M. le premier président Devienne, t. 2, p. 174. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Desfeux demandant que les jurés reçoivent une indemnité pendant le temps des sessions. — Rapport par M. Suin, t. 3, p. 144. — Ordre du jour.

## L

**LA BÉDOYÈRE** (M. le comte DE). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 5, p. 227. — Est nommé membre d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 4, p. 6.

**LACAZE** (M.). — Est nommé vice-secrétaire du 2<sup>e</sup> bureau, 6<sup>e</sup> organisation, t. 4, p. 649. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner la loi relative à la contrainte par corps, t. 2, p. 354 ; — de la 4<sup>e</sup> commission des pétitions, t. 3, p. 3 ; — de la commission chargée d'examiner la loi sur les conseils municipaux, t. 3, p. 198. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 329. — Demande que le vote sur la question de savoir si une loi sera renvoyée à une seconde délibération du Corps législatif ait toujours lieu au scrutin, t. 2, p. 5. — Est entendu sur la loi relative à la contrainte par corps, t. 4, p. 587. — Réclame contre des inexactitudes du compte rendu de son discours sur la contrainte par corps, t. 4, p. 646.

**LADMIRAULT** (M. le général DE). — Nommé sénateur par décret du 14 décembre 1866. — Prête serment à la séance d'ouverture, t. 1, p. 49. — Est admis, p. 26. — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 264 ; t. 2, p. 352.

**LADOUCKETTE** (M. le baron DE). — Est nommé : secrétaire du 5<sup>e</sup> bureau, 2<sup>e</sup> organisation, t. 1, p. 368 ; — secrétaire du 4<sup>e</sup> bureau, 3<sup>e</sup> organisation, t. 2, p. 352. — Est nommé membre : de la 1<sup>re</sup> commission des pétitions, t. 1, p. 45 ; — de la commission chargée d'examiner la loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1863, t. 1, p. 560 ; — de la 3<sup>e</sup> commission des pétitions, t. 2, p. 353 ; — d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 423 ; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à la répression des fraudes dans la vente des engrais, t. 2, p. 620 ; — de la commission chargée d'examiner la loi ayant pour objet de porter de 4 247 000 fr. à 5 207 000 fr. le maximum de la part contributive de

- l'État dans la dépense annuelle de la police municipale de Paris, t. 4, p. 4; — de la 6<sup>e</sup> commission des pétitions, t. 4, p. 630. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 102; t. 2, p. 155, 166, 226, 238, 249, 256, 373, 407, 673; t. 3, p. 270, 439. — Est entendu : comme rapporteur, sur une pétition réclamant contre la destruction des bois appartenant à la commune d'Éguilles (Bouches-du-Rhône), t. 2, p. 162, 163; — comme rapporteur, sur des pétitions réclamant contre le retard apporté à l'exécution du chemin de fer d'Avignon à Gap, t. 2, p. 404; — comme rapporteur, sur une pétition réclamant la fermeture de la maison de jeu de Monaco, t. 2, p. 413, — sur une pétition demandant qu'on inscrive sur chaque fût sa contenance, soit au poids, soit à la mesure, t. 2, p. 661.
- LA GUÉRONNIÈRE (M. le vicomte DE). — Est nommé : secrétaire du 4<sup>e</sup> bureau, 1<sup>re</sup> organisation, t. 1, p. 44; — secrétaire du 3<sup>e</sup> bureau, 4<sup>e</sup> organisation, t. 3, p. 3. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte modifiant l'article 26 de la Constitution, t. 1, p. 46; — de la 3<sup>e</sup> commission des pétitions, t. 2, p. 353; — de la commission chargée d'examiner la loi ayant pour objet de porter de 4 247 000 fr. à 5 207 000 fr. le maximum de la part contributive de l'État dans la dépense annuelle de la police municipale de Paris, t. 4, p. 4. — Dépose des rapports de pétitions (peine de mort), t. 3, p. 452; (canal Cavour), t. 3, p. 483. — Est entendu dans la discussion sur le projet de sénatus-consulte modifiant l'article 26 de la Constitution, t. 1, p. 209.
- LA HIRRE (M. le général vicomte DE). — Est nommé : vice-président du 2<sup>e</sup> bureau, 2<sup>e</sup> organisation, t. 1, p. 367; — vice-président du 3<sup>e</sup> bureau, 3<sup>e</sup> organisation, t. 2, p. 352; — président du 1<sup>er</sup> bureau, 6<sup>e</sup> organisation, t. 4, p. 649. — Est nommé membre : de commissions chargées d'examiner des lois relatives à des échanges d'immeubles, t. 1, p. 369; t. 4, p. 5; — d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 3, p. 87; — de la commission chargée d'examiner un projet de sénatus-consulte relatif à des échanges d'immeubles entre la Liste civile et divers particuliers, t. 4, p. 414. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 293, 299, 323. — Fait un rapport sur la loi relative à un échange

de terrains entre l'État et la ville de Saverne (Bas-Rhin), t. 1, p. 370. — Est entendu : comme rapporteur, sur une pétition réclamant pour les conducteurs des ponts et chaussées la faculté de concourir pour l'admission à l'École polytechnique, t. 1, p. 525; — sur une pétition relative à l'assimilation des gardes du génie et de l'artillerie avec les officiers de ces corps, t. 3, p. 217.

**Lamartine (M. de).** — Loi relative à une récompense nationale à accorder à M. de Lamartine. — (Voy. Récompense nationale).

**LAPLACE (M. le général marquis de).** — Est nommé : président du 1<sup>er</sup> bureau, 3<sup>e</sup> organisation, t. 3, p. 374; — vice-président du 4<sup>e</sup> bureau, 6<sup>e</sup> organisation, t. 4, p. 650. — Est nommé membre : de la commission de comptabilité, t. 1, p. 45; — d'une commission chargée d'examiner une loi relative à un échange d'immeubles, t. 1, p. 369; — de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 422; t. 3, p. 160, 376, 504; t. 4, p. 651; t. 5, p. 53, 290; — de la 5<sup>e</sup> commission des pétitions, t. 3, p. 375. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 322, 334, 345, 484, 538. — Fait des rapports : sur des lois d'intérêt local, t. 2, p. 480; t. 3, p. 205, 616. — Est entendu : comme rapporteur, sur une pétition réclamant l'établissement de ports de refuge sur le littoral, et notamment à l'embouchure du Rhône, t. 1, p. 331, 333; — sur une pétition relative à l'étalon monétaire, et demandant que le gramme d'or soit pris pour unité, t. 1, p. 342, 343; — sur des pétitions relatives à l'interprétation de l'article 13 de la loi de 1832 sur le recrutement, en ce qui concerne l'exemption du frère ayant un frère sous les drapeaux, t. 1, p. 396; t. 3, p. 648; — sur une pétition relative à l'assimilation entre les gardes d'artillerie et du génie et les officiers de ces corps, t. 3, p. 216.

**LABABIT (M.).** — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 5, p. 227. — Est nommé membre : de la 2<sup>e</sup> commission des pétitions, t. 1, p. 368; — de la commission chargée d'examiner la loi sur l'enseignement primaire, *ibid.*; — d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 3, p. 4. — Fait un rapport sur la loi relative à l'ensei-

guement primaire, t. 1, p. 361. — Fait un rapport collectif sur quarante deux pétitions, t. 4, p. 185. — Est entendu : sur une pétition réclamant contre le retard apporté à l'exécution du chemin de fer d'Avignon à Gap, t. 2, p. 384 ; — comme rapporteur, sur une pétition réclamant la suppression des délais exigés entre chaque examen de droit, t. 4, p. 198.

LA ROCHELAQUELEIN (M. le marquis DE). — M. le Président annonce son décès, t. 1, p. 32.

LA RUE (M. le général comte DE). — Est nommé vice-président du 3<sup>e</sup> bureau, 2<sup>e</sup> organisation, t. 1, p. 367 ; — vice-secrétaire du 5<sup>e</sup> bureau, 6<sup>e</sup> organisation, t. 6, p. 650. — Est nommé membre : de la 2<sup>e</sup> commission des pétitions, t. 1, p. 368 ; — de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 1, p. 561 ; t. 2, p. 355, 552 ; — de commissions chargées d'examiner des lois relatives à des échanges d'immeubles, t. 2, p. 701 ; t. 3, p. 4, 160 ; t. 4, p. 5 ; — de la 5<sup>e</sup> commission des pétitions, t. 3, p. 375 ; — de la commission chargée d'examiner la loi relative au régime commercial de l'Algérie, t. 4, p. 218 ; — de la commission chargée d'examiner la loi sur les suppléments de crédits de l'exercice 1867, t. 4, p. 414. — Fait des rapports de pétitions, t. 2, p. 190, 194, 304 ; t. 5, p. 164. — Est entendu : sur le projet de loi relatif au régime commercial de l'Algérie, t. 4, p. 422 ; — dans un incident relatif à l'ajournement de la discussion sur une pétition relative à l'octroi de Paris, t. 5, p. 361, 362.

LAVENAY (M. DE), *président de section au Conseil d'État*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération : de la loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1863, t. 2, p. 357 ; — de la loi relative aux suppléments de crédits de l'exercice 1866, t. 4, p. 348 ; — des lois de finances pour l'exercice 1868, t. 5, p. 294, 408.

LEBRUN (M.). — Est nommé : président du 5<sup>e</sup> bureau, 1<sup>re</sup> organisation, t. 1, p. 45 ; — président du 1<sup>er</sup> bureau, 3<sup>e</sup> organisation, t. 2, p. 352. — Est nommé membre de la commission chargée d'examiner la loi accordant une récompense nationale à M. de Lamartine, t. 2, p. 354.

**LEFEBVRE-DURUFLÉ (M.).** — Est nommé vice-président du 5<sup>e</sup> bureau, 3<sup>e</sup> organisation, t. 2, p. 353. — Est nommé membre : de la 1<sup>re</sup> commission des pétitions, t. 1, p. 45 ; — de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 353 ; t. 5, p. 227 ; — de la 4<sup>e</sup> commission des pétitions, t. 3, p. 3. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 282 ; t. 2, p. 215 ; t. 3, p. 46, 444 (brevets d'invention). — Fait un rapport sur des lois d'intérêt local, t. 2, p. 427. — Est entendu, comme rapporteur, sur une pétition relative aux opérations de bourse, t. 1, p. 284, 285 ; — sur une pétition demandant qu'on inscrive sur chaque fût sa contenance, soit au poids, soit à la mesure, t. 2, p. 663 ; — comme rapporteur, sur des pétitions réclamant diverses modifications à la loi sur les brevets d'invention, t. 3, p. 562, 574 ; — sur une pétition relative au régime des aliénés, t. 4, p. 406 ; — sur une pétition demandant qu'on puisse attacher un caractère authentique à certaines dépêches télégraphiques, t. 5, p. 175, 176 ; — sur une pétition relative aux examens du baccalauréat, t. 5, p. 268.

*Légion d'honneur.* — Pétition du baron Papion du Château, réclamant le traitement de la Légion d'honneur pour les anciens militaires décorés après avoir quitté le service. — Rapport par M. Reveil, t. 1, p. 518. — Ordre du jour.

*Legs.* — Pétition de l'abbé Vignier, réclamant contre les lenteurs d'instruction des demandes formées par les congrégations religieuses à fin d'acceptation des dons et legs qui leur sont faits, et demandant que les supérieurs des congrégations religieuses légalement reconnues puissent accepter provisoirement tout legs ou donation. — Rapport par M. Silvestre de Sacy, t. 3, p. 463. — Discussion : MM. Genteur, *commissaire du Gouvernement*, p. 467 ; le président Bonjean, p. 472, 490 ; le rapporteur, p. 476, 492, 494 ; le comte Boulay de la Meurthe, p. 480, 493 ; Tourangin, p. 486, 494 ; le baron Ernest Leroy, p. 489, 495. — Renvoi au ministre de la justice et des cultes de la première partie ; ordre du jour sur la seconde.

**LE MAROIS (M. le comte).** — Est désigné, par le sort, pour faire partie d'une commission chargée de vérifier la

constitutionnalité de décrets nommant de nouveaux sénateurs, t. 1, p. 24.

**LENORMANT (M.), conseiller d'État.** — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération : de la loi relative à la naturalisation, t. 3, p. 321 ; — de la loi relative à la révision des procès criminels et correctionnels, t. 3, p. 408 ; — des lois de finances pour l'exercice 1868, t. 5, p. 408.

**LEHOY (M. le baron ERNEST).** — Est nommé membre : d'une commission chargée d'examiner une loi relative à un échange d'immeubles, t. 1, p. 560 ; — de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 3, p. 376 ; t. 4, p. 414 ; — de la commission chargée d'examiner la loi relative au régime commercial de l'Algérie, t. 4, p. 218 ; — de la 6<sup>e</sup> commission des pétitions, t. 4, p. 650. — Est entendu : sur des pétitions relatives à l'interprétation de l'article 13 de la loi de 1832, sur le recrutement, en ce qui concerne l'exemption accordée au frère ayant un frère sous les drapeaux, t. 1, p. 391, 402 ; t. 3, p. 637 ; — sur une pétition relative à l'instruction à fin d'acceptation des dons et legs faits aux communautés religieuses, t. 3, p. 489, 493 ; — sur une pétition relative au régime des aliénés, t. 4, p. 399.

**LE ROY DE SAINT-ARNAUD (M.).** — Est nommé : secrétaire du 1<sup>er</sup> bureau, 1<sup>re</sup> organisation, t. 1, p. 44 ; — vice-secrétaire du 2<sup>e</sup> bureau, 3<sup>e</sup> organisation, t. 2, p. 352. — Est nommé membre : de la 1<sup>re</sup> commission des pétitions, t. 1, p. 43 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte modifiant l'article 26 de la Constitution, t. 1, p. 46 ; — de la commission chargée d'examiner la loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1863, t. 1, p. 560 ; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à la garantie des inventions susceptibles d'être brevetées, et des dessins de fabrique qui seront admis à l'Exposition universelle, t. 2, p. 18 ; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à la révision des procès criminels et correctionnels, t. 3, p. 3 ; — de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 3, p. 160 ; t. 5, p. 130, 227, 290 ; — de la com-

mission chargée d'examiner la loi relative à la naturalisation, t. 3, p. 198; — de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte relatif au mariage des étrangers immigrants dans les colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, t. 3, p. 376; — de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte relatif à des échanges d'immeubles entre la Liste civile et divers particuliers, t. 4, p. 413; — de la 6<sup>e</sup> commission des pétitions, t. 6, p. 650. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 548 (retraites ecclésiastiques); t. 2, p. 47, 58, 73, 81, 196, 462, 629, 685; t. 3, p. 282; t. 5, p. 45. — Fait des rapports : sur le projet de sénatus-consulte relatif à des échanges d'immeubles de la Liste civile, t. 4, p. 535; — sur des lois d'intérêt local, t. 5, p. 155, 291. — Est entendu : comme rapporteur, sur une pétition réclamant l'interdiction de l'usage des allumettes chimiques ordinaires, t. 2, p. 55; — comme rapporteur, sur une pétition demandant l'intervention du Gouvernement dans le rachat du chemin de fer de Lyon à Sathonay, t. 2, p. 69; — comme rapporteur, sur une pétition relative aux pensions de retraite pour les ecclésiastiques, t. 2, p. 150; — sur une pétition réclamant la constatation à domicile des naissances, t. 3, p. 136; — sur des pétitions relatives à la chasse, t. 3, p. 150; — sur des pétitions réclamant diverses modifications à la loi sur les brevets d'invention, t. 3, p. 562; — sur la loi relative à la contrainte par corps, t. 4, p. 737.

LESSERS (M. le comte DE). — Est nommé : vice-secrétaire du 2<sup>e</sup> bureau, 4<sup>e</sup> organisation, t. 3, p. 2; — vice-secrétaire du 4<sup>e</sup> bureau, 6<sup>e</sup> organisation, t. 4, p. 650. — Est nommé membre : de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 1, p. 561; t. 2, p. 354, 422, 552; t. 4, p. 415; — de commissions chargées d'examiner des lois relatives à des échanges d'immeubles, t. 2, p. 700; t. 3, p. 160; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à la naturalisation, t. 3, p. 198; — de la commission chargée d'examiner la loi relative au régime commercial de l'Algérie, t. 4, p. 218.

LESTIBOUDOIS (M.), *conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération : de



la loi ayant pour objet de modifier le tarif perçu par la compagnie des thermes de Plombières, t. 3, p. 610; — de la loi relative à la répression des fraudes dans la vente des engrais, t. 5, p. 73. — Dépose le projet de sénatus-consulte ayant pour objet d'autoriser des échanges d'immeubles entre la Liste civile et divers particuliers, t. 4, p. 327.

LE VERRIER (M.). — Est nommé secrétaire du 1<sup>er</sup> bureau, 5<sup>e</sup> organisation, t. 4, p. 367. — Est nommé membre de la 5<sup>e</sup> commission des pétitions, t. 3, p. 375. — Demande l'ajournement de la discussion sur une pétition relative à la surveillance à exercer sur les bureaux de nourrices, t. 4, p. 588, 592. — Est entendu sur cette pétition, t. 4, p. 630. — Demande que le texte des lois soit, comme par le passé, lu avant le vote, t. 2, p. 25, 29. — Est entendu : sur une pétition réclamant contre la destruction des bois appartenant à la commune d'Éguilles (Bouches-du-Rhône), t. 2, p. 160, 164; — à l'occasion d'une pétition relative au chemin de fer d'Avignon à Gap, sur le retard apporté à la construction du chemin de fer de Paris à Granville, t. 2, p. 385, 398; — sur une pétition réclamant la fermeture de la maison de jeu de Monaco, t. 2, p. 415, 416; — sur des pétitions relatives aux maîtres de professions de la marine, t. 5, p. 555, 557, 566, 616; — sur une pétition relative aux brocanteurs du marché du Temple, t. 3, p. 632; — sur des pétitions relatives à l'interprétation de l'article 13 de la loi de 1832, sur le recrutement, en ce qui concerne l'exemption accordée au frère ayant un frère sous les drapeaux, t. 3, p. 667, 668. — Réclame contre le compte rendu *in extenso* de ses précédentes observations, qui lui fait dire que l'avis du Sénat n'est pas obligatoire quand il a dit précisément le contraire, t. 4, p. 3. — Est entendu : sur une pétition demandant que les délais exigés entre chaque examen de droit soient supprimés, t. 4, p. 198; — en comité secret, sur le projet de budget des dépenses du Sénat pour l'exercice 1868, t. 4, p. 373, 377, 386, 390; — sur une pétition relative aux examens du baccalauréat, t. 5, p. 265, 271, 280.

L'HÔPITAL (M.), *conseiller d'État*. — Est désigné, comme commissaire du Gouvernement, pour prendre part à la

discussion des pétitions pendant la session de 1867, t. 1, p. 23. — Assiste, en la même qualité, à la délibération : de lois relatives à des échanges d'immeubles, t. 1, p. 370; t. 2, p. 22; t. 3, p. 8; — de la loi relative à une récompense nationale à accorder à M. de Lamartine, t. 2, p. 423; — de lois d'intérêt local, t. 3, p. 329; t. 4, p. 223, 368. — Est entendu : sur une pétition réclamant l'abaissement du droit de contrôle sur les ouvrages d'or vendus en France, t. 1, p. 315; — sur des pétitions relatives au remplacement des valeurs au porteur perdues ou volées, t. 2, p. 79; — sur une pétition relative au recouvrement, par la poste, des effets de minime valeur, t. 3, p. 101.

**LISLE DE SIRY** (M. le marquis DE). — Nommé sénateur par décret du 22 janvier 1867. — Prête serment à la séance d'ouverture, t. 1, p. 19. — Est admis, t. 1, p. 26. — Est nommé membre : d'une commission chargée d'examiner une loi relative à un échange d'immeubles, t. 3, p. 4; — de la 5<sup>e</sup> commission des pétitions, t. 3, p. 373.

*Logement des militaires.* — Pétition du sieur Lorieux, réclamant, pour les journaliers, l'exemption de loger les militaires de passage. — Rapport par M. le général vicomte de La Hitte, t. 1, p. 293. — Ordre du jour.

*Loyers (Cherté des).* — Pétition du sieur Lamothe, appelant l'attention du Sénat sur la cherté des loyers, et proposant, comme remède, de faire peser l'impôt aussi bien sur les locaux non loués que sur ceux occupés. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 3, p. 366. — Ordre du jour.

**Luxembourg (Grand duché de).** — Communication du Gouvernement au sujet de la question du Luxembourg, t. 2, p. 170. — Dépôt d'une demande d'interpellation, t. 2, p. 172. — Retrait de la demande d'interpellation, t. 2, p. 173. — Nouvelle communication du Gouvernement sur le même sujet, t. 2, p. 443. — Observations de M. le baron Dupin sur l'ordre suivi dans ces communications, le Corps législatif en ayant été saisi avant le Sénat, t. 2, p. 474. — Communication des résultats de la conférence de Londres, t. 2, p. 695.

*Luxembourg (Jardin du).* — Pétition du sieur Robin, proposant un projet de transformation du jardin du Luxembourg. — Rapport par M. Lefebvre-Durufié, t. 3, p. 53. — Ordre du jour.

*LYAUTEY (M. le général).* — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 117; t. 2, p. 699.

## M

*Magistrature.* — Pétitions demandant l'abrogation du décret de 1852, qui fixe une limite d'âge pour les magistrats. — Rapport par M. de Vuillefroy sur de nouvelles pétitions envoyées en 1865 et 1866, t. 3, p. 618. — Ordre du jour sur ces pétitions et sur celles rapportées en 1864.

*Maîtres de la marine.* — (Voy. Marine).

*MALLET (M. le comte).* — Est nommé président du 5<sup>e</sup> bureau 2<sup>e</sup> organisation, t. 1, p. 368. — Est nommé membre : de la commission de comptabilité, t. 1, p. 45; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à la garantie des inventions susceptibles d'être brevetées, et des dessins de fabrique qui seront admis à l'Exposition universelle, t. 2, p. 18; — d'une commission chargée d'examiner une loi relative à un échange d'immeubles, t. 3, p. 4; — de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 3, p. 261, 501. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 288.

*MANCEAUX (M.), conseiller d'État.* — Est désigné, comme commissaire du Gouvernement, pour prendre part à la discussion des pétitions pendant la session de 1867, t. 1, p. 23. — Assiste, en la même qualité, à la délibération de la loi relative à la naturalisation, t. 3, p. 321. — Demande l'ajournement de la discussion sur une pétition relative à la création de retraites pour les membres du clergé, t. 1, p. 556. — Est entendu sur une pétition relative aux maîtres de professions de la marine, t. 2, p. 583, 615.

*Mandat.* — Pétition demandant la modification de l'article 1134 du Code Napoléon. — (*Voy.* Code Napoléon, n° 3).

*Marine.* — Pétition demandant l'assimilation complète entre les premiers maîtres et les maîtres dits *de profession*. — Rapport par M. Hubert-Delisle, t. 2, p. 483. — Ajournement, p. 494. — Discussion : MM. le rapporteur, p. 554, 555, 574 ; Le Verrier, p. 553, 557, 563, 566, 616 ; S. Ex. l'amiral Rigault de Genouilly, p. 565, 609 ; MM. Manceaux, *commissaire du Gouvernement*, p. 583, 615 ; le vice-amiral comte Bouët-Willaumez, p. 598 ; le général Cousin de Montauban, comte de Palikao, p. 612. — Ordre du jour.

MARNAS (M. DE), *conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération de la loi relative à la contrainte par corps, t. 4, p. 537, 631.

MARTIMPREY (M. le général vicomte DE). — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 7 mars, t. 1, p. 46.

MATHIEU (S. Ém. le cardinal). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 366. — Est nommé président du 4<sup>e</sup> bureau, 1<sup>re</sup> organisation, t. 1, p. 44.

MAUPAS (M. DE). — Est appelé au bureau, pour siéger, en qualité de secrétaire provisoire, à la séance du 15 février, t. 1, p. 22. — Est nommé : vice-secrétaire du 1<sup>er</sup> bureau, 1<sup>re</sup> organisation, t. 1, p. 44 ; — secrétaire du 4<sup>e</sup> bureau, 2<sup>e</sup> organisation, t. 1, p. 367 ; — secrétaire du 2<sup>e</sup> bureau, 3<sup>e</sup> organisation, t. 2, p. 352. — Est nommé membre de la 2<sup>e</sup> commission des pétitions, t. 1, p. 368. — Proteste contre une interruption de M. Sainte-Beuve, à l'occasion d'une allusion à M. Renan, faite par M. le comte de Ségur-d'Aguesseau, dans son discours sur la loi relative à l'enseignement primaire, t. 1 p. 724.

#### **Maximilien I<sup>er</sup>.**

1. — M. le baron Dupin exprime le vœu, auquel s'associe le Président, au nom du Sénat, qu'un grand crime ne soit pas accompli par les Mexicains, entre les mains desquels l'empereur Maximilien se trouve prisonnier, t. 3, p. 294.

2. — Allocution de M. le Président, à l'occasion de la mise à mort au Mexique de l'empereur Maximilien, t. 4, p. 216.

*Médailles industrielles.* — Pétition émettant le vœu de voir cesser l'abus, commis par certains industriels qui donnent, par des moyens frauduleux, à des médailles ou récompenses qu'ils ont reçues une valeur qu'elles n'ont pas. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 81. — Ordre du jour.

*Médecine.*

1. — Pétition du sieur Berron, présentant divers moyens d'arriver à augmenter le nombre des médecins, notamment la suppression de toutes les facultés de médecine de l'Empire, à l'exception de celles de Paris et de Montpellier; et la création dans ces deux villes d'établissements dans lesquels les étudiants seraient astreints à un internat obligatoire. — Rapport par M. Reveil, t. 3, p. 13. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Bernard, demandant l'organisation de la médecine gratuite, en faveur des indigents des campagnes. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 3, p. 277. — Ordre du jour.

3. — Pétition du sieur Damoiseau, demandant qu'on institue un grand jury national dans l'ordre de la médecine, chargé de conférer le droit de pratiquer et de diriger les études et les progrès de la science. — Rapport par M. Élie de Beaumont, t. 5, p. 281. — Ordre du jour.

MELLINET (M. le général), *l'un des secrétaires élus.* — Est élu secrétaire pour la session de 1867, t. 1, p. 27.

*Mendicité.* — Pétition du sieur Vignaud, réclamant la répression sévère de la mendicité dans les campagnes. — Rapport par M. Hubert-Delisle, t. 2, p. 367, 373. — Renvoi au ministre de la justice et des cultes et au ministre de l'intérieur.

MENTQUE (M. DE), *l'un des vice-secrétaires.* — Est élu vice-secrétaire pour la session de 1867, t. 1, p. 27. — Est nommé : vice-secrétaire du 4<sup>e</sup> bureau, 2<sup>e</sup> organisation, t. 1, p. 367; — vice-secrétaire du 3<sup>e</sup> bureau, 3<sup>e</sup> organisa-

tion; t. 2, p. 352; — vice-secrétaire du 1<sup>er</sup> bureau, 4<sup>e</sup> organisation, t. 3, p. 2; — vice-secrétaire du 5<sup>e</sup> bureau, 5<sup>e</sup> organisation, t. 3, p. 373; — vice-secrétaire du 1<sup>er</sup> bureau, 6<sup>e</sup> organisation, t. 4, p. 649. — Est nommé membre : d'une commission chargée d'examiner une loi relative à un échange d'immeubles, t. 4, p. 564; — de la 3<sup>e</sup> commission des pétitions; t. 2, p. 353; — de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 3, p. 87, 376; t. 4, p. 6, 651; t. 5, p. 227. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 347, 373 (recrutement), 474 (chemins ruraux); t. 3, p. 241, 256, 669; t. 5, p. 42. — Fait des rapports : sur une loi relative à un échange d'immeubles, t. 2, p. 22; — sur des lois d'intérêt local, t. 3, p. 178, 502; t. 4, p. 225. — Est entendu : comme rapporteur, sur une pétition réclamant contre l'établissement d'un trop grand nombre de foires et de marchés, t. 1, p. 360, 362; — comme rapporteur, sur une pétition relative à l'interprétation de l'article 13 de la loi de 1832 sur le recrutement, en ce qui concerne l'exemption accordée au frère ayant un frère sous les drapeaux, t. 1, p. 394, 401; — sur d'autres pétitions traitant le même sujet, t. 2, p. 253; t. 3, p. 654, 666, 668; — sur des pétitions relatives au déplacement des cimetières de Paris, t. 2, p. 115; — comme rapporteur, sur une pétition relative aux armoiries des villes de France, t. 3, p. 254, 255; — comme rapporteur, sur une pétition réclamant le droit, pour les communes, de prononcer l'enseignement obligatoire, chacune en ce qui la concerne, t. 5, p. 109.

*Météorologie.* — Pétition du sieur Thévenot, demandant qu'on fournisse aux commissions cantonales d'observations météorologiques, les instruments nécessaires pour leurs travaux. — Rapport par M. Elie de Beaumont, t. 1, p. 313. — Ordre du jour.

**MIGNERET (M.), conseiller d'Etat.** — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération de lois d'intérêt local, t. 2, p. 24, 707; t. 3, p. 11, 178; t. 4, p. 225, 368; t. 5, p. 155, 291.

**MIMEREL DE ROUBAIX (M. le comte).** — Est nommé : vice-président du 3<sup>e</sup> bureau, 4<sup>e</sup> organisation, t. 3, p. 2; —

président du 2<sup>e</sup> bureau, 5<sup>e</sup> organisation, t. 3, p. 374; — vice-président du 5<sup>e</sup> bureau, 6<sup>e</sup> organisation, t. 4, p. 650. — Est nommé membre de la commission chargée d'examiner la loi relative aux suppléments de crédits de l'exercice 1866, t. 4, p. 4.

*Mitoyenneté.* — Pétition demandant que l'article 661 du Code Napoléon soit rendu applicable aux propriétés rurales. — (Voy. Code Napoléon, n<sup>o</sup> 6).

**MOLLARD** (M. le général). — Est nommé membre d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 5, p. 53.

*Monaco.* — Pétition d'habitants de Nice (Alpes-Maritimes), demandant que le Gouvernement français intervienne auprès du prince de Monaco pour obtenir la suppression de la maison de jeu existant à Monaco. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 2, p. 407. — Discussion: MM. Hubert-Delisle, p. 410, 418; le rapporteur, p. 415; Le Verrier, p. 415, 416. — Ordre du jour.

**MONIER DE LA SIZERANNE** (M. le comte). — Est nommé membre: de la commission chargée d'examiner la loi sur l'enseignement primaire, t. 1, p. 368; — de commissions chargées d'examiner des lois relatives à des échanges d'immeubles, t. 1, p. 560; t. 3, p. 160; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à la répression des fraudes dans la vente des engrais, t. 2, p. 620; — de la commission chargée d'examiner la loi ayant pour objet de modifier le tarif perçu par la compagnie des thermes de Plombières, t. 3, p. 500; — de la commission chargée d'examiner la loi approuvant les articles 2, 3, 4, 5, 7, 8, 9 et 10 d'une convention passée entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et les compagnies des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée et du Victor-Emmanuel, t. 4, p. 5; — de la 6<sup>e</sup> commission des pétitions, t. 4, p. 680.

*Moniteur du soir.* — Pétition du sieur Mathieu, demandant que les romans soient exclus de la rédaction du *Moniteur du soir*. — Rapport par M. Reveil, t. 2, p. 183. — Ordre du jour.

*Monnaies.* — Pétition du sieur Léon, émettant le vœu que le gramme d'or soit adopté comme unité monétaire par toutes les nations, et que notre système monétaire soit basé sur l'étalon d'or. — Rapport par M. le général marquis de Laplace, t. 1, p. 334. — Discussion : MM. Michel Chevalier, p. 341, 343, 344 ; le rapporteur, p. 342, 343. — Dépôt au bureau des renseignements.

*MONTABELLO* (M. le général comte DE). — Nommé sénateur, par décret du 5 janvier 1867. — Prête serment à la séance d'ouverture, t. 1, p. 19. — Est admis, t. 1, p. 26. — Est nommé vice-secrétaire du 1<sup>er</sup> bureau, 2<sup>e</sup> organisation, t. 1, p. 367.

*MONTREAL* (M. le général DE). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 3, p. 296. — Est désigné, par le sort, pour faire partie d'une commission chargée de vérifier la constitutionnalité de décrets nommant de nouveaux sénateurs, t. 1, p. 24. — Est nommé président du 3<sup>e</sup> bureau, 6<sup>e</sup> organisation, t. 4, p. 630 ; — Est nommé membre d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 3, p. 264.

*Morale publique.* — Pétition du sieur Roche, demandant : 1<sup>o</sup> que l'entrée des établissements publics soit rigoureusement interdite aux mineurs ; 2<sup>o</sup> que les enfants qui offensent la morale publique par des chansons, des expressions ou des inscriptions licencieuses, soient sévèrement punis, et que les parents soient rendus responsables de ces délits. — Rapport par M. Amédée Thayer, t. 2, p. 435. — Ordre du jour.

*Mort.* — (Voy. Peine de mort).

*MOUSTIER* (S. Ex. M. le marquis DE), ministre des affaires étrangères. — Est chargé, par délégation spéciale, de faire, au nom du Gouvernement, les communications relatives à la question du grand-duché de Luxembourg, t. 2, p. 170. — Donne lecture : d'une communication sur cette question, t. 2, p. 170 ; — d'une nouvelle communication sur la même question, t. 2, p. 443. — Fait connaître les résultats de la conférence de Londres, t. 2, p. 625.

*MURAT* (S. A. le prince LUCIEN). — Assiste à la séance d'ouverture de la session de 1867, t. 1, p. 12.



*Musée.* — Pétition du sieur David, demandant la création dans les cités industrielles de musées d'art industriel. — Rapport par M. Élie de Beaumont, t. 1, p. 311. — Ordre du jour.

*Mutations de propriétés.*

Pétition du sieur Rochet, présentant divers moyens pour faciliter la constatation des mutations de propriétés après décès. — Rapport par M. Reveil, t. 1, p. 309. — Ordre du jour.

*Mutation (Droits de).*

1. — Pétition du sieur Bouvet, demandant la simplification des règles à suivre pour le payement des droits de mutation. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 462. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Platet, demandant que, lorsque le légataire ou l'héritier d'une rente sur l'État ne peut acquitter les droits de mutation, le Trésor soit autorisé à faire vendre d'office une portion de cette rente pouvant suffire à l'acquittement des droits. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 469. — Ordre du jour.

N

*Naissances.* — Pétition du sieur Élie Paillet, demandant que la constatation des naissances ait lieu à domicile. — Rapport par M. le baron Brenier, t. 3, p. 125. — Discussion : MM. Le Roy de Saint-Arnaud, p. 136; le rapporteur, p. 142. — Renvoi au ministre de l'intérieur et au ministre de la justice et des cultes. — Autre pétition sur le même sujet. — Même rapporteur, t. 3, p. 258. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

NAPOLÉON III (S. M. l'Empereur). — (*Voy.* en tête de la table).

NAPOLÉON (S. A. I. le Prince). — (*Voy.* en tête de la table).

**Naturalisation** (Loi relative à la), t. 3, p. 161. — Rapport par M. le procureur général comte de Casabianca, t. 3

p. 322. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 3, p. 329.

*Naturalisation.* — Pétition des sieurs Lefèvre et Donien, demandant que tout étranger, après dix années de résidence, même non dûment autorisée, soit admis à obtenir la naturalisation. — Rapport par M. Lacaze, t. 1, p. 531. — Ordre du jour.

*Ney (Maréchal).* — Pétition du sieur Léotar, réclamant : 1° l'annulation du jugement qui a condamné le maréchal Ney; 2° sa réhabilitation. — Rapport par M. Hubert-Delisle, t. 3, p. 207. — Ordre du jour.

*NIEL (S. Ex. le maréchal).* — Est entendu sur des pétitions relatives à l'interprétation de l'article 13 de la loi de 1832, sur le recrutement, en ce qui concerne l'exemption accordée au frère ayant un frère sous les drapeaux, t. 1, p. 380, 598; t. 3, p. 660, 668.

*NIEPWERKERKE (M. le comte de).* — Est nommé secrétaire du 4<sup>e</sup> bureau, 4<sup>e</sup> organisation, t. 3, p. 3. — Est nommé membre : de la 3<sup>e</sup> commission des pétitions, t. 2, p. 353; — d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 701. — Fait des rapports de pétitions, t. 2, p. 694; t. 3, p. 149, 152.

#### *Notarial.*

1. — Pétition du sieur Guiet, ayant pour objet la création d'examens pour l'obtention du brevet de capacité exigé des notaires. — Rapport par M. le président Bonjean, t. 1, p. 426. — Dépôt au bureau des renseignements.

2. — Pétitions demandant qu'il y ait incompatibilité entre les fonctions de notaire et celles de suppléant du juge de paix. — Rapport par M. Suin, t. 1, p. 304. — Ordre du jour.

3. — Pétitions demandant qu'un nouveau tarif des actes des notaires soit élaboré par les chambres de discipline et présenté à l'approbation ministérielle. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 463. — Renvoi au ministre de la justice et des cultes.

*Notaires.* — Pétition du sieur Thadome, qui se plaint d'avoir été dépouillé de ses biens par l'entente frauduleuse de trois notaires. — Rapport par M. Reveil, t. 3, p. 29. — Ordre du jour.

*Nourrices.*

1. — Pétition du docteur Brochard, signalant la grande mortalité des enfants mis en nourrice, et indiquant comme moyens d'y remédier une surveillance plus active des bureaux de nourrices et la constatation rigoureuse des causes de décès des nourrissons. — Rapport par M. Amédée Thayer, t. 1, p. 373. — Discussion: M. Le Verrier, p. 588, 592, 630; S. Em. le cardinal Donnet, p. 590, 592; M. Genteur, *commissaire du Gouvernement*, p. 601, 634. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

2. — Pétition du docteur Barrier, demandant que le Gouvernement prenne des mesures pour protéger la santé des enfants en nourrice. — Rapport par M. le baron Bremer, t. 3, p. 218. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

O

*Octrois (Surtaxes d').*

1. — Loi ayant pour objet l'établissement de surtaxes à l'octroi de la commune de Priyas (Ardèche), t. 3, p. 291. — Rapport par M. Reveil, t. 3, p. 330. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 3, p. 334.

2. — Loi ayant pour objet de proroger la perception d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Châteaulin (Finistère), t. 3, p. 595. — Loi autorisant la création d'une surtaxe à l'octroi de Crozon (Finistère), *ibid.* — Loi autorisant la commune de Plouzévédé (Finistère) à établir à son octroi une surtaxe sur l'alcool, t. 3, p. 596. — Loi relative à une prorogation de surtaxes à l'octroi de la commune de Cluses (Haute-Savoie), t. 3, p. 599. — Loi ayant pour objet d'autoriser une prorogation de surtaxes à l'octroi de la commune de Rumilly (Haute-Savoie), *ibid.* — Rapport par M. de Menthe, t. 4, p. 225. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 4, p. 232.

3. — Loi ayant pour objet d'autoriser la perception d'une surtaxe à l'octroi de la commune d'Audierne (Finistère), t. 4, p. 15. — Loi ayant pour objet d'autoriser la commune de Roscoff (Finistère) à établir une surtaxe à son octroi, t. 4, p. 16. — Rapport par M. le vice-amiral comte Bouët-Willamez, t. 4, p. 368. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 4, p. 372.

4. — Loi ayant pour objet d'autoriser la ville de Saint-Servan (Ille-et-Vilaine) à établir à son octroi des surtaxes sur les vins, les alcools et les cidres, t. 5, p. 142. — Rapport par M. le baron de Chapuys-Montlaville, t. 5, p. 234. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 5, p. 236.

#### *Octrois.*

1. — Pétition du sieur Brue, réclamant contre l'exemption des droits d'octroi accordée à la compagnie des Messageries impériales sur les matières qu'elle emploie dans ses ateliers de la Ciotat. — Rapport par M. le président Bonjean, t. 1, p. 422. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Billot, demandant la suppression absolue des droits d'octroi. — Rapport par M. le procureur général Delangle, t. 2, p. 642. — Ordre du jour. = Pétition du sieur Gosset, ayant le même objet. — Rapport par M. le marquis de La Grange, t. 3, p. 46. — Ordre du jour.

3. — Pétition relative à l'octroi de Paris. — (*Voy.* Paris).

4. — Pétition du sieur Nivert, réclamant la réforme des lois qui régissent les octrois, principalement en ce qui concerne les boissons. — Rapport par M. le marquis de La Grange, t. 3, p. 261. — Ordre du jour.

*Odéon (Théâtre de l').* — Pétition du sieur Pagès (du Tarn), qui se plaint de ce que l'administration de l'Odéon ne fasse pas, de la subvention qui lui est accordée par le Gouvernement, un usage plus utile au développement de l'art contemporain. — Rapport par M. Drouyn de Lhuys, t. 2, p. 672. — Ordre du jour.

*Officiers de l'armée.* — Pétition du sieur Ferrer, ancien capitaine, qui se plaint d'avoir été mis en non activité et d'avoir subi une détention arbitraire. — Rapport par M. le général comte de La Ruë, t. 2, p. 504. — Ordre du jour.

*Officiers ministériels.* — Pétition du sieur Blanzat, demandant que tout officier ministériel soit rendu responsable de ses actes. — Rapport par M. Suin, t. 1, p. 437. — Ordre du jour.

*Oiseaux.* — Pétition du sieur Boullanger, ayant pour objet la création d'un impôt sur les oiseaux en cage. — Rapport par M. Reveil, t. 1, p. 521. — Ordre du jour.

**Ordre du jour** — Incident sur la mise à l'ordre du jour des lois de finances pour 1867 et 1868 : MM. le président Bonjean, t. 5, p. 345 ; le baron Dupin, p. 351 ; le Président, p. 353.

*Orléans (Famille d').* — Pétition de MM. Flory et Degouve-Denuncques, demandant que les membres de cette famille soient autorisés à résider en France. — Rapport par M. le baron de Chapuys-Montlaville, t. 2, p. 247. — Ordre du jour.

**OZENNE (M.), conseiller d'État.** — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération : de la loi relative aux suppléments de crédits de l'exercice 1866, t. 4, p. 348 ; — de la loi relative au régime commercial de l'Algérie, t. 4, p. 415 ; — des lois de finances pour l'exercice 1868, t. 5, p. 294.

## P

**PADOUE (M. le duc DE).** — Est nommé secrétaire du 5<sup>e</sup> bureau, 3<sup>e</sup> organisation, t. 2, p. 353. — Est nommé membre de la 3<sup>e</sup> commission des pétitions, t. 2, p. 353. — Fait des rapports de pétitions, t. 5, p. 158.

*Paix.* — Pétitions d'habitants de Marseille et du Havre sollicitant du Gouvernement le maintien de la paix. — Rap-

port par M. le comte de Béarn, t. 1, n. 341. — Ordre du jour.

**PARIEU (M. DE)**, *vice-président du Conseil d'État*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération : de la loi relative à la contrainte par corps, t. 4, p. 337 ; — des lois de finances pour l'exercice 1868, t. 5, p. 408.

*Paris (Octroi de)*. — Pétition d'industriels de l'ancienne banlieue de Paris, réclamant contre l'arrêté du préfet de la Seine relatif à la perception des droits d'octroi sur les combustibles et sur les matières premières employés dans leurs usines. — Rapport par M. le marquis de Chasseloup-Laubat, t. 5, p. 245. — Incident sur l'utilité de remettre la discussion, pour attendre la présence de MM. le baron Haussmann et Dumas : MM. le Président, t. 5, p. 354, 362 ; Michel Chevalier, p. 354, 356, 358, 360 ; Chaix d'Est-ANGE, p. 355, 358 ; Rouland, p. 358 ; le général comte de La Rue, p. 361, 362. — Discussion : MM. Michel Chevalier, p. 363 ; le marquis de Chasseloup-Laubat, *rapporteur*, p. 387, 391, 393 ; Boinvilliers, p. 388, 390, 398 ; Chaix d'Est-ANGE, p. 489. — Ordre du jour.

*Paris (Travaux de)*. — Pétition d'entrepreneurs de bâtiments à Bercy, exposant le préjudice que leur cause l'administration municipale en faisant de nombreux achats amiables dans leur quartier, et demandant qu'elle précise l'époque de l'exécution des travaux publics projetés. — Rapport par M. le procureur général Delangle, t. 2, p. 640. — Ordre du jour.

*Passeports*. — Pétition du sieur Palanque, demandant l'application de la photographie du titulaire sur tous les passeports. — Rapport par M. de Menthe, t. 3, p. 256. — Ordre du jour.

#### *Patentes.*

1. — Pétition du sieur de Varinay, demandant, en faveur des fabricants de tissus des communes limitrophes de Thizy (Rhône), l'exemption du demi-droit fixe appliqué en vertu de l'article 9 de la loi des 4-12 juin 1858, au patentable ayant plusieurs établissements. — Rapport par M. Le Roy

de Saint-Arnaud, t. 2, p. 202. — Ordre du jour. — (*Voy. ci-après*, n° 6).

2. — Pétition du sieur Zeller, indiquant des modifications à introduire dans l'assiette des patentes. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 471. — Ordre du jour.

3. — Pétition de neuf habitants de Metz, demandant qu'une patente soit imposée aux voituriers prussiens transportant en France des combustibles et de la houille. — Rapport par M. Reveil, t. 3, p. 33. — Renvoi au ministre des finances.

4. — Pétition du sieur Rouhaud, demandant que le droit de patente imposé sur les machines à vapeur employées par les cultivateurs pour battre le blé, soit fixé en tenant compte du temps restreint pendant lequel ces machines fonctionnent. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 3, p. 271. — Ordre du jour.

5. — Pétition du maire et d'habitants de Saint-Remy-sur-Ourolle, demandant la modification de la loi des patentes en ce qui concerne la différence du taux de l'impôt entre le siège de la commune et les hameaux qui en dépendent, dans les villes d'au moins 5000 âmes. — Rapport par M. Hubert-Delisle, t. 4, p. 157. — Ordre du jour.

6. — Pétition du sieur Rondeaux et de vingt et un fabricants d'indiennes de l'arrondissement de Rouen, se plaignant que l'administration impose aux fabricants un demi droit fixe sur leurs magasins de vente, outre le droit fixe et le droit proportionnel payés pour le principal établissement, et demandant une rédaction nouvelle du texte de l'article 3 de la loi de 1858. — Rapport par M. le procureur général comte de Casabianca, t. 4, p. 166. — Renvoi au ministre des finances. — (*Voy. ci-dessus*, n° 1).

7. — Pétition du sieur Declerc-Distinguin, réclamant contre un décret rendu en Conseil d'Etat, au sujet d'une taxe de patente qui lui a été imposée en qualité de marchand de vinaigres en gros. — Rapport par M. Élie de Beaumont, t. 5, p. 263. — Ordre du jour.

*Paternité.* — Pétition du sieur Davenne, demandant que la recherche de la paternité ne soit plus interdite, et que toute

filie-mère ait le droit d'exercer des poursuites contre son séducteur. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 3, p. 363. — Ordre du jour.

*Pêche.* — Pétition du sieur Boulay, signalant divers moyens de prévenir le maraudage sur les cours d'eau. — Rapport par M. le baron de Chapuys-Montlaville, t. 2, p. 242. — Renvoi au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

*Peine de mort.* — Pétition d'un grand nombre d'habitants de divers départements, demandant l'abolition de la peine de mort. — Rapport par M. le vicomte de La Guéronnière, t. 5, p. 452. — Ajournement à la prochaine session.

*Pensions civiles.*

1. — Pétition d'agents-voyers, demandant à être considérés comme employés d'un service actif, et, par conséquent, à pouvoir être admis à la retraite après vingt-cinq ans de service. — Rapport par M. le comte Mallet, t. 1, p. 291. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur César, demandant l'augmentation de la pension qu'il a obtenue comme ancien garde vestiaire du Sénat. — Rapport par M. Reveil, t. 1, p. 300. — Ordre du jour.

3. — Pétitions des sieurs Payen et Benoît, demandant que les fonctionnaires comptant des services non sujets à la retenue, soient autorisés à verser le montant des retenues qui auraient dû leur être faites, et que, moyennant ce versement, ils puissent jouir du bénéfice de la loi sur les retraites. — Rapport par M. Amédée Thayer, t. 3, p. 632. — Ordre du jour.

4. — Pétitions des sieurs Boullay et Monnot, demandant la révision de l'article 18 de la loi du 9 juin 1853, qui a déclaré que les dispositions de la loi ne seraient pas applicables aux fonctionnaires ayant trente ans de service et soixante ans d'âge au 1<sup>er</sup> janvier 1854. — Rapport par M. le procureur général comte de Casabianca, t. 4, p. 179. — Ordre du jour.

*Pensions ecclésiastiques.* — Pétition du sieur Rivel, demandant qu'une pension de retraite soit assnrée aux desservants



obligés de cesser leur ministère par suite de vieillesse ou d'infirmités. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 1, p. 548. — Observation de M. Manceaux, *commissaire du Gouvernement*, p. 556. — Ajournement, p. 557. — Discussion : MM. le baron Dupin, t. 2, p. 131 ; Genteur, *commissaire du Gouvernement*, p. 136 ; le rapporteur, p. 130 ; Rouland, p. 152 ; S. Ex. M. Baroche, *ministre de la justice et des cultes*, p. 154. — Renvoi au ministre de la justice et des cultes.

#### *Pensions militaires.*

1. — Pétition du colonel Combe, sollicitant l'augmentation de la pension de tous les officiers du premier Empire. — Rapport par M. le général vicomte de La Hitte, t. 1, p. 296. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Duclos, ancien militaire réformé, qui demande une gratification renouvelable. — Rapport par M. le général vicomte de La Hitte, t. 1, p. 299. — Ordre du jour.

3. — Pétition de la veuve Chenaux, demandant que les veuves d'officiers retraités avant la loi de 1861, soient admises à jouir du bénéfice de cette loi. — Rapport par M. le général comte de La Ruë, t. 5, p. 163. — Ordre du jour.

PERSIGNY (M. le duc DE). — Est entendu : sur le projet de sénatus-consulte modifiant l'article 26 de la Constitution, t. 1, p. 418 ; — sur les lois de finances pour l'exercice 1868, t. 5, p. 408.

PETETIN (M. ANSELME), *conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération : de la loi sur les suppléments de crédits de l'exercice 1866, t. 4, p. 348 ; — des lois des finances pour l'exercice 1868, t. 5, p. 294, 408.

#### **Pétitions.**

Commissions nommées : 1<sup>re</sup> commission, t. 1, p. 45. — 2<sup>e</sup> commission, t. 1, p. 368. — 3<sup>e</sup> commission, t. 2, p. 353. — 4<sup>e</sup> commission, t. 3, p. 3. — 5<sup>e</sup> commission, t. 3, p. 375. — 6<sup>e</sup> commission, t. 4, p. 650.

1. — Envoi, par S. Ex. le ministre d'État, du rapport adressé à l'Empereur sur la suite donnée aux pétitions renvoyées au Gouvernement par le Sénat, pendant la dernière session, t. 1, p. 24.

2. — M. le Président annonce que, conformément au décret de février 1867, les bureaux ont examiné diverses pétitions ayant pour objet des modifications à la Constitution, et qu'ils ont décidé qu'il y avait lieu de les considérer comme non avenues, t. 2, p. 262.

3. — Rapports collectifs : par M. de Mentque, sur vingt deux pétitions, t. 3, p. 241 ; — par M. le comte de Salignac-Fénelon, sur trente-deux pétitions, t. 3, p. 349 ; — par M. Larabit, sur quarante-deux pétitions, t. 4, p. 188.

4. — Compte rendu annuel du service des pétitions, par M. Chaix d'Est-Ange, *sénateur-secrétaire*, t. 5, p. 506.

*Pétitions ayant donné lieu à discussion.*

De cinq habitants de Chartres et autres pétitionnaires [neuf pétitions]. — (Modification de la législation sur la chasse), t. 1, p. 79. — Renvoi au ministre de l'intérieur, au ministre de la justice et des cultes et au ministre de l'agriculture du commerce et des travaux publics.

Du sieur Destrem. — Suppression des jeux de bourse et réorganisation du marché financier), t. 1, p. 282. — Ordre du jour.

De cinq propriétaires, dans le département de la Meuse. — (Plaintes contre des servitudes constituées au profit des communes sur les étangs dont ils sont propriétaires), t. 1, p. 288. — Ordre du jour.

De dix-sept habitants de Gournay. — (Prompt achèvement de la ligne du chemin de fer de Paris à Dieppe, par Gournay), t. 1, p. 297. — Renvoi au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Du sieur Boulanger. — (Abaissement du droit de contrôle sur les ouvrages d'or vendus en France), t. 1, p. 314.

— Renvoi au ministre des finances et au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Du baron de Rivière. — (Établissement de ports de refuge sur le littoral, et notamment à l'embouchure du Rhône), t. 1, p. 322. — Ordre du jour.

Du sieur Léon. — (Adoption, pour les monnaies, de l'étalon d'or et du gramme d'or, comme unité), t. 1, p. 334. — Dépôt au bureau des renseignements.

Du maire, du conseil municipal et des notables habitants d'Aixe (Haute-Vienne). — (Plaintes contre l'accroissement du nombre des foires et marchés), t. 1, p. 334. — Ordre du jour.

Du sieur Badié. — (Interprétation de l'article 13 de la loi de 1832, sur le recrutement, en ce qui concerne l'exemption du frère ayant un frère sous les drapeaux dans les familles composées de plus de deux enfants mâles), t. 1, p. 375. — Ordre du jour. = Du sieur Bontont, du sieur Mansion, du sieur Honorat. — (Même sujet), t. 2, p. 251. — Mêmes conclusions. = Du sieur Balu, t. 3, p. 637; du sieur Andler, t. 3, p. 640; du sieur Samson, t. 3, p. 641; du sieur Roch, t. 3, p. 642; du sieur Dulout, t. 3, p. 644; du sieur Pierre, t. 3, p. 645; du sieur Legeandre, t. 3, p. 646. — Discussion sur le même sujet, t. 3, p. 647. — Ordre du jour.

Du sieur André. — (Indemnité en faveur de la compagnie du gaz, la *Provençale*, pour pertes subies par le fait de l'administration municipale de Marseille), t. 1, p. 412. — Ordre du jour.

Du sieur Mention. — (Dénonciation d'illégalité contre le décret qui a nommé M. Fleury recteur de l'académie de Douai), t. 1, p. 427. — Ordre du jour.

Du sieur Dormont. — (Admission des conducteurs des ponts et chaussées aux examens pour entrer à l'École polytechnique), t. 1, p. 522. — Ordre du jour.

Du sieur Rivel [n° 1]. — (Pensions ecclésiastiques), t. 1, p. 548; t. 2 p. 131. — Renvoi au ministre de la justice et des cultes.

Du docteur Brochard. — (Surveillance plus active des bureaux de nourrice), t. 1, p. 573. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

Du sieur Target; du sieur Didier. — (Translation des cimetières de Paris), t. 2, p. 32, 88. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

Du sieur Marteau. — (Interdiction de l'usage des allumettes chimiques ordinaires), t. 2, p. 47. — Renvoi au ministre de l'agriculture du commerce et des travaux publics.

Du sieur Agry et de douze habitants de Besançon. — (Intervention du Gouvernement dans l'opération du rachat du chemin de fer de Lyon à Sathonay), t. 2, p. 61. — Ordre du jour.

Du sieur Bogelot, du sieur Cochelin. — (Fixation à trois ou cinq ans du délai pour le remplacement des titres au porteur perdus ou volés), t. 2, p. 77. — Renvoi au ministre de la justice et des cultes et au ministre des finances.

De dix habitants d'Éguilles (Bouches-du-Rhône). — (Plaintes contre la destruction des bois de leurs communes), t. 2, p. 158. — Ordre du jour.

Du sieur Doussault. — (Interdiction des combats de taureaux), t. 2, p. 190. — Ordre du jour.

Du sieur Chambonneau. — (Faculté, pour tout titulaire d'un diplôme de licencié, d'ouvrir une école sans autorisation), t. 2, p. 204, 213. — Ordre du jour.

Du sieur Fraisse. — (Prohibition du déversement des égouts dans les cours d'eau), t. 2, p. 226. — Renvoi au ministre de l'intérieur et au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Du sieur Nicolle. — (Plaintes contre la concurrence faite par le Gouvernement et certaines sociétés agricoles au commerce des graines de vers à soie), t. 2, p. 280. — Ordre du jour.

De membres du conseil général des Hautes-Alpes; des conseillers municipaux de Briançon, d'Embrun et de Gap. — (Plaintes contre le retard apporté à l'exécution du chemin de fer d'Avignon à Gap), t. 2, p. 378. — Renvoi au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

De neuf cent quatre habitants de Nice. — (Intervention du Gouvernement pour obtenir la suppression de la maison de jeu de Monaco), t. 2, p. 407. — Ordre du jour.

Du sieur Collas, du sieur Denizot, du docteur Gouyon, du sieur Roche. — (Moyens de prévenir les inhumations anticipées), t. 2, p. 443. — Ordre du jour.

Du sieur Tourain et de trois mille deux cent soixante-quatorze maîtres de professions de la marine. — (Assimilation des maîtres de professions aux premiers maîtres), t. 2, p. 485, 534. — Ordre du jour.

De M. Fabre, député au Corps législatif et de cinquante-deux habitants de Soustelle (Gard); du sieur Bouhoure. — (Mesures à prendre en faveur de l'industrie séricicole), t. 2, p. 491. — Renvoi au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Du sieur David. — (Prompt achèvement des chemins vicinaux), t. 2, p. 530. — Ordre du jour.

Du sieur Thévenot. — (Substitution de la vente au poids à la vente à la mesure pour les liquides), t. 2, p. 643. — Ordre du jour.

Du sieur Barbier. — (Recouvrement des effets de commerce par l'entremise des agents des postes), t. 3, p. 100. — Renvoi au ministre des finances.

Du sieur Richard (du Cantal). — (Création d'un enseignement d'histoire naturelle appliqué au perfectionnement des chevaux), t. 3, p. 111. — Renvoi au ministre de la maison de l'Empereur et des beaux-arts.

Du sieur Élie Paillet. — (Vérification des naissances à domicile), t. 3, p. 125. — Renvoi au ministre de l'intérieur et au ministre de la justice.

Du sieur Lacomme. — (Droit, pour chaque propriétaire, de chasser en tout temps et sans permis, sur son terrain), t. 3, p. 149. — Ordre du jour.

Du sieur Borie, du marquis de Gestas. — (Incompatibilité des fonctions de juge de paix avec le mandat de conseiller général ou d'arrondissement), t. 3, p. 181. — Renvoi au ministre de la justice et des cultes et au ministre de l'intérieur.

Du sieur de La Rue, comte de Mareilles. — (Assimilation des gardes d'artillerie et du génie aux grades de sous-lieutenant, lieutenant et capitaine, suivant leurs classes), t. 3, p. 209. — Ordre du jour.

Du docteur Chassinat. — (Obligation, pour les mères, d'allaiter leurs enfants; secours à domicile pour assurer l'allaitement par la mère dans les familles pauvres), t. 3, p. 218. — Question préalable sur la première partie; ordre du jour sur la seconde.

Du sieur Abelin. — (Introduction de l'emblème de l'aigle impériale dans les armes de toutes les villes de France), t. 3, p. 231. — Ordre du jour.

De cent deux habitants de Saint-Étienne (Loire). — (Bibliothèques populaires de Saint-Étienne), t. 3, p. 420, 508. — Renvoi au ministre de l'instruction publique.

De cent dix-huit industriels, à Bordeaux [n° 4]; du sieur Ourliac [n° 80]; du sieur Houning [n° 186]; du sieur Alleyron [n° 494]; du sieur Pigeon [n° 492]. — (Modification de la législation sur les brevets d'invention), t. 3, p. 444, 450, 560. — Ordre du jour.

De l'abbé Vignier. — (Plaintes sur les lenteurs qu'entraîne l'instruction pour l'acceptation des dons et legs faits aux congrégations religieuses; autorisation, pour ces établissements, d'accepter provisoirement les libéralités qui leur sont faites), t. 3, p. 463. — Renvoi au ministre de la justice et des cultes de la première partie; ordre du jour sur la seconde.

Du sieur Bonnard. — (Annulation d'une ordonnance de police qui interdit aux brocanteurs ambulants de stationner

et de vendre sur le carreau du Temple), t. 3, p. 627. —  
Ordre du jour.

Du sieur Turck. — (Aliénés), t. 4, p. 28, 397. — Ajour-  
nement à la prochaine session.

Du sieur Fenet. — (Suppression des délais exigés entre  
les divers examens de droit), t. 4, p. 198. — Ordre du  
jour.

Du sieur Denis. — (Destruction des hannetons), t. 4,  
p. 205. — Renvoi au ministre de l'agriculture, du com-  
merce et des travaux publics.

Du sieur Dollfus. — (Autorisation pour les communes  
de déclarer l'enseignement obligatoire, chacune en ce qui  
la concerne), t. 5, p. 42, 89. — Ordre du jour.

De quatre conducteurs des ponts et chaussées. — (Amé-  
lioration de la position des conducteurs), t. 5, p. 161. —  
Ordre du jour.

Du sieur Laumosnier. — (Extension de l'emploi de la  
télégraphie aux actes authentiques), t. 5, p. 170. — Ordre  
du jour.

Du syndicat de la marine du Nord. — (Suppression des  
droits de navigation; liberté de l'industrie des transports  
par eau; loi sur la police de la navigation; achèvement des  
canaux), t. 5, p. 177. — Ordre du jour.

D'industriels de l'ancienne banlieue de Paris. — (Per-  
ception des droits d'octroi sur les combustibles et matières  
premières employés dans les usines des communes an-  
nexées), t. 5, p. 243, 354. — Ordre du jour.

Du sieur Molisart. — (Demande tendant à faire ad-  
mettre uniquement à l'épreuve orale le candidat déclaré  
deux fois admissible à l'épreuve écrite pour le baccalau-  
réat), t. 5, p. 264. — Ordre du jour.

D'un grand nombre d'habitants de divers départements.  
— (Abolition de la peine de mort), t. 5, p. 431, 452. —  
Ajournement à la prochaine session.

De porteurs d'actions et obligations de la compagnie du  
canal Cavour. — (Intervention du Gouvernement pour

revendiquer la garantie du gouvernement italien à l'égard de ces valeurs), t. 3, p. 451, 485. — Ajournement à la prochaine session.

*Pétitions collectives renvoyées sans débat aux ministres compétents.*

De quatre-vingt-quatorze membres du comice agricole de Beaulieu (Corrèze). — (Obligation de l'enseignement agricole dans les écoles primaires des communes rurales), t. 1, p. 410. — Ministre de l'instruction publique.

De cent habitants de Saint-Germain-d'Auros (Gironde). — (Nouveau classement des chemins vicinaux, déclaration d'imprescriptibilité pour tous les chemins communaux), t. 1, p. 474. — Ministre de l'intérieur.

De cent sept habitants de la Vendée; de cent quatre-vingt-huit cultivateurs de la Dombes. — (Moyens de remédier aux souffrances de l'agriculture), t. 1, p. 547. — Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

De trois propriétaires, dans le département du Var. — (Répression sévère du vagabondage), t. 2, p. 374. — Ministre de la justice; ministre de l'intérieur.

Des sieurs Thibaud frères. — (Modification de la loi qui régit les servitudes d'alignement), t. 2, p. 635. — Ministre de l'intérieur; ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

De neuf administrateurs et deux propriétaires des salines de l'est. — (Uniformité des remises à titre de déchet pour tous les centres de production du sel, quel que soit le mode de transport), t. 2, p. 686. — Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Des sieurs Mirio. — (Réclamations contre les droits de douane établis sur les tubes en fer), t. 2, p. 688. — Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Du sieur Rey et de cent soixante-six habitants de l'île Saint-Denis, de Saint-Denis, d'Asnières, de Gennevilliers



et de Saint-Ouen (Seine). — (Plaintes contre le déversement des égouts de Paris dans la Seine), t. 2, p. 690. — Ministre de l'intérieur; ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

De neuf habitants de Metz (Moselle). — (Imposition de la patente aux voituriers prussiens transportant en France de la houille et autres combustibles), t. 3, p. 35. — Ministre des finances.

De cent cinquante-deux habitants de l'Hay et de Bourg-la-Reine (Seine). — (Plaintes contre une usine qui corrompait les eaux de la Bièvre entre Antony et Bourg-la-Reine), t. 3, p. 35. — Ministre de l'intérieur; ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Des sieurs Clavé et Chévonnet. — (Abrogation ou tout au moins révision de la loi de 1844 sur la chasse), t. 3, p. 149. — Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics; ministre des finances; ministre de l'intérieur.

Des membres de la société pour la répression du braconnage, à Metz (Moselle). — (Élévation de l'impôt sur les chiens; application rigoureuse des mesures de police concernant les chiens), t. 3, p. 275. — Ministre de l'intérieur.

Des maires et conseillers municipaux de plusieurs communes des départements des Ardennes et de la Moselle (six pétitions). — (Exclusion des étrangers du droit au partage de l'affouage dans les communes), t. 3, p. 459. — Ministre de l'intérieur.

*Pétitions individuelles renvoyées sans débat aux ministres compétents.*

Du sieur Decaisne [n° 129]; du sieur Agry [n° 596]; du sieur Corbet [n° 901]. — (Moyens de remédier aux déplorable effets de l'absinthe), t. 3, p. 403. — Ministre des finances; ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics; ministre de l'intérieur.

Du sieur Bellamy. — (Simplification des formes de procédure en séparation de biens, en faveur de la femme du failli), t. 1, p. 534. — Ministre de la justice et des cultes.

Du sieur Boulay. — (Mesures pour protéger la pêche fluviale contre le maraudage), t. 2, p. 242. — Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Du sieur Laporte. — (Création d'une caisse spéciale de retraite pour les agents de police), t. 2, p. 243. — Ministre de l'intérieur.

Du sieur Vignaud. — (Création d'écoles régionales d'agriculture ; répression sévère de la mendicité et du vagabondage), t. 2, p. 367, 373. — Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ; ministre de la justice ; ministre de l'intérieur.

Du sieur Gellineau. — (Création, dans le département de la Charente, d'une école pour la culture de la vigne), t. 2, p. 374. — Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Du sieur Lelarge ; du sieur Chatot. — (Faculté pour les chambres des notaires de voter un tarif de frais soumis à l'approbation du ministre de la justice), t. 2, p. 465. — Ministre de la justice.

Du sieur Lorient. — (Simplification des formalités à accomplir pour la purge des hypothèques légales), t. 2, p. 514. — Ministre de la justice.

Du sieur Flayelle-Motte. — (Organisation des sociétés civiles ; plaintes contre les actes de certaines sociétés houiilières qui dénatureraient leur constitution et deviendraient de véritables sociétés commerciales), t. 2, p. 522. — Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Du sieur Véroux. — (Transmission par a voie télégraphique des mandats de payement), t. 2, p. 668. — Ministre de l'intérieur ; ministre des finances.

Du sieur Lefèvre. — (Extension de la mitoyenneté aux clôtures des propriétés rurales), t. 2, p. 676. — Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Du sieur Brocheton. — (Prompt élaboration du Code rural), t. 2, p. 678. — Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Du sieur Lapeyre. — (Exercice rigoureux de la surveillance sur les cabarets et auberges), t. 2, p. 679. — Ministre de l'intérieur.

Du sieur Jeanmaire. — (Prompt reboisement des montagnes, afin de prévenir les inondations), t. 2, p. 683. — Ministre des finances.

Du sieur Talamon. — (Exécution d'un embranchement de chemin de fer de Chalmaison aux Ormes; réédification de la station de Chalmaison), t. 3, p. 59. — Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Du sieur Ducroc. — (Interdiction de la chasse aux filets, à la chouette et à la glu), t. 3, p. 149. — Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics; ministre des finances; ministre de l'intérieur.

Du sieur Bourge. — (Mesures pour préserver les oiseaux utiles à l'agriculture), t. 3, p. 150. — Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics; ministre des finances; ministre de l'intérieur.

Du docteur Barrier. — (Mesures pour protéger les enfants en nourrice; constatation, au domicile, des naissances; édicition d'une loi pour empêcher les mauvais traitements infligés aux enfants), t. 3, p. 218. — Ministre de l'intérieur.

Du sieur Dubois-Fresney. — (Mesures pour la répression du braconnage), t. 3, p. 276. — Ministre de l'intérieur.

Du sieur Vital-Allaigre. — (Prélèvement, sur le prix de chaque port d'armes, d'une somme affectée à des primes d'encouragement pour la répression du braconnage), t. 3, p. 282. — Ministre de l'intérieur.

Du sieur Henri Rondeaux. — (Modification de l'article 9 de la loi sur les patentes), t. 4, p. 165. — Ministre des finances.

*Pétitions sur lesquelles le Sénat a prononcé sans discussion  
le dépôt au bureau des renseignements.*

Du sieur Bonnet. — (Réforme des lois sur l'enregistrement), t. 1, p. 112.

Du sieur Guet. — (Création d'examens de divers degrés pour l'obtention du certificat de capacité des notaires), t. 1, p. 426.

Du maire de Saulieu et de onze maires du même canton. — (Demande à fin de rendre l'autorité municipale seule juge de l'opportunité des battues à opérer dans les forêts pour la destruction des bêtes fauves), t. 3, p. 154.

*Pétitions collectives sur lesquelles le Sénat a prononcé  
l'ordre du jour sans discussion.*

De trois agents-voyers. — (Admission au bénéfice de la loi de 1853, qui fixe à vingt-cinq ans de service le droit à la retraite pour les employés des services actifs), t. 1, p. 291.

De quatre-vingt-treize habitants de Vallerangues (Gard). — (Abrogation de la loi de 1814, sur la célébration du dimanche), t. 1, p. 303.

De cent huit habitants d'Alignan-du-Vent (Hérault). — (Création de centimes additionnels pour l'entretien des chemins vicinaux et suppression de la prestation en nature), t. 1, p. 352.

De la société centrale d'agriculture de Nancy. — (Intervention du Sénat pour empêcher l'aliénation des forêts), t. 1, p. 481.

Des conseillers municipaux et de deux cent quarante-un habitants d'Aigues-Mortes. — (Déclassement de cette place forte), t. 1, p. 484. \*

De onze habitants de Besain (Jura). — (Révision de l'article 105 du Code forestier relatif au partage de l'affouage), t. 1, p. 496.

Des sieurs et dame Chatelain. — (Plaintes contre un jugement), t. 1, p. 522.

De dix habitants de Saint-Pierre-du-Mont (Landes). — (Protestation contre l'annexion d'une partie de leur commune à la ville de Mont-de-Marsan), t. 1, p. 529.

Des sieurs Lefèvre et Donien. — (Modification dans un sens plus large de la loi sur la naturalisation), t. 1, p. 531.

De quarante-trois propriétaires, à Arcis-sur-Aube. — (Construction, sur les fossés qui bordent les routes, de terre-pleins facilitant l'accès des propriétés), t. 1, p. 532.

De soixante-trois habitants de Marseille; de mille trois cent trois négociants du Havre. — (Maintien de la paix), t. 1, p. 541.

De la société des sciences industrielles, arts et belles-lettres de Paris. — (Répression de la fraude commise par certains industriels, et qui consisterait, par des procédés de dorure ou autres, à donner à des médailles ou récompenses, une valeur qu'elles n'ont pas), t. 2, p. 81.

Des autorités municipales et d'habitants de Cuve (Haute-Saône). — (Abrogation de certains usages dans le partage des affouages), t. 2, p. 156.

D'habitants de Villedonné, commune de Neuvy-les-Deux-Clochers (Cher). — (Plaintes contre la mise en location d'un pacage dépendant de la section de Villedonné), t. 2, p. 166.

De vingt-six habitants de Fontainebleau. — (Suppression des inscriptions placées sur la voie publique, qui pourraient rappeler nos victoires aux étrangers), t. 2, p. 179.

De cent vingt-deux habitants d'Arbois (Jura). — (Autorisation de chasser la grive à l'aide de certains engins), t. 2, p. 249.

De trente et un habitants de Fontenay-sous-Bois (Seine). — (Plaintes contre un décret qui déclare applicable à leur

commune le décret relatif aux rues de Paris), t. 2, p. 440.

De facteurs de l'arrondissement de Cognac. — (Augmentation de traitement), t. 2, p. 529.

De trente-huit entrepreneurs de bâtiments, à Bercy. — (Plaintes contre les achats d'immeubles faits à l'amiable par la ville de Paris, sans fixation des délais pour l'exécution des travaux), t. 2, p. 641.

De cent quatre-vingt-sept négociants en spiritueux. — (Plaintes contre la faculté laissée aux propriétaires de distiller leurs récoltes sans déclaration et sans surveillance), t. 2, p. 692.

De vingt habitants de Marseille. — (Réglementation de la prostitution), t. 2, p. 694.

Des sieurs Cantin. — (Obligation, pour le jury, de motiver sa déclaration des circonstances atténuantes, sur l'application desquelles la Cour serait appelée à statuer), t. 2, p. 729.

De quatorze habitants de Paris. — (Suppression des bureaux de placement; substitution, à ces bureaux, d'agences annexées aux préfectures), t. 3, p. 24.

Du sieur Séné et de deux mille sept cent quatre-vingt-deux ouvriers de Paris. — (Abrogation de l'article 1781 du Code Napoléon relative à l'affirmation des maîtres pour le paiement des gages et salaires), t. 3, p. 46.

De douze membres du conseil de prud'hommes de Paris. — (Égalité entre les prud'hommes patrons et les prud'hommes ouvriers, sous le rapport du traitement), t. 3, p. 56.

Des héritiers Gassies. — (Indemnité pour la dépossession, subie par leur père en 1793, d'un navire requis pour le service de l'État), t. 3, p. 69.

De quatre-vingt-dix habitants du Lot et de l'Aveyron. — (Invitation aux propriétaires de détruire les nids de pies, et amendé pour ceux qui ne se rendraient pas à l'invitation), t. 3, p. 153.

Des sieur et dame Baron. — (Poursuites contre le prétendu auteur d'un empoisonnement commis sur leur père), t. 3, p. 248.

De dix habitants de Philippeville. — (Autorisation d'acquérir les terrains nécessaires pour fonder un village en Algérie), t. 3, p. 290.

De cinq habitants de Trégourez (Finistère). — (Plaintes contre l'administration, qui enverrait dans les petites communes des instituteurs incapables et immoraux), t. 3, p. 344.

De six maires du département de l'Isère. — (Réclamations contre la suppression de la fonderie impériale de la marine à Saint-Gervais), t. 3, p. 349.

De cinquante-deux habitants de Bio (Lot). — (Protestation contre un projet de distraction de leur commune du canton de Saint-Séré, pour l'adjoindre au canton de Gramat), t. 3, p. 351.

De la famille Contessouse. — (Indemnité pour une charge d'huissier, dont leur père fut destitué en 1831), t. 3, p. 358.

Du maire, des conseillers municipaux et de cent quinze habitants de Castans (Aude); du maire; des conseillers municipaux et de quatre-vingt-dix-neuf habitants de Pradelles-Cabardès (Aude). — (Subvention de l'État, pour l'achèvement d'une route départementale, dont les communes feraient une partie des frais), t. 3, p. 361.

De cent trente-deux habitants du Pontet (Vaucluse). — (Annulation d'une nomination à un bureau de tabac, ou tout au moins création, dans leur commune, d'un deuxième bureau), t. 3, p. 362.

De quatre cent seize habitants de la Creuse. — (Extension du droit de tester), t. 3, p. 634.

Du maire, de conseillers municipaux et d'habitants de Saint-Rémy-sur-Orrolles (Puy-de-Dôme). — (Modification de la loi sur la contribution des portes et fenêtres et de la

loi sur les patentes, en ce qui concerne son application aux villes de plus de 5000 âmes), t. 4, p. 157.

De quatorze desservants du diocèse de Nevers. — (Exemption pour les ecclésiastiques, de l'impôt des portes et fenêtres et de celui des prestations), t. 4, p. 203.

De cent dix-neuf habitants de Moissac (Tarn-et-Garonne) [n° 523]. — (Dissolution du syndicat chargé d'exécuter les travaux défensifs contre les eaux de la Garonne), t. 4, p. 209.

De la chambre des notaires de Tours. — (Abrogation de l'article 67 du Code de commerce, relatif au dépôt au greffe des contrats de mariage des commerçants; suppression du droit de transcription sur les partages faits par les ascendans), t. 5, p. 39.

De huit conseillers municipaux et de cinq habitants de Fons (Lot). — (Plaintes sur un dissentiment survenu dans le conseil municipal), t. 5, p. 43.

De quarante débitants de tabac, à Paris. — (Autorisation de vendre les cigares qui, jusqu'à présent, ne se trouvent qu'au bureau de l'administration), t. 5, p. 163.

De cent soixante et onze habitants de la vallée de Montmorency. — (Protestation contre l'établissement du cimetière de la ville de Paris à Méry-sur-Oise), t. 5, p. 237.

*Pétitions individuelles sur lesquelles le Sénat a prononcé l'ordre du jour sans discussion.*

Du sieur Ferrouil. — (Obligation pour les compagnies de chemins de fer d'établir un frein à chaque wagon), t. 4, p. 97.

Six pétitions. — (Modification de la législation sur les actes de l'état civil), t. 4, p. 100.

Du sieur Gatineau. — (Création d'examens de capacité pour les architectes), t. 4, p. 102.



Du sieur Jossierand. — (Réclamation contre une déchéance prononcée au sujet de créances pour fournitures faites en Algérie), t. 1, p. 107.

Du sieur Bosquet. — (Insaisissabilité des objets placés sur un fonds pour l'exploitation de ce fonds), t. 1, p. 110; t. 3, p. 147.

Du sieur Boucher. — (Assimilation des usines aux manufactures, en ce qui concerne l'exemption de la contribution des portes et fenêtres), t. 1, p. 112.

Du sieur Pereyra. — (Assimilation aux immeubles dotés de certaines valeurs mobilières offrant de sérieuses garanties), t. 1, p. 287.

Du sieur Desmarais. — (Réclamation contre les servitudes militaires imposées par les fortifications de Paris), t. 1, p. 288.

Du sieur Bellot. — (Plaintes contre le mauvais état de la route de Saint-Jean-d'Angély à Cognac), t. 1, p. 290.

Du sieur Lorieux. — (Exemption, pour les journaliers, de l'obligation de loger les militaires de passage), t. 1, p. 293.

Du capitaine Filippi. — (Réduction du contingent d'officiers fournis par l'école de Saint-Cyr; suppression ultérieure de cette école), t. 1, p. 293.

Du colonel Combe. — (Augmentation de la pension de tous les officiers du premier Empire), t. 1, p. 296.

Du sieur Duclos. — (Demande d'une gratification renouvelable, en qualité d'ancien militaire réformé), t. 1, p. 269.

Du sieur Boulanger-Patte. — (Création d'un impôt destiné à donner des secours aux anciens militaires ou à leur famille), t. 1, p. 299.

Du sieur César. — (Augmentation de sa pension d'ancien garde vestiaire du Sénat), t. 1, p. 300.

Du sieur Levasseur des Hauts-Champs. — (Réclamation contre les rapports faits au Sénat sur ses anciennes pétitions, et demandé d'emploi), t. 1, p. 301.

Du sieur Silhères. — (Plaintes contre le sous-préfet de Lectoure, qui a refusé de nommer garde particulier un candidat présenté par plusieurs propriétaires), t. 1, p. 302.

Du sieur Silhères. — (Réduction du contingent de Lectoure dans les contributions directes), t. 1, p. 302.

Du sieur Malhen. — (Abrogation de la loi de 1814 sur la célébration du dimanche), t. 1, p. 303.

Du sieur Callon. — (Délivrance gratuite aux instituteurs d'un journal contenant les actes officiels relatifs à l'instruction primaire), t. 1, p. 304.

Du sieur Lahure. — (Défense de faire breveter toute invention destinée à sauver les personnes en danger de mort), t. 1, p. 305.

De la dame Fleury, née Ledoux. — (Demande d'un bureau de tabac), t. 1, p. 307.

Du sieur Mathieu. — (Admission au brevet d'invention des plans de projets financiers), t. 1, p. 307.

Du sieur Rochet. — (Nouveau moyen de constatation des mutations de propriétés par suite de décès), t. 1, p. 309.

Du sieur David. — (Création dans toutes les villes ouvrières d'un musée d'art industriel), t. 1, p. 311.

Du sieur Alibert. — (Prohibition de l'éclairage par le gaz et les huiles minérales), t. 1, p. 312.

Du sieur Thévenot. — (Fourniture, aux commissions cantonales d'observations météorologiques, des instruments nécessaires pour leurs travaux), t. 1, p. 313.

Du sieur Chaillet. — (Demande de récompense pour la découverte de procédés utiles à l'agriculture), t. 1, p. 321.

Du sieur Bouchaud. — (Création, à l'Institut, d'une nouvelle classe, qui serait formée avec la Société impériale et centrale d'agriculture), t. 1, p. 322.

Du sieur Ardouin (Joachim). — (Délivrance gratuite d'un permis de chasse à tout militaire libéré avec un certificat de bonne conduite), t. 1, p. 345.

Du sieur Soubagné. — (Amélioration de la situation des instituteurs), t. 1, p. 347.

Du sieur Béguinot; du sieur Halna du Fretay. — (Création d'une caisse de secours pour les pompiers; réorganisation de ce corps), t. 1, p. 350.

Du docteur Comet. — (Plaintes contre la fermeture du cimetière de Belleville-Paris), t. 1, p. 416.

Du sieur Brue. — (Plaintes contre l'exonération de certaines taxes d'octroi accordée à la compagnie des messageries impériales à la Ciotat), t. 1, p. 422.

De l'abbé Théolière. — (Abrogation de la loi de germinal an X, ou modification de la disposition de cette loi, qui ne permet pas à un ecclésiastique de poursuivre son supérieur sans autorisation du Conseil d'Etat), t. 1, p. 434.

Du sieur Blanzat. — (Responsabilité des officiers ministériels envers leurs clients pour tous les actes de leur charge), t. 1, p. 487.

Du sieur Énard. — (Abrogation d'une disposition de l'article 2135 du Code Napoléon relative à l'hypothèque légale), t. 1, p. 490.

Du sieur Lorchat. — (Augmentation du nombre des huissiers à Paris, pour éviter les illégalités qu'ils sont forcés de commettre), t. 1, p. 500.

Du sieur Boucher. — (Déclaration d'incompatibilité entre les fonctions de notaire et celles de suppléant du juge de paix), t. 1, p. 504.

De la dame Chaumette. — (Simplification de la procédure en faveur des réclamations pour salaires formées par l'ouvrier contre le patron), t. 1, p. 507.

De la dame Fantin. — (Amélioration de la position des instituteurs par la gérance des bureaux de tabac), t. 1, p. 510.

Du sieur Tastet. — (Plaintes contre un jugement), t. 1, p. 510.

Du sieur Fournier. — (Pétition sur toutes sortes de sujets), t. 1, p. 511.

Du sieur Salmon. — (Réunion à la commune d'Ingrandes (Indre-et-Loire) de la section de la Grande-Varenne), t. 1, p. 511.

Du sieur Isnard. — (Création d'une taxe sur les graines de vers à soie importées de l'étranger; obligation au Crédit foncier de prêter l'argent nécessaire aux cultivateurs pour l'achat des engrais), t. 1, p. 512.

Du baron Papion du Château. — (Traitement de la Légion d'honneur pour les militaires décorés après avoir quitté le service), t. 1, p. 518.

Du sieur Bayard. — (Plaintes contre la commission du colportage, qui a refusé l'estampille à un ouvrage sur la vaccine), t. 1, p. 518.

Du sieur Blondel. — (Plaintes contre la mise en culture de terrains sur lesquels existaient des chemins publics), t. 1, p. 519.

Du sieur Carrère. — (Réduction du tarif des voyageurs sur les chemins de fer), t. 1, p. 520.

Du sieur Boullanger. — (Création d'un impôt sur les oiseaux en cage), t. 1, p. 321.

Du sieur Cristinacce. — (Admission dans l'enseignement des lycées d'un ouvrage de philosophie religieuse dont il est l'auteur), t. 1, p. 522.

Du sieur Terrien. — (Exemption d'un de ses fils, compris à tort dans le contingent de l'armée, un autre de ses fils, faisant partie de la réserve, étant mort d'une maladie contractée au service), t. 1, p. 538.

Du sieur Dormoy. — (Projet de loi sur le duel), t. 1, p. 544.

Du sieur Duprez. — (Modification des attributions du jury en ce qui touche les circonstances atténuantes), t. 2, p. 58.

Du sieur Chambonneau. — (Interdiction de l'admission des circonstances atténuantes dans les cas de parricide, d'infanticide et d'assassinat prémédité), t. 2, p. 59.

Du sieur David. — (Exemption de la perception du droit des pauvres sur les recettes des fêtes ou expositions organisées en vue de la bienfaisance), t. 2, p. 73.

Du sieur Sirotteau. — (Demande d'indemnité à la ville de Saint-Étienne, civilement responsable de la faillite d'une compagnie immobilière formée dans cette ville), t. 2, p. 82.

Du sieur Dupont. — (Suppression, dans la vente de certains produits, de l'usage des quatre au cent), t. 2, p. 155.

Du sieur Gariel. — (Modifications dans la confection des listes du jury; fixation d'une rétribution journalière pour les jurés en fonctions), t. 2, p. 174.

Du sieur Morlière. — (Envoi par la poste des avertissements de contributions; clarté et lisibilité des quittances délivrées par les percepteurs et des signatures apposées sur ces quittances), t. 2, p. 180.

Du sieur Brunet. — (Recommandation d'une méthode d'enseignement primaire), t. 2, p. 182.

Du sieur Mathieu. — (Exclusion des romans dans la rédaction du *Moniteur du soir*; gratuité de l'enseignement primaire; création de comptoirs agricoles), t. 2, p. 183.

Du sieur Masson. — (Obligation pour les receveurs des contributions d'acheter des chevaux propres à être requis pour le service de la cavalerie), t. 2, p. 186.

Du marquis de Lincel. — (Demande de mesures préventives contre l'invasion du choléra en France), t. 2, p. 187.

Du sieur Bernard Barre. — (Plaintes contre l'insuffisance de sa pension de retraite et demande d'un bureau de tabac), t. 2, p. 187.

Du sieur de La Cerda de La Rosa. — (Reconnaissance, par le gouvernement espagnol de sa filiation légitime, et restitution de son patrimoine), t. 2, p. 188; t. 3, p. 352.

Du sieur Michel. — (Demande de secours), t. 2, p. 189.

Du sieur Artigues. — (Interdiction aux soldats de porter des armes, lorsqu'ils ne sont pas de service), t. 2, p. 194.

Du sieur Parrot. — (Liberté du droit de réunion dans la période électorale; abrogation du décret de 1852, sur la presse). = Du sieur Colin. — (Liberté absolue de la presse; abolition de la censure préalable des ouvrages dramatiques), t. 2, p. 196.

Du sieur Corion. — (Modification de l'article 1134 du Code Napoléon, en ce qui touche le mandat), t. 2, p. 200.

Du sieur de Varinay. — (Modification de la loi des patentes en ce qui concerne certains petits fabricants ayant un magasin de vente séparé de la fabrique), t. 2, p. 202.

Du sieur Chambonneau. — (Suppression des écoles mixtes; obligation, pour les membres des congrégations enseignantes, d'obtenir le brevet de capacité), t. 2, p. 204.

Du sieur Hassel. — (Admission gratuite des enfants dans les écoles des communes limitrophes de celle du domicile de leurs parents), t. 2, p. 214.

De la dame Androuet du Cerceau [n° 201]; du sieur Vandendorpel [n° 347]. — (Nomination de S. M. l'Impératrice à la dignité de grand'croix de la Légion d'honneur). = Du sieur Sanson [n° 349]. — (Demande tendant à faire déclarer la fête de l'Impératrice, fête nationale). = Du sieur Lambert [n° 358]. — (Élévation, dans chaque ville, d'un monument en l'honneur de l'Impératrice), t. 2, p. 215.

Du sieur Stimbre. — (Nouvelle réglementation de l'administration vicinale), t. 2, p. 238.

Du sieur Prud'homme. — (Destruction des hannetons), t. 2, p. 240.

Du sieur Flory. — (Autorisation, pour les princes d'Orléans, de résider en France), t. 2, p. 247.

Du sieur Degouve-Denuncques. — (Autorisation, pour les princes d'Orléans et de Bourbon, de résider en France), t. 2, p. 247.

Du sieur Morsaline. — (Nomination d'un architecte voyer par arrondissement), t. 2, p. 256.

Du sieur Vignaud. — (Achèvement des chemins vicinaux), t. 2, p. 367, 374.

Du sieur Lelorrain, maire de Montcheux (Moselle). — (Plaintes contre la mise à la charge de sa commune d'une partie des frais de construction de l'église de Foville), t. 2, p. 375.

Du sieur Roche. — (Interdiction, pour les mineurs, d'entrer dans les bals et cabarets; responsabilité des parents dont les enfants offensent, de quelque manière que ce soit, la morale publique), t. 2, p. 435.

Du sieur Julien de Pujols. — (Inamovibilité des desservants; développement des études théologiques), t. 2, p. 436.

Du sieur Graves, du sieur Gauthier, du sieur Gaboud. — (Modifications à la tenue des registres de l'état civil), t. 2, p. 439.

Du sieur Lecoq. — (Création, au moyen d'une loterie, d'une caisse de secours pour les ouvriers malades ou infirmes), t. 2, p. 441.

Du sieur Prieu. — (Intervention du Gouvernement pour obtenir une indemnité du Brésil), t. 2, p. 451.

Du sieur Bouvet. — (Modification de la base sur laquelle sont comptés les droits de mutation d'immeubles), t. 2, p. 462.

Du sieur Hello. — (Exemption du timbre pour les publications se rattachant à la morale), t. 2, p. 463.

Du sieur Prud'homme. — (Suppression du droit de timbre imposé aux annonces industrielles), t. 2, p. 467.

Du sieur Gautheret. — (Suppression des droits sur les boissons), t. 2, p. 469.

Du sieur Platet. — (Autorisation, pour le Trésor, lorsqu'un héritier ne peut payer les droits de mutation, de faire vendre une partie de la rente afférente aux droits), t. 2, p. 469.

Du sieur Joly. — (Modification du Code Napoléon, en ce qui concerne la tutelle des mineurs), t. 2, p. 470.

Du sieur Zeller. — (Modifications dans l'assiette de la contribution foncière et des patentes), t. 2, p. 471.

Du sieur Servin. — (Suppression de la double liquidation mensuelle établie à la Bourse de Paris), t. 2, p. 499.

Du sieur Ferrer, capitaine en non activité. — (Plaintes contre sa mise en non activité et contre une détention arbitraire), t. 2, p. 504.

Du sieur Mesnier. — (Restitution d'une somme de 2100 fr. versée pour son exonération, le conseil de révision l'ayant compris à tort dans le contingent de l'armée), t. 2, p. 508.

Du sieur Caron. — (Modification des corps administratifs de l'armée), t. 2, p. 509.

Du sieur Grandjean. — (Faculté, pour le propriétaire d'un immeuble soumis à l'alignement d'en réclamer l'expropriation immédiate), t. 2, p. 633.

Du sieur Gustave Picard. — (Élévation de la compétence des tribunaux civils; restriction du droit laissé aux tribunaux d'assigner à bref délai; suppression de la vénalité des offices; réduction du délai d'appel; abrogation de la loi de 1814, sur la célébration des fêtes et dimanches), t. 2, p. 638.

Du sieur Billot. — (Suppression absolue des octrois), t. 2, p. 642.

Du sieur Pagès (du Tarn). — (Plaintes contre l'usage fait par l'administration du théâtre de l'Odéon, de la subvention qui lui est accordée), t. 2, p. 672.

Du sieur Bouschet. — (Disposition de loi qui déclare coupable d'escroquerie le preneur d'un bail à cheptel qui



aurait vendu une tête de bétail sans le consentement du propriétaire), t. 2, p. 673.

De l'abbé Pineau. — (Réclamation au sujet du préjudice que causerait à sa propriété la construction d'un chemin), t. 2, p. 685.

Du sieur de Verton; du sieur Lemaire. — (Adoption de moyens propres à empêcher le développement de la rage), t. 2, p. 715.

Du sieur Lacour-Manseau. — (Transport dans l'intérieur de la France de cargaisons d'eau de mer, destinée à servir d'engrais), t. 2, p. 716.

Du sieur Théron. — (Transcription sur les registres de l'état civil, des jugements prononçant séparation de corps), t. 2, p. 717.

Du sieur Dubuc. — (Abrogation de l'article 18 de la loi du 25 mai 1838, interdisant aux huissiers d'assister comme conseil et de représenter les parties en qualité de procureurs fondés dans les causes portées devant la justice de paix), t. 2, p. 723.

Du sieur Lionel d'Albiousse. — (Création d'un casier de l'état civil), t. 2, p. 732.

Du sieur Héraudet. — (Indemnité pour les membres de la légion de Juillet), t. 3, p. 13.

Du sieur Berron. — (Suppression des facultés de médecine à l'exception de celles de Paris et de Montpellier; conversion de ces deux facultés en internat), t. 3, p. 13.

Du sieur Japiot. — (Mesures propres à assurer le service de la vaccination dans les campagnes), t. 3, p. 25.

Du sieur Mougin. — (Paiement, par les familles riches qui n'ont pas d'enfant mâle, d'une contribution équivalente à l'exonération d'un fils; établissement, par l'État, d'une loterie annuelle, etc.), t. 3, p. 28.

Du sieur Thadome. — (Plaintes contre trois notaires qui se seraient entendus pour le dépouiller de ses biens), t. 3, p. 29.

Du sieur Humbert. — (Récompenses pour les jeunes gens vertueux et pour ceux qui les ont élevés; admission au service militaire des jeunes gens qui, quoique faibles ou infirmes, ne sont pas absolument impropres au service), t. 3, p. 30.

Du sieur Pionnier. — (Demande tendant à faire compter, pour un seul mot, dans la composition des télégrammes, toute réunion de mots ne représentant qu'une même idée, un seul nom, etc.), t. 3, p. 32.

Du sieur Kubler; du sieur Broussier; du sieur Derouère; du sieur Bonnet; du sieur Lebel. — (Modification de la législation qui régit les droits sur les boissons), t. 3, p. 42.

Du sieur Magallon. — (Annulation d'un décret nommant juge consulaire le directeur d'une succursale de la Banque de France), t. 3, p. 53.

Du sieur Rolin. — (Projet de transformation du jardin du Luxembourg), t. 3, p. 55.

Du sieur Daudet. — (Interdiction, aux journaux français, d'insérer les annonces des souscriptions ouvertes par les sociétés étrangères), t. 3, p. 65.

Du sieur Astier. — (Augmentation de durée pour l'amortissement des emprunts contractés par les communes; vote de centimes affectés spécialement à payer des cantonniers pour l'entretien des chemins vicinaux), t. 3, p. 72.

Du sieur Saint-Martin. — (Transport, en franchise; par la poste, des objets transmis par les caisses d'épargne), t. 3, p. 94.

Du sieur Dujour. — (Critique des dispositions de la loi de 1859 sur le transport des valeurs par la poste, relatives à la constatation des contraventions et à la responsabilité en cas de perte), t. 3, p. 97.

Du sieur Dreyfus. — (Abaissement à 40 cent. des ports de lettres dans la circonscription d'un arrondissement), t. 3, p. 106.

Du sieur Gauthier. — (Abaissement à 10 cent. des ports

de lettres circulant dans un rayon de 20 kilomètres), t. 3, p. 108.

Du sieur Bizard; du sieur Blum; du sieur Tisserandet. — (Admission à la retraite des instituteurs après trente ans de service, sans condition d'âge), t. 3, p. 109; t. 4, p. 184.

Du sieur Desfeux. — (Indemnité pour les jurés pendant les sessions), t. 3, p. 144.

Du sieur Brunel. — (Plaintes contre les délais trop prolongés accordés pour la liquidation des sociétés commerciales; moyen de remédier aux abus), t. 3, p. 145.

Du sieur Largefeuille. — (Intervention du Sénat pour faire admettre à l'Exposition universelle son système de câbles sous-marins et de télégraphie souterraine), t. 3, p. 152.

Du sieur Lacombe. — (Autorisation de chasser les oiseaux aquatiques, à l'aide de nacelle, en temps de neige), t. 3, p. 154.

Du sieur Léotar. — (Réhabilitation de la mémoire du maréchal Ney), t. 3, p. 207.

Du sieur Coisson. — (Établissement d'un impôt sur les valeurs étrangères émises en France), t. 3, p. 233.

Du sieur Vieux. — (Révision des lois et ordonnances qui régissent les servitudes militaires), t. 3, p. 238.

Du sieur Lanfranchi. — (Médaille militaire), t. 3, p. 242.

Du sieur Rolland. — (Augmentation de sa pension de retraite), t. 3, p. 242.

Du sieur Désiré Darand. — (Demande de secours), t. 3, p. 242.

Du sieur Maurin. — (Demande d'un emploi de commissaire de surveillance des chemins de fer, en faveur de son fils), t. 3, p. 242.

Du sieur Halanzy. — (Réclamation des arrérages dus à son père, sur une pension), t. 3, p. 243.

Du sieur Gauthey. — (Plaintes contre une révocation et demande d'une pension ou d'un bureau de tabac), t. 3, p. 243.

De la dame veuve Wolk. — (Demande de secours), t. 3, p. 243.

Du sieur André. — (Distribution aux époux, le jour de leur mariage, d'un ouvrage du pétitionnaire sur l'éducation des enfants), t. 3, p. 244.

Du sieur Gagne. — (Obligation, pour tous les établissements d'instruction, d'enseigner la linguistique, d'après un ouvrage dont le pétitionnaire est l'auteur), t. 3, p. 244.

Du sieur Faure. — (Intervention de la France pour assurer aux Israélites la possession de la Palestine), t. 3, p. 245.

Du sieur Bellot. — (Faculté d'inhumation dans les propriétés privées, sans autorisation), t. 3, p. 245.

Du sieur Salomon. — (Demande tendant à faire émettre par le Sénat, le vœu de voir figurer dans son sein un ministre de chaque culte), t. 3, p. 246.

Du sieur Herpin. — (Rectification d'erreurs commises dans le budget de sa commune, erreurs qui retarderaient la construction de l'église), t. 3, p. 247.

Du sieur Pansier. — (Plaintes contre le retrait d'une autorisation de tenir un bureau d'écrivain public, et contre une arrestation), t. 3, p. 247.

Du sieur Devogès. — (Plaintes contre des persécutions qui l'ont forcé à vendre son étude de notaire et ont amené sa révocation de juge de paix), t. 3, p. 247.

Du sieur Boverat. — (Augmentation de la liste civile de l'Empereur pendant l'Exposition universelle), t. 3, p. 248.

Du sieur Chesneau. — (Plaintes contre un refus d'autorisation de poursuivre devant les tribunaux un agent des ponts et chaussées), t. 3, p. 249.

Du sieur Derbesse. — (Droit de chasse sur toutes les

propriétés de l'État ou des communes pour tout détenteur d'un permis), t. 3, p. 250.

Du sieur Palanque. — (Substitution de la photographie au signalement dans les passe-ports et les permis de chasse), t. 3, p. 256.

Du sieur Percheron. — (Obligation, pour les mères, de nourrir elles-mêmes leurs enfants), t. 3, p. 257.

Du sieur Quentin. — (Rétablissement des tours; envoi des enfants assistés en Algérie), t. 3, p. 269.

Du sieur Bosquet. — (Protection plus efficace des droits du propriétaire bailleur contre les négligences ou l'insolvabilité du colon; jugement d'urgence de tous les différends relatifs aux propriétés rurales), t. 3, p. 270.

Du sieur Rouhaud. — (Fixation du droit de patente imposé aux machines à vapeur employées par l'agriculture, en tenant compte du temps restreint pendant lequel elles fonctionnent), t. 3, p. 271.

Du sieur Bernard. — (Création de médecins cantonaux; établissement d'une contribution spéciale pour assurer leur traitement), t. 3, p. 277.

Du sieur Courrirat-Vergé. — (Ouverture d'une enquête sur des dérogations aux règlements qui régissent la propriété de la fontaine d'eau salée de la ville de Salies-de-Béarn), t. 3, p. 285.

Du sieur Borie. — (Assimilation, quant à la durée, du mandat de conseiller général ou d'arrondissement avec celui de député), t. 3, p. 335.

Du sieur Léger. — (Insuffisance des livres écrits pour l'instruction primaire; nomination d'une commission d'instituteurs chargée de rédiger le plan des ouvrages nouveaux), t. 3, p. 337.

Du sieur Désiré Durand. — (Suppression du casuel des curés de campagne), t. 3, p. 340.

Du sieur Chambonneau. — (Jugement, par le Sénat, des souverains après leur mort), t. 3, p. 342.

Du sieur Dubouys. — (Moyens de remédier aux abus qui se produisent dans l'exécution du décret de 1809, relatif aux conseils de fabrique), t. 3, p. 346.

De la demoiselle Henriette Plagnieu. — (Plaintes contre des décisions judiciaires), t. 3, p. 348.

Du sieur Leguillou. — (Plaintes vagues), t. 3, p. 349.

Du sieur Abadie. — (Interdiction, aux condamnés réhabilités, d'exercer des fonctions municipales), t. 3, p. 350.

Du sieur Renon. — (Plaintes vagues), t. 3, p. 351.

Du sieur Dezautière. — (Admission gratuite, dans les hôpitaux de Paris, de malades venant des départements), t. 3, p. 353.

Du sieur Doudoux-Ridou. — (Obligation, pour les communes et les hospices de bâtir des maisons à bon marché, pour loger les ouvriers), t. 3, p. 354.

Du sieur Picardat. — (Plaintes contre une détention préventive), t. 3, p. 355.

Du sieur Roudouly. — (Internement des étudiants en droit et en médecine), t. 3, p. 356.

Du sieur Duplan. — (Augmentation du traitement des juges de paix; logement de ces magistrats aux frais des communes), t. 3, p. 356.

Du sieur Mentjène. — (Intervention du Sénat pour obtenir des nouvelles de son oncle, absent depuis 1806), t. 3, p. 357.

Du sieur Millet. — (Obligation, pour les propriétaires, de payer l'intérêt des loyers perçus à l'avance), t. 3, p. 358.

Du sieur Beau de Rochas. — (Désarmement; proclamation d'une neutralité absolue), t. 3, p. 359.

Du sieur Alveruhe. — (Essai, aux frais de l'Etat, d'une découverte permettant de traverser la mer à pied sec), t. 3, p. 360.

Du sieur Fernand Michel. — (Création d'une caisse d'assurances pour les enfants, jusqu'à la majorité), t. 3, p. 360.

De la dame Faure. — (Invitation aux greffiers de Charenton de lever les scellés qu'ils ont mis chez elle), t. 3, p. 361.

Du sieur Davenne (Daniel). — (Autorisation de la recherche de la paternité; droit pour la fille-mère de poursuivre son séducteur), t. 3, p. 363.

Du sieur Bourrelier. — (Plaintes contre les lenteurs apportées à la liquidation de sa retraite), t. 3, p. 364.

Du sieur Jacques Dick. — (Demande de pension), t. 3, p. 364.

Du sieur Maurice. — (Pétition incohérente), t. 3, p. 365.

Du sieur Don Pierre Zuccai. — (Poursuites contre une personne qui, selon lui, aurait soudoyé l'assassin de son fils), t. 3, p. 365.

Du sieur Humbert. — (Mesures pour empêcher que la reproduction des animaux domestiques ne devienne une offense à la morale publique), t. 3, p. 366.

Du sieur Lamothe. — (Payement de l'impôt sur les logements non loués, comme sur ceux habités), t. 3, p. 366.

Du sieur Fyot de La Marche. — (Restitution du prix d'une charge enlevée à son père pendant la Révolution), t. 3, p. 368.

Du sieur Casimir-Guillaume Levasseur. — (Nomination d'une commission chargée de rechercher toutes les injustices commises depuis quinze ans), t. 3, p. 368.

Du sieur Bresson. — (Plaintes contre l'interprétation rigoureuse donnée à l'article 12 de la loi de 1844 sur les brevets d'invention), t. 3, p. 444.

Du sieur Dufour; du sieur Jourdain Yvart; du sieur

Mitchal. — (Abrogation du décret de 1852, qui fixe une limite d'âge pour les magistrats), t. 3, p. 618.

Du sieur Bontoux. — (Critique des mesures prises depuis 1851, et qui seraient de nature à amoindrir la magistrature), t. 3, p. 620.

Du sieur Pouget. — (Adoption, dans les campagnes, d'un mode d'avertissement chargé de faire connaître au public le passage des facteurs), t. 3, p. 624.

Du sieur Payen; du sieur Benoit. — (Facultés pour les employés qui n'ont pas les services voulus pour la retraite de les compléter, en faisant le versement des sommes qui auraient été retenues pendant les années qui leur manquent), t. 3, p. 632.

Du sieur Quillet. — (Création d'un hôtel des invalides civils), t. 3, p. 669.

Du sieur Auguste Odier. — (Translation à Fontainebleau du siège du Corps législatif), t. 3, p. 670.

Du sieur Dasseville. — (Mobilisation de la dette hypothécaire), t. 4, p. 155.

Du sieur Richard. — (Plaintes contre un décret rendu en Conseil d'Etat, qui a empêché l'exécution d'un traité conclu entre lui et la compagnie du chemin de fer de Lyon, pour le transport des voyageurs à la gare de Fontainebleau), t. 4, p. 160.

Du sieur Braine. — (Révision du cadastre à l'aide de certaines taxes), t. 4, p. 174.

Du sieur Breton. — (Abrogation partielle de la loi de 1807 sur le taux de l'intérêt de l'argent), t. 4, p. 176.

Du sieur Boullay; du sieur Monnot. — (Révision de l'article 18 de la loi sur les pensions civiles), t. 4, p. 179.

Du sieur Roux. — (Plaintes contre l'inégalité de l'impôt mobilier, dont le taux serait plus élevé à Marseille qu'à Paris), t. 4, p. 182.

Du sieur Peyron. — (Exemption de payer le droit de



détail pour la société de secours mutuels de Quimperlé, autorisée à vendre des boissons à ses associés), t. 4, p. 190.

Du sieur Prungnat. — (Plaintes contre des irrégularités dans l'élection d'Argenton [Indre]), t. 4, p. 190.

Du sieur Bourdrel. — (Allocation d'une remise aux agents chargés de percevoir la taxe sur les chiens), t. 4, p. 191.

Du sieur de Crancé. — (Refus d'autorisation pour toute espèce de loterie), t. 4, p. 191.

Du sieur Guyot. — (Création d'une caisse des invalides du travail), t. 4, p. 192.

Du sieur Ferry. — (Gratuité de l'instruction primaire; recrutement de l'armée par les jeunes gens ne sachant ni lire ni écrire; interdiction de marier les jeunes filles qui ne sauraient ni lire, ni signer leur acte de mariage), t. 4, p. 192.

Du sieur Frisel. — (Modification de la loi sur la chasse), t. 4, p. 193.

Du sieur Moreau. — (Création d'une médaille du mérite civil), t. 4, p. 193.

Du sieur Astier. — (Augmentation des droits de patente sur les marchands de boissons, afin d'augmenter l'intérêt servi par les caisses d'épargne), t. 4, p. 194.

Du sieur Astier. — (Condamnation du plaideur qui perd son procès, tout au moins à des dommages-intérêts envers la partie adverse), t. 4, p. 193.

Du sieur Astier. — (Exécution des travaux devant prévenir les inondations), t. 4, p. 195.

Du sieur Bonny. — (Admission, dans les hospices, des gardes champêtres infirmes; distribution aux indigents des effets militaires mis à la réforme), t. 4, p. 195.

Du sieur Vienne; de l'abbé Soulé. — (Exemption pour les ecclésiastiques de l'impôt des prestations), t. 4, p. 196.

Du sieur Vidue. — (Insuffisance du traitement des employés des prisons), t. 4, p. 196.

Du sieur Bourdier. — (Augmentation du nombre des chemins reliant les communes entre elles), t. 4, p. 197.

Du sieur Amette. — (Responsabilité des propriétaires pour les dégâts causés par les lapins), t. 4, p. 197.

Du sieur Le Juste. — (Exclusion de la partie rurale de la ville de Niort du périmètre de l'octroi), t. 4, p. 197.

Du sieur Huart de Pally. — (Adoption d'appareils propres à combattre le choléra), t. 4, p. 197.

Du sieur Carret. — (Réclamation contre la liquidation d'une pension), t. 4, p. 199.

Du sieur Salomon. — (Consécration du souvenir de l'Exposition universelle par la remise aux condamnés du restant de leur peine), t. 4, p. 199.

Du sieur Cordier-Joly. — (Prompte exécution de travaux publics dans le quartier de la Chapelle, à Paris), t. 4, p. 201.

Du sieur Lecostey. — (Liquidation d'une pension), t. 4, p. 201.

Du sieur Bastide. — (Plaintes contre une arrestation arbitraire), t. 4, p. 201.

Du sieur Gastine. — (Projet de loi propre à amener l'extinction du paupérisme), t. 4, p. 202.

Du sieur Dujour. — (Maintien sur les listes électorales du failli concordataire), t. 4, p. 202.

Du sieur Saumur. — (Récompense comme inventeur des tampons de chemins de fer), t. 4, p. 203.

Du sieur Cay. — (Plaintes contre un refus d'opérer une saisie-arrêt sur le traitement d'un ouvrier des ports), t. 4, p. 204.

Du sieur Renauld. — (Pénalité contre ceux qui font publiquement profession d'athéisme), t. 3, p. 41.

Du sieur Pierre Lelong. — (Publication dans les journaux des noms des médecins qui font profession d'athéisme), t. 5, p. 42.

Du sieur Gosset. — (Abolition des octrois et des impôts indirects), t. 5, p. 46.

Du sieur Debain. — (Indemnité pour le préjudice causé à son industrie par la loi sur les instruments de musique mécaniques), t. 5, p. 121.

Du sieur Olivari. — (Indemnité pour fournitures de blé faites à l'armée d'Italie en l'an VIII, et dont le prix n'aurait jamais été payé), t. 5, p. 125.

Du sieur Durbach. — (Demande tendant à faire faire, par le médecin chargé de vérifier les décès, une opération capable de déterminer certainement la mort), t. 5, p. 158.

Du sieur Désiré Durand. — (Augmentation du traitement des facteurs ruraux), t. 5, p. 159.

Du sieur Vinsonau. — (Plaintes contre le taux élevé des loyers et la cherté des denrées alimentaires), t. 5, p. 164.

De la dame veuve Chenaux. — (Augmentation de la pension des veuves de militaires), t. 5, p. 165.

Du sieur Lemaire. — (Modifications dans le service des postes), t. 5, p. 167.

Du sieur Boivil. — (Élévation au titre de curé de canton du desservant dont la résidence est devenue chef-lieu de canton), t. 5, p. 260.

Du sieur Nivert. — (Réforme des lois sur les contributions indirectes et sur les octrois), t. 5, p. 261.

Du sieur Declerc-Distinguin. — (Réclamation contre une patente de marchand de vinaigres en gros à laquelle il a été imposé), t. 5, p. 263.

Du docteur Damoiseau. — (Institution d'un grand jury national dans l'ordre de la médecine), t. 5, p. 281.

Du sieur Méjanel de La Roque. — (Plaintes contre le

monopole de la commission impériale, en ce qui concerne la vente des catalogues de l'Exposition), t. 5, p. 401.

*Pétitions sur lesquelles la question préalable a été prononcée sans discussion.*

De l'abbé Théolière. — (Annulation du décret qui a rejeté le recours comme d'abus qu'il avait formé contre l'archevêque de Lyon; autorisation de poursuivre le cardinal-archevêque), t. 1, p. 434.

Du sieur Ferdinand Lagleize. — (Annulation de décisions ministérielles qui repoussent ses demandes d'indemnité pour pertes subies en Algérie), t. 2, p. 177.

Du sieur Laloge. — (Inconstitutionnalité des lois sur la presse, les réunions, le colportage, etc.), t. 2, p. 196.

Du baron Coppens. — (Inconstitutionnalité d'un décret qui ordonne un prélèvement annuel de 1500 fr. au profit de la baronne Coppens, sur une rente immobilière dépendant d'un majorat), t. 2, p. 629.

Du sieur Colassot. — (Pétition sur toutes sortes de sujets), t. 2, p. 727.

Du prince Radziwill. — (Inconstitutionnalité d'un arrêté ministériel lui enjoignant de quitter le territoire français), t. 3, p. 289.

Du sieur Berger. — (Pétition incohérente et injurieuse pour la magistrature), t. 3, p. 357.

Du sieur Marcand. — (Modification de l'article 131 du Code de procédure civile relatif à la compensation des dépens; modification de la loi de 1819 sur la diffamation), t. 3, p. 369.

Du sieur Henri [n° 330]. — (Pétition incohérente), t. 4, p. 186.

Du sieur Guillaume. — (Plaintes relatives à un arrêt rendu contre lui), t. 4, p. 186.

Du sieur Bouverot. — (Demande de secours), t. 4, p. 187.

Du sieur Rémy. — (Rétablissement du tiers consolidé d'une rente perpétuelle inscrite au nom de son père), t. 4, p. 187.

Du sieur Aubert. — (Plaintes contre les déplacements que lui cause une instruction dirigée contre lui), t. 4, p. 187.

Du sieur Glaentzer. — (Invitation au conseil central des églises réformées de déclarer si un protestant peut, sans manquer à sa religion, assister aux cérémonies du culte catholique), t. 4, p. 188.

Du sieur Meslin. — (Plaintes contre le monopole concédé à certains traducteurs accrédités près la Cour impériale de Paris), t. 4, p. 188.

Du sieur Cahier. — (Pétition incohérente), t. 4, p. 189.

Du sieur Mosser. — (Indemnité pour réparation d'une erreur judiciaire), t. 4, p. 189.

De la dame Gabriel. — (Demande de secours), t. 4, p. 189.

Du sieur Lesque. — (Plaintes contre une révocation), t. 4, p. 189.

*Liste, par ordre alphabétique, des pétitionnaires individuels ou collectifs.*

Abadie, t. 3, p. 230.

Abelin, t. 3, p. 231.

*Actionnaires de la compagnie du canal Cavour*, t. 5, p. 485.

*Actionnaires du chemin de fer de Lyon à Sathonay (Douze)*, t. 2, p. 61.

*Agents-voyers (Trois)*, t. 1, p. 291.

Agry, t. 1, p. 403 [n° 596]; t. 2, p. 61.

*Aigues-Mortes (Conseillers municipaux et habitants d')*, t. 1, p. 484.

*Aixe [Haute-Vienne] (Maire, conseil municipal et notables habitants d')*, t. 1, p. 354.

Albouse (D'), t. 2, p. 732.

- Alibert, t. 1, p. 312.  
*Allignan-du-Vent* [*Hérault*] (*Cent huit habitants d'*), t. 1, p. 352.  
 Alleyron [n° 194], t. 3, p. 450.  
 Alveruhe, t. 3, p. 360.  
 Amette, t. 4, p. 197.  
 Andler, t. 3, p. 640.  
 Audré, t. 1, p. 412; t. 3, p. 244.  
 Androuet du Cerceau (Dame) [n° 201], t. 2, p. 215.  
*Arbois* [*Jura*] (*Cent vingt-deux habitants d'*), t. 2, p. 249.  
*Arcis-sur-Aube* (*Quarante-trois propriétaires d'*), t. 1, p. 532.  
 Ardouin (Joachim), t. 1, p. 345.  
 Artigues, t. 2, p. 194.  
*Asnières* [*Seine*] (*Habitants d'*), t. 2, p. 690.  
 Astier, t. 3, p. 72; t. 4, p. 194, 195.  
 Aubert, t. 4, p. 187.  
*Aveyron* (*Habitants de l'*), t. 3, p. 153.  
 Badie père, t. 1, p. 375.  
 Balue, t. 3, p. 637.  
 Barbier, t. 3, p. 100.  
 Baron (Sieur et dame), t. 3, p. 248.  
 Barre (Bernard), t. 2, p. 187.  
 Barrier (Docteur), t. 3, p. 218.  
 Basude, t. 4, p. 201.  
 Bayard, t. 1, p. 518.  
 Beau de Rochas, t. 3, p. 339.  
 Béguinot, t. 1, p. 350.  
 Bellamy, t. 1, p. 534.  
 Bellot, t. 1, p. 290; t. 3, p. 245.  
 Benoît, t. 3, p. 632.  
 Berger, t. 3, p. 337.  
 Bernard, t. 3, p. 277.  
 Berron, t. 3, p. 13.  
*Besain* [*Jura*] (*Onze habitants de*), t. 1, p. 496.  
 Billot, t. 2, p. 642.  
*Bio* [*Lot*] (*Cinquante-deux habitants de*), t. 3, p. 351.  
 Bizard, t. 3, p. 109.  
 Blanzat, t. 1, p. 487.  
 Blédeilhé [n° 486], t. 1, p. 79.  
 Blondel, t. 1, p. 519.

- Blum, t. 3, p. 109.  
 Bogelot, t. 2, p. 77.  
 Boivil, t. 5, p. 260.  
 Bonnard, t. 3, p. 627.  
 Bonnet, t. 1, p. 112; t. 3, p. 43.  
 Bonny, t. 4, p. 195.  
 Bontoux, t. 3, p. 620.  
 Borie, t. 3, p. 181, 335.  
 Bosquet, t. 1, p. 110; t. 3, p. 147, 270.  
 Bouchaud, t. 1, p. 322.  
 Boucher, t. 1, p. 113, 504.  
 Bouhoure, t. 2, p. 491.  
 Boulanger, t. 1, p. 314.  
 Boulanger-Patie, t. 1, p. 299.  
 Boulay, t. 2, p. 242.  
 Boullanger, t. 1, p. 521.  
 Boullay, t. 4, p. 179.  
 Bourdier, t. 4, p. 197.  
 Bourdrel, t. 4, p. 191.  
 Bourge, t. 3, p. 150.  
*Bourg-la-Reine [Seine] (Habitants de)*, t. 3, p. 38.  
 Bourrelier, t. 3, p. 364.  
 Bouschet, t. 2, p. 673.  
 Boutont, t. 2, p. 251.  
 Bouverot, t. 4, p. 187.  
 Bouvet, t. 2, p. 462.  
 Boverat, t. 3, p. 248.  
 Braine, t. 4, p. 174.  
 Bresson, t. 3, p. 445.  
 Breton, t. 4, p. 176.  
 Brochard (Docteur), t. 1, p. 573.  
 Brocheton, t. 2, p. 678.  
 Brue, t. 1, p. 422.  
 Brunel, t. 3, p. 145.  
 Brunet, t. 2, p. 182.  
 Cahier, t. 4, p. 189.  
 Callon, t. 1, p. 304.  
 Cantin, t. 2, p. 729.  
 Caron, t. 2, p. 509.  
 Carrère, t. 1, p. 520.  
 Carret, t. 4, p. 199.

- Castans [Aude] (Maire, conseillers municipaux et cent quinze habitants de)*, t. 3, p. 361.
- Cay, t. 4, p. 204.
- Cézar, t. 1, p. 300.
- Chaillet, t. 1, p. 321.
- Chambonneau, t. 2, p. 59, 204; t. 3, p. 342.
- Chartres [Eure-et-Loir] (Cinq habitants de)*, t. 1, p. 79.
- Chassinat (Docteur), t. 3, p. 218.
- Chastel [n° 339], t. 1, p. 100.
- Chatelain (Sieur et dame), t. 1, p. 522.
- Chatot, t. 2, p. 465.
- Chaumette, t. 1, p. 507.
- Chenaux (Veuve), t. 5, p. 165.
- Chesneau, t. 3, p. 249.
- Chévonnet, t. 3, p. 149.
- Clavé, t. 3, p. 149.
- Cochelin, t. 2, p. 77.
- Coisson, t. 3, p. 233.
- Colassot, t. 2, p. 727.
- Colin, t. 2, p. 196.
- Coilas, t. 2, p. 445.
- Combe (Le colonel), t. 1, p. 296.
- Comet, t. 1, p. 417.
- Comice agricole de Beaulieu (Quatre-vingt-quatorze membres du)*, t. 1, p. 410.
- Compagnie générale d'irrigation du canal Cavour (Soixante-sept porteurs d'actions et obligations de la)*, t. 5, p. 485.
- Conducteurs des ponts-et-chaussées, à Mascara [Algérie] (Quatre)*, t. 3, p. 167.
- Conseil des prud'hommes, à Paris (Douze membres du)*, t. 3, p. 56.
- Contessouse, t. 3, p. 358.
- Coppens (Baron), t. 2, p. 629.
- Corbet [n° 901], t. 1, p. 403.
- Cordier-Joly, t. 4, p. 201.
- Corion, t. 2, p. 200.
- Courrirat-Vergé [n° 191], t. 3, p. 285.
- Crancé (De), t. 4, p. 191.
- Crcuse (Quatre cent seize habitants du département de la)*, t. 3, p. 634.



- Cristinacce, t. 1, p. 522.  
*Cuve [Haute-Saône] (Maire, adjoint, conseillers municipaux et habitants de)*, t. 2, p. 156.  
 Damoiseau (Docteur), t. 5, p. 281.  
 Dasseville, t. 4, p. 155.  
 Daudet, t. 3, p. 65.  
 Davenne (Daniel), t. 3, p. 363.  
 David, t. 2, p. 530.  
 David fils, t. 1, p. 311.  
 David (Maxime), t. 2, p. 73.  
 Debain, t. 5, p. 121.  
 Debord-Laudonie [n° 748], t. 1, p. 91.  
 Decaisne [n° 129], t. 1, p. 403.  
 Declerc-Distinguin, t. 5, p. 263.  
 Degouve-Denuncques, t. 2, p. 247.  
 Denis, t. 4, p. 205.  
 Denizot, t. 2, p. 445.  
 Derbesse, t. 3, p. 250.  
 Deroure, t. 3, p. 42.  
 Desfeux, t. 3, p. 144.  
 Desmarais, t. 1, p. 288.  
*Desservants du diocèse de Nevers [Nièvre] (Quatorze)* t. 4, p. 203.  
 Destrem, t. 1, p. 282.  
 Devouges, t. 3, p. 247.  
 Dezautière, t. 3, p. 353.  
 Dick (Jaques), t. 3, p. 364.  
 Dollfus, t. 5, p. 42.  
*Dombes (Cent quatre-vingt huit communes au total)*, t. 1, p. 548.  
 Donien, t. 1, p. 531.  
 Dormont, t. 1, p. 523.  
 Dormoy, t. 1, p. 544.  
 Dou-doux-Ridou, t. 3, p. 354.  
 Doussault, t. 2, p. 190.  
 Dreyfus, t. 3, p. 106.  
 Dubois-Fresney, t. 3, p. 276.  
 Dubouys, t. 3, p. 346.  
 Dubuc, t. 2, p. 723.  
 Duclos, t. 1, p. 299.  
 Ducroc, t. 3, p. 149.

- Dufour, t. 3, p. 619.  
 Dujour, t. 3, p. 97; t. 4, p. 202.  
 Dulout, t. 3, p. 644.  
 Duplan, t. 3, p. 356.  
 Dupont, t. 2, p. 155.  
 Duprez, t. 2, p. 58.  
 Durand (Désiré), t. 3, p. 242, 340; t. 5, p. 159.  
 Durbach, t. 5, p. 158.  
 Éguilles [*Bouches-du-Rhône*] (*Dix habitants d'*), t. 2,  
 p. 158.  
*Entrepreneurs de bâtiments, à Bercy (Trente-huit)*, t. 2,  
 p. 640.  
 Érard, t. 1, p. 490.  
 Fabre, t. 2, p. 491.  
*Facteurs de la poste, à Cognac*, t. 5, p. 529.  
 Faivre [n° 874], t. 1, p. 100.  
 Fantin (Dame), t. 1, p. 510.  
 Faure, t. 3, p. 245.  
 Faure (Dame), t. 3, p. 361.  
 Fenet, t. 4, p. 198.  
 Fernand Michel, t. 3, p. 360.  
 Ferrer, t. 5, p. 504.  
 Ferrouil, t. 1, p. 97.  
 Ferry, t. 4, p. 192.  
 Filippi, t. 1, p. 293.  
 Flayelle-Motte, t. 2, p. 522.  
 Fleury, née Ledoux (Dame), t. 1, p. 307.  
 Flory, t. 2, p. 247.  
 Fons [*Lof*] (*Huit conseillers municipaux et cinq habitants  
 de*), t. 5, p. 45.  
 Fontainebleau [*Seine-et-Marne*] (*Vingt-six habitants de*),  
 t. 2, p. 179.  
 Fontenay-sous-Bois [*Seine*] (*Trente et un habitants de*),  
 t. 2, p. 440.  
 Fournier, t. 1, p. 511.  
 Fraisse, t. 2, p. 226.  
 Frisel, t. 4, p. 193.  
 Fyot de La Marche, t. 3, p. 368.  
 Gaboud, t. 2, p. 439.  
 Gabriel (Dame), t. 4, p. 189.  
 Gagne, t. 3, p. 244.

- Gariel, t. 2, p. 174.  
 Gassies, t. 3, p. 69.  
 Gastine, t. 4, p. 202.  
 Gatineau, t. 1, p. 102.  
 Gautheret, t. 2, p. 469.  
 Gauthier, t. 3, p. 243.  
 Gauthier [n° 484], t. 1, p. 79.  
 Gauthier, t. 2, p. 439; t. 3, p. 108.  
 Gauthier [de Versailles], t. 1, p. 79.  
 Gennevilliers [*Seine*] (*Habitants de*), t. 2, p. 690.  
 Gestas (Le marquis de) [n° 481], t. 3, p. 181.  
 Glaentzer, t. 4, p. 188.  
 Gosset, t. 5, p. 46.  
 Gournay [*Seine-Inférieure*] (*Dix-sept habitants de*),  
 t. 1, p. 297.  
 Gouyon, t. 2, p. 445.  
 Grandjean, t. 2, p. 633.  
 Graves, t. 2, p. 439.  
 Guiet, t. 1, p. 426.  
 Guillaume, t. 4, p. 186.  
 Guyot, t. 4, p. 102.  
 Halanzy, t. 3, p. 243.  
 Halna du Fretay, t. 1, p. 350.  
 Hassel, t. 2, p. 214.  
*Hauts-Alpes* (*Conseil général, maires et conseils municipaux des villes du département des*) t. 2, p. 378.  
*Havre* (*Mille trois cents habitants du*), t. 1, p. 342.  
*Hay* [*Seine*] (*Habitants de l'*), t. 3, p. 38.  
 Hello, t. 2, p. 463.  
 Henry [n° 330], t. 4, p. 186.  
 Héraudet, t. 3, p. 13.  
*Herbeval* [*Ardennes*] (*Maire et conseillers municipaux d'*), t. 3, p. 459.  
 Herpin, t. 3, p. 247.  
 Hertel, [n° 866], t. 1, p. 91.  
 Honorat, t. 2, p. 252.  
 Houning [n° 186], t. 3, p. 451.  
 Huard de Pally, t. 4, p. 197.  
 Humbert, t. 3, p. 30, 366.  
*Industriels, à Bordeaux* (*Cent dix-huit*) [n° 4], t. 3,  
 p. 450.

- Industriels de l'ancienne banlieue de Paris (Six)*, t. 5, p. 245, 354.
- Isère (Six maires du département de l')*, t. 3, p. 349.
- Isnard, t. 1, p. 512.
- Japiot, t. 3, p. 27.
- Jeanmaire, t. 2, p. 683.
- Joly, t. 2, p. 470.
- Josserand, t. 1, p. 107.
- Kubler, t. 3, p. 42.
- La Cerda de La Rosa (De), t. 2, p. 188; t. 3, p. 352.
- Lacombe, t. 3, p. 154.
- Lacomme, t. 3, p. 149.
- Lacour-Manseau, t. 2, p. 716.
- Lagleize (Ferdinand), t. 2, p. 177.
- Lahure, t. 1, p. 303.
- Laloge, t. 2, p. 196.
- Lambert [n° 358], t. 2, p. 215.
- Lamothe, t. 3, p. 366.
- Lanfranchi, t. 3, p. 242.
- Lapeyre, t. 2, p. 679.
- Laporte, t. 2, p. 243.
- Largefeuille, t. 3, p. 152.
- La Rue, comte de Mareilles, t. 3, p. 209.
- Laumosnier, t. 5, p. 170.
- Lecocq, t. 2, p. 441.
- Lecostey, t. 4, p. 201.
- Lefèvre, t. 1, p. 531; t. 2, p. 676.
- Legeandre, t. 3, p. 646.
- Léger (Alexandre), t. 3, p. 337.
- Leguillon, t. 3, p. 349.
- Le Juste, t. 4, p. 197.
- Lelarge, t. 2, p. 465.
- Lelong (Pierre), t. 5, p. 42.
- Lelorrain, t. 2, p. 375.
- Lemaire, t. 2, p. 715; t. 5, p. 167.
- Léon, t. 1, p. 334.
- Léotar, t. 1, p. 207.
- Léinois-Poirson [n° 686], t. 1, p. 100.
- Lesque, t. 4, p. 189.
- Levasseur des Hauts-Champs, t. 1, p. 301; t. 3, p. 368.
- Lincel (Le marquis de), t. 2, p. 187.

- Lorchat, t. 1, p. 500.  
 Lorieux, v. 1, p. 293.  
 Lorient, t. 2, p. 514.  
*Lot (Habitants du)*, t. 3, p. 133.  
 Magallon, t. 3, p. 53.  
*Maîtres de professions de la marine (Trois mille deux cent soixante quatorze)*, t. 2, p. 485, 554.  
*Malandry [Ardennes] (Maire et conseillers municipaux de)*, t. 3, p. 459.  
 Malen, t. 1, p. 303.  
 Mansion, t. 2, p. 252.  
 Marcand, t. 3, p. 369.  
*Margry [Ardennes] (Maire et conseillers municipaux de)*, t. 3, p. 459.  
*Marquet-Fourcy [Ardennes] (Maire et conseillers municipaux de)*, t. 3, p. 459.  
*Marseille (Habitants de)*, t. 1, p. 541 ; t. 2, p. 694.  
 Marteau, t. 2, p. 47.  
 Masson, t. 2, p. 186.  
 Mathieu, t. 1, p. 307, t. 2, p. 183.  
*Matton-Clémency [Ardennes] (Maire et conseillers municipaux de)*, t. 3, p. 459.  
 Maurice, t. 1, p. 365.  
 Maurin, t. 3, p. 242.  
 Méjanel de La Roque, t. 5, p. 401.  
 Mentienne, t. 3, p. 357.  
 Mention, t. 1, p. 427.  
 Meslin, t. 4, p. 188.  
 Mesnier, t. 2, p. 508.  
*Metz [Moselle] (Habitants de)*, t. 3, p. 53.  
*Meuse (Cinq propriétaires dans le département de la)*, t. 1, p. 285.  
 Michel, t. 2, p. 189.  
 Michel (Fernand), t. 3, p. 360.  
 Millet, t. 3, p. 358.  
 Mirio, t. 2, p. 688.  
 Mitchal, t. 3, p. 619.  
*Mogues [Ardennes] (Maire et conseillers municipaux de)*, t. 3, p. 459.  
*Moisy [Ardennes] (Maire et conseillers municipaux de)*, t. 3, p. 459.

- Moissac* [*Tarn-et-Garonne*] (*Habitants de*) [n° 525], t. 4, p. 209.
- Molisart, t. 5, p. 264.
- Monge [n° 797], t. 1, p. 91.
- Monnot, t. 4, p. 179.
- Montmorency* [*Seine-et-Oise*] (*Habitants de la vallée de*), t. 5, p. 237.
- Moreau, t. 4, p. 193.
- Morlière, t. 2, p. 180.
- Morsaline, t. 2, p. 256.
- Messer, t. 4, p. 189.
- Mougin, t. 3, p. 28.
- Négociants en spiritueux* (*Cent quatre-vingt-sept*), t. 2, p. 692.
- Negrin (Émile) [n° 894], t. 1, p. 100.
- Nice* [*Alpes-Maritimes*] (*Neuf cent quatre habitants de*), t. 2, p. 407.
- Nicollet, t. 2, p. 280.
- Nivert, t. 5, p. 261.
- Notaires de Tours* (*Chambre des*), t. 5, p. 39.
- Odier (Auguste), t. 3, p. 670.
- Olivari (Achille), t. 5, p. 125.
- Ourliac [n° 80], t. 3, p. 450.
- Pagès [du Tarn], t. 2, p. 672.
- Paillet (Elie), t. 3, p. 125.
- Palanque, t. 3, p. 256.
- Pansier, t. 3, p. 247.
- Papion du Château (Le baron), t. 1, p. 518.
- Paris* (*Habitants de*), t. 3, p. 24.
- Paris et divers départements* (*Treize mille six cents habitants de*), t. 5, p. 452.
- Parrot, t. 2, p. 196.
- Payen (Étienne), t. 3, p. 632.
- Percheron, t. 3, p. 257.
- Pereyra, t. 1, p. 287.
- Peyron, t. 4, p. 190.
- Philippeville* [*Algérie*] (*Dix habitants de*), t. 3, p. 290.
- Picard (Gustave), t. 2, p. 638.
- Picardat (Charles), t. 3, p. 353.
- Pierre, t. 3, p. 645.
- Pigeon [n° 492], t. 3, p. 450.

- Pineau (L'abbé), t. 2, p. 685.  
 Pionnier, t. 3, p. 32.  
 Plagnieu (Demoiselle Henriette), t. 3, p. 348.  
 Planchard, t. 1, p. 410.  
 Pladet, t. 2, p. 469.  
*Pontet [Vaucluse] (Cent trente-deux habitants du)*, t. 3  
 p. 362.  
 Ponget, t. 3, p. 624.  
*Pradelles-Cabardès [Aude] (Maire, conseillers municipaux et quatre-vingt-dix-neuf habitants de)*, t. 3, p. 362.  
 Prieu, t. 2, p. 451.  
 Prud'homme, t. 2, p. 240, 467.  
 Prungnat, t. 4, p. 190.  
 Pujols (Julien de), t. 2, p. 436.  
 Quentin, t. 3, p. 269.  
 Quillet, t. 3, p. 669.  
 Raverdy, t. 3, p. 177.  
 Remy, t. 4, p. 187.  
 Renauld, t. 3, p. 41.  
 Renon, t. 3, p. 351.  
 Rey, t. 2, p. 690.  
 Richard, t. 4, p. 160.  
 Richard [du Cantal], t. 3 p. 111.  
 Rivel [n° 1], t. 1, p. 548.  
 Rivière (Le baron de), t. 1, p. 322.  
 Roch, t. 3, p. 642.  
 Rochas (Beau de), t. 3, p. 339.  
 Roche, t. 2, p. 433, 443.  
 Rochet, t. 1, p. 309.  
 Rolin, t. 3, p. 53.  
 Rolland, t. 3, p. 242.  
 Rondeaux (Henri), t. 4, p. 165.  
 Roudouly, t. 3, p. 356.  
 Rouhaud, t. 3, p. 271.  
 Roux, t. 4, p. 182.  
*Saint-Denis [Seine] (Habitants de)*, t. 2, p. 690.  
*Saint-Étienne [Loire] (Cent-deux habitants de)*, t. 3,  
 p. 420.  
*Saint-Germain d'Auros [Gironde] (Cent habitants de)*,  
 t. 1, p. 474.  
 Saint-Martin, t. 3, p. 94.

- Saint-Ouen* [Seine] (*Habitants de*), t. 2, p. 690.
- Saint-Pierre-du-Mont* [Landes] (*Dix habitants de*), t. 1, p. 529.
- Saint-Remy-sur-Ourolles* [Puy-de-Dôme] (*Maire, conseillers municipaux et habitants de*), t. 4, p. 157.
- Salines de l'Est* (*Neuf administrateurs et deux propriétaires des*), t. 2, p. 686
- Salmon, t. 1, p. 511.
- Salomon, t. 3, p. 246; t. 4, p. 199.
- Sanson [n° 349], t. 2, p. 215; t. 3, p. 641.
- Supogne* [Ardennes] (*Maire et conseillers municipaux de*), t. 3, p. 459.
- Saubagné, t. 1, p. 347.
- Saulieu* [Côte-d'Or] (*Maire de la ville et onze maires du canton de*), t. 3, p. 154.
- Saumur, t. 4, p. 203.
- Scitiaux de Greische, t. 1, p. 481.
- Séné, t. 3, p. 46.
- Servin, t. 2, p. 499.
- Signy-Montlibert* [Ardennes] (*Maire et conseillers municipaux de*), t. 3, p. 459.
- Silhères, t. 1, p. 302.
- Sirotteau, t. 2, p. 82.
- Société centrale d'agriculture de Nancy*, t. 1, p. 481.
- Société des sciences industrielles, arts et belles lettres de Paris*, t. 2, p. 81.
- Société industrielle de Mulhouse*, t. 5, p. 42.
- Société pour la répression du braconnage, de Meaux* [Seine-et-Marne], t. 1, p. 79.
- Société pour la répression du braconnage, à Metz* [Moselle], t. 3, p. 274.
- Soulé (L'abbé), t. 4, p. 196.
- Soustelle* [Gard] (*Habitants de*), t. 2, p. 491.
- Stimbre (Antoine), t. 2, p. 238.
- Syndicat de la marine du Nord*, t. 5, p. 177.
- Tabacs et cigares, à Paris* (*Quarante débitants de*), t. 5, p. 165.
- Talamon, t. 3, p. 59.
- Target, t. 2, p. 32, 88.
- Tastet, t. 1, p. 310.
- Terrien, t. 1, p. 438.



- Thadome, t. 3, p. 29.  
 Théolière (L'abbé), t. 1, p. 434.  
 Théron (Victor), t. 2, p. 717.  
 Thévenot, t. 1, p. 313; t. 2, p. 643.  
 Thibaud frères, t. 2, p. 635.  
*Thil [Moselle] (Maire et conseillers municipaux de),*  
 t. 3, p. 459.  
 Tisserandet, t. 4, p. 184.  
 Tourain, t. 2, p. 485, 554.  
 Touttain [n° 737], t. 1, p. 100.  
*Trégourez [Finistère] (Cinq habitants de),* t. 3, p. 344.  
 Turck, t. 4, p. 28.  
*Vallerangues [Gard] (Quatre-vingt-treize habitants de),*  
 t. 1, p. 303.  
 Vandendorpel [n° 347], t. 2, p. 215.  
*Var (Trois propriétaires du),* t. 2, p. 374.  
 Varinay (De), t. 2, p. 202.  
*Vendée (Cent sept habitants de la),* t. 1, p. 547.  
 Véroux, t. 2, p. 668.  
 Verton (De), t. 2, p. 715.  
 Vidue, t. 4, p. 196.  
 Viellard [n° 675], t. 1, p. 100.  
 Vienne, t. 4, p. 196.  
 Vieux, t. 3, p. 238.  
 Vignaud, t. 2, p. 367.  
 Viguier (L'abbé), t. 3, p. 463.  
*Villedonné, commune de Newy-les-deux-Clochers [Cher]*  
*(Habitants de),* t. 2, p. 166.  
 Vinsonau, t. 5, p. 164.  
 Vital-Allaigre, t. 3, p. 282.  
 Wattiau, t. 5, p. 177.  
 Wolk (Veuve), t. 3, p. 243.  
*Yoncq [Ardennes] (Maire et conseillers municipaux de),*  
 t. 3, p. 439.  
 Yvart (Jourdain), t. 3, p. 619.  
 Zeller, t. 2, p. 471.  
 Zuccai (Don Pierre), t. 3, p. 365.
- Philosophie.* — Pétition du sieur Cristinacce, ayant pour objet de faire admettre dans l'enseignement des lycées, un ouvrage de philosophie religieuse dont il donne le titre.— Rapport par M. Reveil, t. 1, p. 522. — Ordre du jour.

**PINARD (M.), conseiller d'État.** — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération : de la loi relative à la révision des procès criminels et correctionnels, t. 3, p. 408 ; — de la loi qui divise en deux cantons de justice de paix le canton de Roubaix (Nord), t. 3, p. 60.

*Places de guerre.* — Pétition des conseillers municipaux et d'habitants d'Aigues-Mortes (Gard), demandant que cette ville ne soit plus classée au nombre des places fortes, et que ses remparts prennent rang dans les monuments historiques. — Rapport par M. le général marquis de Laplace, t. 1, p. 484. — Ordre du jour.

**Plombières.** — Loi ayant pour objet de modifier le tarif perçu par la compagnie des thermes de Plombières, t. 3, p. 403. — Rapport par M. le comte Boulay de la Meurthe, t. 3, p. 611. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 3, p. 614.

**Police municipale de Paris.** — Loi ayant pour objet de porter de 4 247 000 fr. à 5 207 000 fr., la part contributive de l'État dans la dépense annuelle de la police municipale de Paris, t. 3, p. 584. — Rapport par M. le comte Boulay de la Meurthe, t. 4, p. 219. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 4, p. 222.

*Portes et fenêtres (Impôt des).*

1. — Pétition du sieur Boucher, demandant que les usines soient assimilées aux manufactures pour l'exemption de la contribution des portes et fenêtres. — Rapport par M. le président Bonjean, t. 1, p. 112. — Ordre du jour.

2. — Pétition demandant que la loi de 1832 soit modifiée, en ce qui concerne la différence du taux de l'impôt entre le siège de la commune et les hameaux qui en dépendent, dans les villes au-dessus de 5000 âmes. — Rapport par M. Hubert-Delisle, t. 4, p. 157. — Ordre du jour.

*Ports de refuge.* — Pétition du baron de Rivière, demandant qu'on établisse des ports de refuge sur le littoral de la France, et notamment à l'embouchure du Rhône. — Rapport par M. le général marquis de Laplace, t. 1, p. 322. — Discussion : MM. Michel Chevalier, p. 327 ; le vice-amiral comte Bouët-Willamez, p. 328, 332 ; le

rapporteur, p. 331, 333; S. Ém. le cardinal Donnet, p. 333.  
— Ordre du jour.

*Postes (Administration des).*

1. — Pétition du sieur Saint-Martin, demandant que la poste soit obligée de faire en franchise le service des transports pour les caisses d'épargne. — Rapport par M. Amédée Thayer, t. 3, p. 94. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Dujour, critiquant la loi de 1859, sur le transport des valeurs déclarées, au double point de vue de la constatation des contraventions et de la responsabilité de l'administration, en cas de perte. — Rapport par M. Amédée Thayer, t. 3, p. 97. — Ordre du jour.

3. — Pétition du sieur Barbier demandant que le recouvrement des effets de minime valeur puisse être opéré par la poste. — Rapport par M. Amédée Thayer, t. 3, p. 100. — Discussion : MM. L'Hôpital, *commissaire du Gouvernement*, t. 3, p. 101; Rouland, p. 106. — Renvoi au ministre des finances.

4. — Pétition du sieur Dreyfus, demandant que la taxe des lettres circulant dans le même arrondissement soit réduite de 20 à 10 cent. — Rapport par M. Amédée Thayer, t. 3, p. 106. — Ordre du jour.

5. — Pétition du sieur Gauthier, demandant que les lettres transportées dans un rayon de vingt kilomètres ne payent qu'une taxe de 10 cent. — Rapport par M. Amédée Thayer, t. 3, p. 108. — Ordre du jour.

6. — Pétition du sieur Pouget, proposant l'adoption dans les campagnes d'un mode d'avertissement, ayant pour objet de prévenir les habitants de la localité du passage du facteur. — Rapport par M. Amédée Thayer, t. 3, p. 624. — Ordre du jour.

7. — Pétition du sieur Lemaire, demandant : 1° que le droit perçu pour les mandats soit établi de façon à faciliter les envois de sommes importantes; 2° que les percepteurs soient autorisés à en payer le montant; 3° que la taxe des lettres soit fixée à 10 cent. pour toute la France. — Rapport par M. le marquis de La Grange, t. 3, p. 167. — Ordre du jour.

*Presse.*

1. — Pétitions demandant diverses modifications à la loi sur la presse. = Pétition signalant comme inconstitutionnelles les lois sur la presse, sur le colportage, etc. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 196. — Ordre du jour sur les premières pétitions; question préalable sur la dernière.

2. — Pétition du sieur Hello, demandant que les publications qui se rattachent à la morale en général, et au régime pénitentiaire en particulier, ne soient pas soumises au droit du timbre qui frappe les écrits traitant d'économie sociale. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 463. — Ordre du jour.

3. — Pétition demandant que les journaux non sujets au timbre puissent insérer des annonces concernant l'industrie. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 467. — Ordre du jour.

*Procédure.*

1. — Pétition de la dame Chaunette, demandant l'établissement d'une procédure spéciale et abrégée pour les réclamations pour salaires formés par l'ouvrier contre le patron. — Rapport par M. Suin, t. 1, p. 507. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Bellamy, demandant, en faveur de la femme du failli, la simplification des formes de procédure de la séparation de biens. — Rapport par M. Lacaze, t. 1, p. 534. — Renvoi au ministre de la justice et des cultes.

**Procès criminels et correctionnels.** (Loi sur la révision des), t. 2, p. 702. — Rapport par M. le procureur général comte de Casabianca, t. 3, p. 408. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 3, p. 419.

**Procès-verbaux** (Incidents à l'occasion de la lecture des).

1. — Procès-verbal lu à la séance du 2 avril. — Incident sur la question de savoir si le vote sur le renvoi des lois à une seconde délibération du Corps législatif doit

avoir lieu au scrutin ou par assis et levé. (*Voy.* Règlement, n° 1). — Observations de M. Rouland : 1° à l'occasion d'un passage du discours de M. le comte de Ségur-d'Aguesseau, sur la loi relative à l'enseignement primaire, concernant la nomination au Collège de France de M. Renan; 2° au droit de la presse de se livrer à des appréciations sur l'incident qui a marqué ce discours, t. 2, p. 7, 15; — Réponse de M. le comte de Ségur-d'Aguesseau, p. 13.

2. — Procès-verbal lu à la séance du 7 mai. — Observation de M. le baron Dupin à l'occasion des communications relatives au Grand duché de Luxembourg, qui ont été faites au Corps législatif, avant de l'être au Sénat, t. 2, p. 474.

3. — Procès-verbal lu à la séance du 7 juin. — Réclamation de M. le comte de Grossolles-Flamarens, sur une erreur du compte rendu analytique de ses observations, concernant une pétition relative aux armoiries des villes, t. 3, p. 259.

4. — Procès-verbal lu à la séance du 2 juillet. — Réclamations de MM. de Mentque et Le Verrier sur des erreurs du compte rendu *in extenso*, t. 4, p. 1 et 2.

5. — Procès-verbal lu à la séance du 17 juillet. — Réclamations de M. Lacaze sur des erreurs des comptes rendus analytique et *in extenso* de son discours sur la contrainte par corps, t. 4, p. 646.

6. — Procès-verbal lu à la séance du 25 juillet. — Incident à l'occasion du renvoi à la commission chargée d'examiner la loi relative aux suppléments de crédits de l'exercice 1868, de la loi portant fixation du budget ordinaire de 1868 : MM. le président Bonjean, t. 5, p. 214, 225; Hubert-Delisle, p. 222; le baron Dupin, p. 223; le Président, p. 216, 217, 220, 222, 225, 226.

7. — Procès-verbal lu à la séance du 26 juillet. — Incident à l'occasion de la mise à l'ordre du jour du rapport sur le budget, *le Moniteur* n'ayant pas fait mention de la proposition du Président tendant à y placer : MM. le baron Brenier, le Président et Chaix d'Est-Ange, *sénateur-secrétaire*, t. 5, p. 284 à 289.

*Prostitution.* — Pétition d'habitants de Marseille, demandant

que des mesures soient prises pour régler la prostitution dans cette ville. — Rapport par M. le comte de Nieuykerke, t. 2, p. 694. — Ordre du jour.

## Q

QUENTIN BAUCHART (M.). — Nommé sénateur par décret du 22 janvier 1867. — Prête serment par écrit, t. 1, p. 366. — Est admis, t. 3, p. 89. — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 19 juillet, t. 5, p. 2. — Est nommé secrétaire du 3<sup>e</sup> bureau, 6<sup>e</sup> organisation, t. 4, p. 650. — Est nommé membre : de commissions chargées d'examiner des lois relatives à des échanges d'immeubles, t. 3, p. 160, t. 4, p. 218; — de la 3<sup>e</sup> commission des pétitions, t. 3, p. 375; — de la commission chargée d'examiner la loi relative aux sociétés, t. 3, p. 500; — d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 4, p. 6. — Fait un rapport sur une loi relative à un échange d'immeubles, t. 3, p. 203.

QUINETTE (M. le baron), *conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération de lois relatives à des échanges d'immeubles, t. 3, p. 203, 614.

## R

*Rage*. — Pétition proposant divers moyens destinés à empêcher le développement de la rage. — Rapport par M. le général Vinoy, t. 2, p. 715. — Ordre du jour.

RANDON (S. Ex. le maréchal comte). — Est nommé : vice-président du 3<sup>e</sup> bureau, 1<sup>e</sup> organisation, t. 1, p. 44; — président du 3<sup>e</sup> bureau, 4<sup>e</sup> organisation, t. 3, p. 2; — président du 5<sup>e</sup> bureau, 5<sup>e</sup> organisation, t. 3, p. 375. — Est nommé membre : d'une commission chargée d'examiner une loi relative à un échange d'immeubles, t. 2, p. 422; — de la commission chargée d'examiner la loi relative aux suppléments de crédits de l'exercice 1866, t. 4, p. 4. — Est désigné, par le sort, pour faire partie d'une commission

chargée d'examiner un décret nommant un sénateur, t. 4, p. 324.

*Reboisement.* — Pétition du sieur Jeanmaire, demandant pour éviter les inondations, qu'on procède activement au reboisement des montagnes. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 2, p. 683. — Renvoi au ministre des finances

*Receveurs des contributions indirectes.* — Pétition du sieur Masson, demandant que ces fonctionnaires soient tenus de n'acheter que des chevaux pouvant au besoin être requis pour le service de la cavalerie. — Rapport par M. Reveil, t. 2, p. 186. — Ordre du jour.

*Récompense nationale.* — Loi relative à une récompense nationale à accorder à M. de Lamartine, t. 2, p. 273. — Rapport par M. Silvestre de Sacy, t. 2, p. 423. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 2, p. 427.

*Récompenses.*

1. — Pétition du sieur Humbert, demandant que des récompenses soient décernées aux parents et aux instituteurs qui ont donné à leurs enfants ou à leurs élèves une bonne éducation, ainsi qu'aux enfants qui ont le mieux profité des leçons. — Rapport par M. Reveil, t. 3, p. 30. — Ordre du jour.

2. — Pétition des héritiers Gassies, demandant, à titre de récompense nationale, une somme de 60 000 fr., qui les indemnise de la dépossession subie par leur auteur d'un navire requis, en 1793, pour le service de la République. — Rapport par M. Drouyn de Lhuys, t. 3, p. 69. — Ordre du jour.

*Recrutement.*

1. — Pétition du sieur Badie, relative à l'interprétation différente donnée par les conseils de révision à l'article 13 de la loi de 1832, en ce qui concerne l'exemption d'un frère ayant un frère sous les drapeaux, dans les familles composées de plus de deux enfants mâles. — Rapport par M. de Mentque, t. 1, p. 375. — Discussion : S. Ex. le

maréchal Niel, p. 380, 398; Tourangin, p. 388; le baron Ernest Leroy, p. 391, 402; le rapporteur, p. 394, 401; le général marquis de Laplace, p. 396. — Ordre du jour. = Autres pétitions sur le même sujet. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 2, p. 251. — Observations de M. de Mentque, p. 253. — Ordre du jour. = Autre pétition sur le même sujet. — Rapport par M. le général comte de La Ruë, t. 2, p. 508. — Ordre du jour. = Autres pétitions sur le même sujet. — Rapport par M. le général comte Gudin, t. 3, p. 637. — Discussion : MM. le vicomte de Barral, p. 647, 648; le rapporteur, p. 648; le général marquis de Laplace, *ibid.*; de Mentque, p. 654, 666, 668; le baron Ernest Leroy, p. 657; S. Ex. le maréchal Niel, p. 660, 668; MM. Le Verrier, p. 667, 668; le comte Boulay de la Meurthe, p. 667. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Terrien, réclamant contre la décision d'un conseil de révision qui n'a pas exempté un de ses fils du service militaire, quoiqu'il ait eu un frère compris dans la réserve, mort des suites d'une maladie contractée pendant son séjour à l'armée. — Rapport par M. le général marquis de Laplace, t. 1, p. 538. — Ordre du jour.

3. — Pétition du sieur Mougin, demandant que les familles riches qui ne comptent pas d'enfant mâle soient assujetties à payer une contribution équivalente au prix que leur eût coûté l'exonération d'un fils. — Rapport par M. Reveil, t. 3, p. 28. — Ordre du jour.

4. — Pétition du sieur Humbert, proposant d'admettre comme bons pour le service militaire, tous ceux qui, ayant des infirmités de nature à faire prononcer leur exemption, ne sont cependant pas impropres à porter les armes. — Rapport par M. Reveil, t. 3, p. 30. — Ordre du jour.

*Recteurs d'académie.* — Pétition du sieur Mention, dénonçant comme illégal le décret qui a nommé M. Fleury recteur de l'académie de Douai. — Rapport par M. le président Bonjean, t. 1, p. 427. — Observations de MM. Dumas et le rapporteur, p. 432, 433. — Ordre du jour.

#### **Règlement.**

1. — Incident relatif à l'application du règlement en ce



qui concerne le mode de votation sur la question de savoir si une loi sera ou ne sera pas renvoyée à une nouvelle délibération du Corps législatif : MM. le baron Brenier, le Président, Le Roy de Saint-Arnaud, Lacaze et Le Verrier, t. 2, p. 2 à 7. — (*Précédent* : Lorsque la conclusion de la commission n'est pas contestée, le vote au scrutin est inutile; dans le cas contraire, le Sénat statuera).

2. — Incident sur l'application du règlement, en ce qui concerne la lecture des lois avant le vote : MM. Le Verrier, et le Président, p. 25 à 30.

3. — Incidents à l'occasion : 1° du renvoi à une commission déjà nommée du budget ordinaire de l'exercice 1868; 2° de la mise à l'ordre du jour du rapport sur les lois de finances, sans que *le Moniteur* ait fait mention de la proposition du Président tendant à l'y placer. — (*Voy.* Procès-verbaux, nos 6 et 7).

REGNAUD DE SAINT-JEAN-D'ANGÈLY (S. Ex. le maréchal comte), *l'un des grands dignitaires du Sénat, vice-président.* — Nommé vice-président pour l'année 1867, par décret du 27 décembre 1866, t. 1, p. 22. — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 20 mars, t. 1, p. 366. — Est nommé : vice-président du 2<sup>e</sup> bureau, 1<sup>re</sup> organisation, t. 1, p. 44; — vice-président du 5<sup>e</sup> bureau, 5<sup>e</sup> organisation, t. 3, p. 375.

*Réunion.* — Pétition réclamant le libre exercice du droit de réunion. = Pétition dénonçant comme inconstitutionnelles les lois sur le droit de réunion, d'association, etc. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 196. — Ordre du jour sur la première pétition; question préalable sur la seconde.

REVEIL (M.). — Est nommé vice-secrétaire du 5<sup>e</sup> bureau, 4<sup>e</sup> organisation, t. 3, p. 3. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner les lois sur les douanes, t. 1, p. 369; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à la garantie des inventions susceptibles d'être brevetées, et des dessins de fabrique qui seront admis à l'Exposition universelle, t. 2, p. 18; — de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 3, p. 262; t. 4, p. 654; t. 5, p. 33, 130, 227; — de la commission

chargée d'examiner la loi relative aux sociétés, t. 3, p. 500; — de la commission chargée d'examiner la loi approuvant les articles 2, 3, 4, 5, 7, 8, 9 et 10 d'une convention passée entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et les compagnies des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée et du Victor-Emmanuel, t. 4, p. 5; — de la commission chargée d'examiner la loi relative au régime commercial de l'Algérie, t. 4, p. 218; — de la 6<sup>e</sup> commission des pétitions, t. 4, p. 630. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 300, 540; t. 2, p. 479; t. 3, p. 13. — Fait des rapports : sur des lois d'intérêt local, t. 3, p. 330; t. 5, p. 61; — sur la loi relative au régime commercial de l'Algérie, t. 4, p. 415.

**RICHE (M.)**, *conseiller d'Etat*. — Est désigné, comme commissaire du Gouvernement, pour prendre part à la discussion des pétitions pendant la session de 1867, t. 1, p. 23. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération : de la loi relative à la révision des procès criminels et correctionnels, t. 3, p. 408; — de la loi relative à la contrainte par corps, t. 4, p. 537.

**RICHEMONT (M. le baron PAUL DE)** — Est nommé : vice-secrétaire du 5<sup>e</sup> bureau, 1<sup>re</sup> organisation, t. 1, p. 45; — secrétaire du 2<sup>e</sup> bureau, 2<sup>e</sup> organisation, t. 1, p. 367; — secrétaire du 4<sup>e</sup> bureau, 5<sup>e</sup> organisation, t. 3, p. 375. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner la loi relative à la garantie des inventions susceptibles d'être brevetées, et des dessins de fabrique qui seront admis à l'Exposition universelle, t. 2, p. 48; — de la 4<sup>e</sup> commission des pétitions, t. 3, p. 3; — de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte relatif au mariage des étrangers immigrants dans les colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, t. 3, p. 376; — d'une commission chargée d'examiner une loi relative à un échange d'immeubles, t. 4, p. 218.

**RIGAULT DE GENOUILLY (S. Ex. l'amiral)**. — Est entendu sur des pétitions relatives aux matres de professions de la marine, t. 2, p. 565, 689.

**ROBERT (M. CHARLES)**, *conseiller d'Etat*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération : de la

- loi sur l'enseignement primaire, t. 1, p. 473, 561, 640;  
— des lois de finances pour l'exercice 1868, t. 5, p. 408.
- ROGUET** (M. le général comte). — Est nommé vice-secrétaire du 4<sup>e</sup> bureau, 3<sup>e</sup> organisation, t. 2, p. 352.
- ROUBER** (S. Ex. M.), *ministre d'Etat et des finances*. — Déclare ouverte la session législative de 1867, t. 1, p. 19.  
— Donne lecture de l'exposé des motifs et du texte du projet de sénatus consulte modifiant l'article 26 de la Constitution, t. 1, p. 35. — Est entendu sur la loi relative à la contrainte par corps, t. 4, p. 835. — Donne lecture du décret de clôture de la session, t. 5, p. 510.
- ROUBOUX** (M. le baron de), *conseiller d'Etat*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la lecture du rapport sur le projet de sénatus-consulte relatif aux mariages des étrangers immigrants dans les colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, t. 3, p. 603.
- ROULAND** (M.). — Est nommé membre de la commission chargée d'examiner la loi relative à la contrainte par corps, t. 2, p. 353. — Est entendu : sur le projet de sénatus-consulte modifiant l'article 26 de la Constitution, t. 1, p. 169; — sur la loi relative à l'enseignement primaire, t. 1, p. 651. — Réclame contre la partie du discours de M. le comte de Ségur-d'Aguesseau, sur la loi concernant l'enseignement primaire, relative à la nomination de M. Renan au Collège de France, et sur le droit de la presse à se livrer à des appréciations sur l'incident qui s'en est suivi, t. 2, p. 7, 15. — Est entendu : sur des pétitions relatives au déplacement des cimetières de Paris, t. 2, p. 88, 123; — sur une pétition relative aux pensions de retraite pour les ecclésiastiques, t. 2, p. 152; — sur une pétition relative au recouvrement, par l'entremise de la poste, des effets de moindre valeur, t. 3, p. 106; — sur des pétitions réclamant l'incompatibilité entre les fonctions de juge de paix et le mandat de conseiller général, t. 3, p. 104; — dans le comité secret, sur le projet de budget des dépenses du Sénat pour l'exercice 1868, t. 4, p. 392; — sur une pétition relative au régime des aliénés, t. 4, p. 397, 402; — sur la loi relative à la contrainte par corps, t. 4, p. 767, 800; — sur une pétition demandant que les

communes aient le droit de prononcer l'enseignement obligatoire, chacune en ce qui la concerne, t. 3, p. 113; — sur une pétition relative aux examens pour le baccalauréat, t. 3, p. 273; — dans un incident relatif à l'ajournement de la discussion sur une pétition concernant la perception des droits sur les combustibles et matières premières à l'octroi de Paris, t. 3, p. 358. — Déclare renoncer à prendre la parole sur les lois de finances de l'exercice 1868, t. 3, p. 430.

#### *Routes.*

1. — Pétition du sieur Bellot, portant plainte contre le mauvais état de la route de Saint-Jean-d'Angély à Cognac. — Rapport par M. le comte Mallet, t. 1, p. 290. — Ordre du jour.

2. — Pétition demandant que les fossés qui bordent les routes soient coupés de distance en distance par des terre-pleins ou ponts, afin de faciliter l'accès dans les propriétés. — Rapport par M. Lacaze, t. 1, p. 532. — Ordre du jour.

3. — Pétitions des maires, des conseillers municipaux et des habitants de Castans et de Pradelles-Cabardès (Aude), demandant que l'État accorde une subvention pour les frais de construction d'une route départementale intéressant leur contrée, le surplus de ces frais pouvant être couvert par les revenus de leurs communes. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 3, p. 361. — Ordre du jour.

**ROYER** (M. le premier président DE), *l'un des grands dignitaires du Sénat, vice-président.* — Nommé vice-président pour l'année 1867, par décret du 27 décembre 1866, t. 1, p. 22. — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances des 15 mars, t. 1, p. 264, et 29 mars, t. 1, p. 637. — Est nommé président du 2<sup>e</sup> bureau, 3<sup>e</sup> organisation, t. 2, p. 352. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte modifiant l'article 26 de la Constitution, t. 1, p. 46; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à la contrainte par corps, t. 2, p. 354. — Fait un rapport sur cette loi, t. 4, p. 232. — Est entendu : dans le comité secret, sur le projet de

budget des dépenses du Sénat, pour l'exercice 1868, t. 4, p. 390; — sur une pétition relative au régime des aliénés, t. 4, p. 409; — sur la loi relative à la contrainte par corps, t. 4, p. 798, 801.

*Rues.* — Pétition d'habitants de Fontenay-sous-Bois réclamant contre un décret, en date du 7 août 1865, qui déclare applicables à leur commune les dispositions du décret du 26 mars 1852, relatif aux rues de Paris. — Rapport par M. Amédée Thayer, t. 2, p. 440. — Ordre du jour.

## S

*Saint-Cyr (École militaire de).* — Pétition du capitaine Filippi réclamant la diminution du contingent d'officiers à fournir par l'École de Saint-Cyr en attendant la suppression complète de cette école. — Rapport par M. le général vicomte de La Hitte, t. 1, p. 293. — Ordre du jour.

*SAINTE-BEUVE (M.).* — Proteste contre une allusion à M Renan faite par M. le comte de Ségur-d'Aguesseau, dans son discours sur la loi relative à l'enseignement primaire, t. 1, p. 722, 723. — Est entendu sur une pétition relative aux bibliothèques populaires de Saint-Étienne, t. 3, p. 508.

*Saint-Étienne (Ville de).*

1. — Pétition du sieur Sirotteau, demandant une indemnité à payer par la ville de Saint-Étienne, responsable de la faillite de la compagnie immobilière formée dans cette ville. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 82. — Ordre du jour.

2. — Pétition relative aux bibliothèques populaires de Saint-Étienne. — (*Voy.* Bibliothèques).

*Salaires.*

1. — Pétition de la dame Chaumette, demandant la simplification de la procédure en faveur des réclamations pour salaires formées par l'ouvrier contre le patron. — Rapport par M. Suin, t. 1, p. 507. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Séné et de deux mille sept cent quatre vingt-deux ouvriers, à Paris, demandant l'abrogation de l'article 1781 du Code Napoléon relatif à l'affirmation de maître dans le cas de contestation pour paiement de salaire des gens de service et des ouvriers. — Rapport par M. Lefebvre-Duroullé, t. 3, p. 46. — Ordre du jour.

3. — Pétition du sieur Cay, réclamant contre le payeur des constructions navales à Toulon, qui a refusé de faire une retenue sur le salaire d'un ouvrier des ports, condamné à payer une dette. — Rapport par M. Larabit, t. 4, p. 204. — Ordre du jour.

SALIGNAC-FÉNELON (M. le comte DE). — Est nommé : vice-secrétaire du 5<sup>e</sup> bureau, 3<sup>e</sup> organisation, t. 2, p. 353; — secrétaire du 2<sup>e</sup> bureau, 5<sup>e</sup> organisation, t. 3, p. 374; — secrétaire du 1<sup>er</sup> bureau, 6<sup>e</sup> organisation, t. 4, p. 649. — Est nommé membre : de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 1, p. 370; t. 4, p. 213; — d'une commission chargée d'examiner une loi relative à un échange d'immeubles, t. 2, p. 422; — de la 4<sup>e</sup> commission des pétitions, t. 3, p. 3; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à la naturalisation, t. 3, p. 198; — de la commission chargée d'examiner la loi ayant pour objet de modifier le tarif perçu par la compagnie des thermes de Plombières, t. 3, p. 509; — de la commission chargée d'examiner la loi approuvant les articles 2, 3, 4, 5, 7, 8, 9 et 10 d'une convention passée entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et les compagnies des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée et du Victor-Emmanuel, t. 4, p. 5; — de la 6<sup>e</sup> commission des pétitions, t. 4, p. 650. — Fait des rapports de pétitions, t. 3, p. 349; t. 5, p. 170. — Fait un rapport sur trois lois d'intérêt local, t. 1, p. 372. — Est entendu, comme rapporteur, sur une pétition demandant qu'on puisse attacher un caractère authentique à certaines dépêches télégraphiques, t. 5, p. 173, 176.

*Salubrité publique.* — Pétition de cent cinquante-deux habitants de l'Hay et de Bourg-la-Reine (Seine), signalant la corruption des eaux de la Bièvre entre Antony et Bourg-la-Reine, et demandant qu'il soit pris des mesures pour

faire cesser cet état de choses, contraire à la salubrité publique. — Rapport par M. le baron de Butenval, t. 3, p. 38. — Renvoi au ministre de l'intérieur et au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

*Sapeurs-pompiers.* — Pétitions ayant pour objet la réorganisation des sapeurs-pompiers et la création, en leur faveur, d'une caisse de secours et de retraite. — Rapport par M. de Mentque, t. 1, p. 350. — Ordre du jour.

SCHRAMM (M. le général comte DE). — Est nommé président du 4<sup>e</sup> bureau, 3<sup>e</sup> organisation, t. 2, p. 352.

*Secours (Caisse de).* — Pétition du sieur Lecocq, qui soumet au Sénat le projet d'une caisse générale de secours pour les ouvriers malades ou devenus infirmes. — Rapport par M. Amédée Thayer, t. 2, p. 441. — Ordre du jour.

*Secours (Demandes de).* — Pétition du sieur Michel. — Rapport par M. Reveil, t. 2, p. 189. — Ordre du jour. — (*Voy. aussi les rapports collectifs.*)

**Secrétaires du Sénat pour la session de 1867.** — Leur élection, t. 1, p. 27. — Sont élus : MM. le général Melinot et Tourangin.

SÉGUR-D'AGUESSEAU (M. le comte DE). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, et s'associe à la protestation de M. le Président contre l'assassinat de l'empereur Maximilien, t. 4, p. 323. — Est nommé vice-président du 4<sup>e</sup> bureau, 3<sup>e</sup> organisation, t. 2, p. 352. — Est nommé membre d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 1, p. 369. — Est entendu : sur la loi relative à l'enseignement primaire, t. 1, p. 708, 726 ; — sur une réclamation de M. Rouland contre la partie de son discours relative à la nomination de M. Renan au Collège de France, t. 2, p. 13 ; — sur une pétition relative aux bibliothèques populaires de Saint-Etienne, t. 3, p. 537.

*Sel.*

1. — Pétition de neuf administrateurs et de deux propriétaires de salines de l'Est, demandant que les redevances à titre de déchet, au lieu de varier, suivant l'origine des sels et

le mode d'expédition, soient rendues uniformes pour tous les centres de production. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 686. — Renvoi au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

2. — Pétition du sieur Courrirat-Vergé, signalant des dérogations apportées par l'administration aux règlements qui régissent la société des propriétaires de la fontaine d'eau salée de la ville de Saliès-de-Béarn, et demandant l'ouverture d'une enquête sur ce sujet. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 3, p. 285. — Ordre du jour.

#### **Sénatus-consultes.**

1. — Projet de sénatus-consulte modificatif de l'article 25 de la Constitution. — (*Voy.* Constitution).

2. — Projet de sénatus-consulte relatif au mariage des étrangers immigrants dans les colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion. — (*Voy.* Colonies).

3. — Projet de sénatus-consulte ayant pour objet d'autoriser des échanges d'immeubles entre la Liste civile et divers particuliers. — (*Voy.* Échanges).

#### *Sériciculture.*

1. — Pétition du sieur Isnard, demandant qu'on impose une taxe sur les graines de vers à soie importées de l'étranger. — Rapport par M. Reveil, t. 1, p. 512. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Nicollet, contre les ventes de graines de vers à soie opérées par le Gouvernement ou par diverses sociétés agricoles ou zoologiques, ventes qu'il considère comme une concurrence illégale faite au commerce de ces produits. — Rapport par M. Hubert-Delisle, t. 2, p. 280. — Observations de M. Dumas, p. 287. — Ordre du jour.

3. — Pétitions sollicitant l'intervention du Gouvernement pour venir en aide aux pays éprouvés par la maladie des vers à soie. — Rapport par M. Hubert-Delisle, t. 2, p. 491. — Discussion : MM. Dumas, p. 493 ; le rapporteur, p. 498. — Renvoi au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.



**Serment.** — Prestation de serment par MM. les Sénateurs nouvellement nommés, t. 1, p. 19, 366; t. 4, p. 325.

*Servitudes.* — Pétition de propriétaires du département de la Meuse, réclamant la confection d'une loi qui les autoriserait à racheter des servitudes appartenant aux communes sur des étangs dont ils sont propriétaires. — Rapport par M. le baron de Vincent, t. 1, p. 285. — Observations de MM. Gaudin, *commissaire du Gouvernement*, le comte Boulay de la Meurthe et le rapporteur, p. 286, 287. — Ordre du jour.

*Servitudes militaires.*

1. — Pétition du sieur Desmarais, réclamant une indemnité en faveur des propriétaires de terrains situés dans la zone des fortifications de Paris. — Rapport par M. le comte Mallet, t. 1, p. 288. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur Vicux, réclamant la révision de la loi qui régit les servitudes des places fortes, notamment en faveur de Besançon. — Rapport par M. le général Vinoy, t. 3, p. 238. — Ordre du jour.

**Session de 1867.** — Procès-verbal de la séance d'ouverture, t. 1, p. 9. — Discours de S. M. l'Empereur, t. 1, p. 12. — Clôture par S. Ex. le ministre d'État, t. 5, p. 510.

**SILVESTRE DE SACY (M.).** — Est désigné, par le sort, pour faire partie d'une commission chargée de vérifier la constitutionnalité de décrets nommant de nouveaux sénateurs, t. 1, p. 24. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner la loi sur l'enseignement primaire, t. 1, p. 361; — de la commission chargée d'examiner la loi accordant une récompense nationale à M. de Lamartine, t. 2, p. 354; — de la 4<sup>e</sup> commission des pétitions, t. 3, p. 3; — d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 5, p. 290. — Fait un rapport sur la loi accordant une récompense nationale à M. de Lamartine, t. 2, p. 423. — Fait des rapports de pétitions, t. 3, p. 335, 463, 634; t. 5, p. 401. — Est entendu : comme rapporteur, sur une pétition relative à l'instruction à fin d'acceptation des dons et legs faits aux communautés religieuses, t. 3, p. 476, 492, 494; — sur une pétition relative aux examens pour le baccalauréat, t. 5, p. 270, 278.

**SIMÉON** (M. le comte). — Est désigné, par le sort, pour faire partie d'une commission chargée de vérifier la constitutionnalité d'un décret nommant un sénateur, t. 4, p. 324.

**Sociétés** (Loisurles), t. 3, p. 377.—Rapport par M. Hubert-Delisle, t. 4, p. 621. — Discussion : M. Michel Chevalier, t. 5, p. 23. — Le Sénat déclare ne pas s'opposer à la promulgation, t. 5, p. 38.

*Sociétés.*

1. — Pétition du sieur Flayelle-Motte, dénonçant les sociétés houillères qui, en conservant les avantages des sociétés civiles, introduisent dans leurs statuts des dispositions appartenant aux sociétés commerciales, et demandant l'intervention de la loi pour régler les modifications à intervenir dans la constitution de ces sociétés. — Rapport par M. le premier président Devienne, t. 2, p. 322. — Renvoi au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

2.—Pétition du sieur Daudet, demandant que pour empêcher l'absorption des capitaux français par les sociétés étrangères, il soit interdit aux journaux français d'insérer les annonces des souscriptions ouvertes par ces sociétés.— Rapport par M. le marquis de Chasseloup-Laubat, t. 3, p. 63. — Ordre du jour.

3. — Pétition du sieur Brunel, contre les délais trop prolongés accordés par les tribunaux pour la liquidation des sociétés commerciales, et demandant que toute prorogation soit annoncée dans les journaux par les liquidateurs. — Rapport par M. Sain, t. 3, p. 445. — Ordre du jour.

*Souverains.* — Pétition du sieur Chambonneau, demandant qu'à l'exemple de ce qui avait lieu en Égypte, dans les temps anciens, les souverains soient jugés après leur mort par le Sénat. — Rapport par M. Silvestre de Sacy, t. 3, p. 342. — Ordre du jour.

*Successions.* — Pétition de quatre cent seize habitants du département de la Creuse demandant, dans l'intérêt de l'agriculture, que le père de famille soit affranchi des restrictions apportées par le législateur au droit de tester.

— Rapport par M. Silvestre de Sacy, t. 3, p. 634. — Ordre du jour.

**SURN (M.).** — Est nommé vice-secrétaire du 1<sup>er</sup> bureau, 5<sup>e</sup> organisation, t. 3, p. 374. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte modifiant l'article 26 de la Constitution, t. 1, p. 45; — de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 1, p. 369; t. 4, p. 444; — de la 3<sup>e</sup> commission chargées d'examiner des lois relatives à des échanges d'immeubles, t. 2, p. 701; t. 3, p. 160; t. 4, p. 218; — de la commission chargée d'examiner la loi relative aux suppléments de crédits de l'exercice 1866, t. 4, p. 4. — Est désigné, par le sort, pour faire partie d'une commission chargée de vérifier la constitutionnalité d'un décret nommant un sénateur, t. 4, p. 324. — Fait un rapport au nom de cette commission, *ibid.* — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 487; t. 2, p. 717; t. 3, p. 420 (bibliothèques populaires de Saint-Etienne); t. 4, p. 27 (aliénés). — Est entendu : sur des pétitions relatives au déplacement des cimetières de Paris, t. 2, p. 116; — comme rapporteur, sur une pétition relative au régime des aliénés, t. 4, p. 407, 414.

**SULEAU (M. le vicomte DE).** — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 46.

*Syndicat de Saint-Nicolas de la Grave.* — Pétition de propriétaires riverains de la Garonne, signalant l'illégalité du décret constitutif de l'association syndicale chargée d'exécuter des travaux de défense contre le fleuve, et demandant la dissolution de cette association, — Rapport par M. le vice-amiral comte Bouët-Willaumez, t. 4, p. 209. — Ordre du jour.

## T

*Tabac.* — (Voy. Bureaux de tabac; Cigares).

**TASCHER LA FAGERIE (M. le duc DE).** — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 264; t. 3, p. 296. —

Est nommé membre d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 3, p. 262.

*Télégraphie.*

1. — Pétition du sieur Véroux, demandant que des ordres de paiement instantané de mandats de poste puissent être envoyés par le télégraphe, ou que les stations télégraphiques elles-mêmes soient autorisées à recevoir des versements. — Rapport par M. Hubert-Delisle, t. 2, p. 668. — Renvoi au ministre de l'intérieur et au ministre des finances.

2. — Pétition du sieur Pionnier, demandant que, dans la composition des télégrammes, toute réunion de mots ne représentant qu'une même idée, un seul sujet, un seul lieu, ou une seule personne, ne soit comptée que pour un mot. — Rapport par M. Reveil, t. 3, p. 32. — Ordre du jour.

3. — Pétition du sieur Laumosnier, demandant qu'on donne, en certains cas, aux dépêches télégraphiques un caractère d'authenticité qui leur permette de tenir lieu d'actes publics. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 5, p. 170. — Observations de MM. Lefebvre-Duruflé et le rapporteur, p. 175, 176. — Ordre du jour.

*Temple (Marché du).* — Pétition du sieur Bonnard, demandant l'annulation de l'ordonnance de police, qui interdit aux brocanteurs ambulants de stationner et de vendre, aux abords de la Rotonde du Temple, sur l'emplacement connu sous l'appellation de *Carreau*. — Rapport par M. Amédée Thayer, t. 3, p. 627. — Discussion : MM. Genteur, *commissaire du Gouvernement*, p. 627, 632; le rapporteur, p. 631; Le Verrier, p. 632. — Ordre du jour.

THAYER (M. AMÉDÉE). — Est nommé membre de la 1<sup>re</sup> commission des pétitions, t. 1, p. 45; — de commissions chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 5, p. 53, 130. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 573 (*nourrices*); t. 2, p. 435, 441, 445; t. 3, p. 94, 106, 624, 632. — Est entendu, comme rapporteur, sur une pétition relative aux marchands brocanteurs vendant à la Rotonde du Temple, t. 3, p. 631.

*Théâtre de l'Odéon.* — (Voy. Odéon).

THIERRY (M. AMÉDÉE). — Fait hommage au Sénat de son ouvrage : *La Société chrétienne à Rome, et l'Émigration romaine en Terre-Sainte*, t. 1, p. 473. — Est nommé membre de la commission chargée d'examiner la loi relative à la contrainte par corps, t. 2, p. 334.

THIRY (M. le général). — Est nommé membre : de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 704 ; t. 4, p. 6 ; — de la 3<sup>e</sup> commission des pétitions, t. 3, p. 375.

THOUVENEL (M.), *grand-référendaire du Sénat.* — M. le Président annonce son décès, t. 1, p. 30.

*Timbre.* — Pétitions relatives à la suppression de l'impôt du timbre. — (Voy. Annonces ; Presse).

TOURANGIN (M.), *l'un des secrétaires élus.* — Est élu secrétaire pour la session de 1867, t. 1, p. 27. — Est nommé : membre de la commission chargée d'examiner une loi relative à un échange de terrains entre l'État et la ville de Saverne (Bas-Rhin), t. 1, p. 369 ; — de la commission chargée d'examiner la loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1863, t. 1, p. 560 ; — d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 532. — Fait des rapports sur des lois d'intérêt local, t. 2, p. 708 ; t. 3, p. 173. — Est entendu : sur une pétition relative à l'interprétation de l'article 13 de la loi de 1832, sur le recrutement, en ce qui concerne l'exemption accordée au frère ayant un frère sous les drapeaux, t. 1, p. 388 ; — sur une pétition relative à l'allaitement obligatoire des enfants par la mère, t. 3, p. 226, 227, 232 ; — sur une pétition relative à l'instruction à fin d'acceptation des dons et legs faits aux communautés religieuses, t. 3, p. 486, 494.

*Travaux de Paris.* — Pétition d'entrepreneurs de bâtiments, à Bercy, exposant le préjudice que leur cause l'administration municipale en faisant de nombreux achats amiables dans leur quartier, et demandant qu'elle précise l'époque de l'exécution des travaux publics projetés. — Rapport

par M. le procureur général Delangle, t. 2, p. 640. — Ordre du jour.

**TRÉHOUART** (M. le vice-amiral). — Est nommé : président du 5<sup>e</sup> bureau, 4<sup>e</sup> organisation, t. 3, p. 3 ; — vice-président du 2<sup>e</sup> bureau, 5<sup>e</sup> organisation, t. 3, p. 374 ; — vice-président du 3<sup>e</sup> bureau, 6<sup>e</sup> organisation, t. 4, p. 650. — Est désigné, par le sort, pour faire partie d'une commission chargée de vérifier la constitutionnalité de décrets nommant de nouveaux sénateurs, t. 1, p. 24. — Est nommé membre : de commissions chargées d'examiner des lois relatives à des échanges d'immeubles, t. 2, p. 422 ; t. 3, p. 501 ; t. 4, p. 5, 218 ; — de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte relatif au mariage des étrangers immigrants dans les colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, t. 3, p. 376.

*Tribunaux de commerce.* — Pétition du sieur Magallon, demandant l'annulation d'un décret nommant juge consulaire le directeur d'une succursale de la Banque de France. — Rapport par M. Lefebvre-Duruflé, t. 3, p. 53. — Ordre du jour.

**TROPLONG** (S. Ex. le premier président), *l'un des grands dignitaires du Sénat, Président.* — Nommé Président, pour l'année 1867, par décret du 27 décembre 1866, t. 1, p. 22. — Prononce une allocution à l'occasion des décès de sénateurs survenus depuis la dernière session, t. 1, p. 27. — Fait un rapport sur le projet de sénatus-consulte modifiant l'article 26 de la Constitution, t. 1, p. 38. — Ses observations : dans la discussion sur la loi relative à l'enseignement primaire, t. 1, p. 642, 643, 646, 649, 722, 723 ; — dans un incident sur l'application du règlement en ce qui concerne le mode à employer pour le vote sur la question de savoir si une loi sera renvoyée à une seconde délibération du Corps législatif, t. 2, p. 3 à 7. — Annonce le décès de M. Villemain, et exprime les regrets du Sénat, t. 2, p. 18. — Ses observations : dans un incident sur la nécessité de faire lire les lois avant le vote, t. 2, p. 27, 29. — Donne acte à M. le ministre des affaires étrangères de ses communications relatives à la question du Luxembourg, t. 2, p. 171, 444, 628. — Annonce : que les bureaux ont dé-

cidé à l'unanimité qu'il n'y avait pas lieu d'examiner diverses pétitions ayant pour objet des modifications à la Constitution, t. 2, p. 262; — que, par suite d'un accident, M. le comte de Béarn sera empêché d'assister aux séances, t. 3, p. 86. — Ses observations sur une pétition relative à l'allaitement obligatoire des enfants par la mère, t. 3, p. 230, 232. — Son allocution relativement à l'attentat, commis le 6 juin, sur l'empereur de Russie, t. 3, p. 260. — S'associe, au nom du Sénat, au vœu exprimé par M. le baron Dupin pour qu'un grand crime ne soit pas accompli par les Mexicains, entre les mains desquels Maximilien se trouve prisonnier, t. 3, p. 293. — Son allocution à l'occasion de la mise à mort de l'empereur Maximilien, t. 4, p. 216. — Annonce le décès de M. Barbaroux, et exprime les regrets du Sénat, t. 4, p. 323. — Ses observations, dans le comité secret, sur le projet de budget des dépenses du Sénat pour l'exercice 1868, t. 4, p. 392, 394, 395, 396. — Annonce le décès de M. Ferdinand Favre et exprime les regrets du Sénat, t. 4, p. 648. — Ses observations : dans un incident sur le renvoi à la commission chargée d'examiner la loi relative aux crédits supplémentaires de 1867, de la loi portant fixation du budget ordinaire de 1868, t. 5, p. 216 à 226; — dans un incident relatif à la mise à l'ordre du jour du rapport sur le budget, sans que *le Moniteur* ait annoncé que cet ordre du jour avait été proposé par le Président, t. 5, p. 284 à 288; — dans un incident sur la fixation du jour de la discussion des lois de finances, t. 5, p. 353; — dans un incident sur l'ajournement de la discussion relative à une pétition concernant l'octroi de Paris, t. 5, p. 354, 362.

TURGOR (M. le marquis). — M. le Président annonce son décès, t. 1, p. 30.

## V

### *Vaccination.*

1. — Pétition du sieur Japiot, demandant que des mesures soient prises pour assurer le service de la vaccination dans les campagnes. — Rapport par M. Reveil, t. 3, p. 27. — Ordre du jour.

2. — Pétition du docteur Bayard contre le refus de donner l'estampille pour le colportage à un de ses ouvrages sur la vaccine. — (*Voy.* Colportage, n° 1).

*Vagabondage.* — Pétition du sieur Vignaud, réclamant la répression sévère du vagabondage dans les campagnes. — Rapport par M. Hubert-Delisle, t. 2, p. 367, 373. — Renvoi au ministre de la justice et des cultes et au ministre de l'intérieur. — Autre pétition ayant le même objet. — Même rapporteur, t. 2, p. 374. — Mêmes conclusions.

VAILLANT (S. Ex. le maréchal). — Est nommé : président du 3<sup>e</sup> bureau, 1<sup>re</sup> organisation, t. 1, p. 44 ; — président du 4<sup>e</sup> bureau, 2<sup>e</sup> organisation, t. 1, p. 367 ; — président du 4<sup>e</sup> bureau, 4<sup>e</sup> organisation, t. 3, p. 4 ; — président du 4<sup>e</sup> bureau, 5<sup>e</sup> organisation, t. 3, p. 375 ; — président du 5<sup>e</sup> bureau, 6<sup>e</sup> organisation, t. 4, p. 650.

*Valeurs au porteur.* — Pétitions réclamant la confection d'une loi qui fixerait à trois ou cinq ans le délai à l'expiration duquel tout propriétaire de titres au porteur, perdus ou volés, pourrait s'en faire délivrer de nouveaux. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 77. — Observations de MM. L'Hôpital, *commissaire du Gouvernement*, p. 80. — Renvoi au ministre de la justice et des cultes et au ministre des finances.

*Valeurs étrangères.* — Pétition du sieur Coisson, réclamant la création d'un impôt sur les valeurs étrangères émises en France. — Rapport par M. le baron Brenier, t. 3, p. 233. — Ordre du jour.

*Valeurs mobilières.*

1. — Pétition du sieur Pereyra demandant que certaines valeurs cotées à la Bourse soient, comme les actions de la Banque de France et le 3 pour 100 français, assimilées aux immeubles dotaux. — Rapport par M. le baron de Vincent, t. 1, p. 287. — Ordre du jour.

**Vérification de la constitutionnalité** de décrets nommant de nouveaux sénateurs. — Commissions désignées par le sort, t. 1, p. 24 ; t. 4, p. 324. — Rapports de ces commissions, t. 1, p. 25, 26 ; t. 4, p. 324.



*Vers à soie.* — (Voy. Sériciculture).

**Vices-secrétaires du Sénat** pour la session de 1867. —

Leur élection, t. 1, p. 27. — Sont élus : MM. de Mentque et Hubert-Delisle.

**VILLEMARIN (M.)**. — M. le Président annonce son décès, t. 2, p. 18.

**VINCENT (M. le baron DE)**. — Est nommé membre de commissions chargées d'examiner des lois relatives à des échanges d'immeubles, t. 1, p. 560, t. 3, p. 501. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 285, 287. — Est entendu sur la loi relative à l'enseignement primaire, t. 1, p. 640.

**VINOY (M. le général)**. — Est nommé membre : de la 3<sup>e</sup> commission des pétitions, t. 2, p. 353; — d'une commission chargée d'examiner une loi relative à un échange d'immeubles, t. 2, p. 422; — d'une commission chargée d'examiner une loi d'intérêt local, t. 3, p. 501. — Fait un rapport sur une loi d'échange d'immeubles, t. 2, p. 479. — Fait des rapports de pétitions, t. 2, p. 715; t. 3, p. 238; — Est entendu, dans le comité secret, sur le projet de budget des dépenses du Sénat pour l'exercice 1868, t. 4, p. 395.

**VUILLEFROY (M. DE)**. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte modifiant l'article 26 de la Constitution, t. 1, p. 46; — de la commission chargée d'examiner la loi sur les conseils municipaux, t. 3, p. 199; — de la 5<sup>e</sup> commission des pétitions, t. 3, p. 375; — d'une commission chargée d'examiner une loi relative à un échange d'immeubles, t. 4, p. 218. — Fait des rapports de pétitions, t. 3, p. 181, 618. — Fait un rapport sur une loi relative à un échange d'immeubles, t. 7, p. 366. — Est entendu : comme rapporteur, sur deux pétitions relatives à la servitude d'alignement, t. 2, p. 225; — sur une pétition demandant qu'on inscrive sur chaque fût sa contenance, soit au poids, soit à la mesure, t. 2, p. 658; — comme rapporteur, sur des pétitions relatives à l'incompatibilité des fonctions de juge de paix avec le mandat de conseiller général, t. 3, p. 189; — sur une pétition relative à l'allai-

tement obligatoire des enfants par la mère, t. 3, p. 229, 230.

## W

WALDNER DE FREUNDSTEIN (M. le général comte). — Est nommé membre d'une commission chargée d'examiner l'état local, t. 3, p. 304.

(M. le comte). — Nommé sénateur, par décret du 17. — Prête serment et est admis, t. 4, p. 325.

FIN DE LA TABLE.



---

PARIS. — IMPRIMERIE GÉNÉRALE DE CH. LAURE  
Aue de Fleurus, 9

---